

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Semaine de Quarante Heures

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1934, à 13 heures

PAR

PIERRE COLLET

PRÉSIDENT : M. LESCURE, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. PIROU, Professeur.
M. ROCHE-AGUSSOL, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE ST-JACQUES

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**La Semaine
de Quarante Heures**

La Semaine de Quarante Heures

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1934, à 13 heures

PAR

PIERRE COLLET

PRÉSIDENT : M. LESCURE, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. PIROU, Professeur.
M. ROCHE AGUSSOL, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE ST-JACQUES

1934



BIBLIOGRAPHIE

- A. SMITH. — Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Trad. par Germain Garnier. Paris, 1802, 5 vol.
- D. RICARDO. — Principes de l'économie politique (Œuvres complètes. Trad. Constancio et Alc. Fonteyraud. Paris, 1882).
- STUART MILL. — Principes d'économie politique. Trad. par H. Dussard et Courcelle-Seneuil. 3^e édit. 2 vol. Paris, 1873.
- F. BASTIAT. — Pamphlets, 5^e édit. Paris, 1884 (Œuvres complètes, 7 vol.).
- Sophismes économiques. 5^e édit. Paris, 1884 (Œuvres complètes, 7 vol.).
- Les harmonies économiques. 10^e édit. Paris, 1893 (Œuvres complètes, 7 vol.).
- MARSHALL. — Principes d'économie politique. Trad. par Sauvatre Jourdan. 2 vol. Paris, 1907-1909.
-
- S. S. LÉON XIII. — Encyclique *Rerum Novarum* sur la condition des ouvriers. Bibliothèque de l'Action populaire. 5^e édit. par le Chanoine P. Tiberghien. Paris, 1932.
- S. S. PIE XI. — Encyclique *Quadragesimo anno* sur la restauration de l'ordre social. Bibliothèque de l'Action populaire. Paris, 1932.
- J. LESCURE. — Crises générales et périodiques de superproduction. 4^e édit. 2 vol. Paris, 1932.
- A. AFTALION. — Les crises périodiques de surproduction. 2 vol. Paris, 1913.
- P. PIC. — Traité de législation industrielle. 5^e édit. Paris, 1922 et suppléments 1925 et 1928.
- Ch. GIDE et Ch. RIST. — Histoire des doctrines économiques. 5^e édit. Paris, 1926.
- W. OUALID. — Cours de législation industrielle (Doctorat), professé à la Faculté de Droit de Paris en 1931-1932.
- Ch. RIST. — Cours d'économie politique (Doctorat), professé à la Faculté de Droit de Paris en 1931-1932.
- La déflation en pratique. Bibliothèque internationale d'économie politique. Paris, 1924.

- Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires. Paris, 1933.
-

Ch. RIST. — La journée de travail de l'ouvrier adulte en France. Paris, 1898.

Gabriel GUYOT. — La loi de huit heures en France et ses conséquences économiques (Vie Universitaire). Paris, 1922.

ASSOCIATION POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS (Section Française). — Les conséquences économiques, morales, sociales du régime des huit heures. *Rapports présentés au Congrès international de politique sociale* (Prague, 2, 3, 4, 5 octobre 1924), par MM. Tessier et Philippart. Paris, 1924.

Eug. MOREL. — La production et les huit heures. *Enquête auprès des industriels, des hommes politiques, économistes et militants ouvriers*. C. G. T. Paris, 1928.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — Rapport à la Conférence préparatoire tripartite. — Durée du travail et chômage. Genève, 1933.

— Rapport de la Conférence préparatoire tripartite sur la réduction de la durée du travail. Genève, 1933.

M. PINOT. — La semaine de quarante heures, le chômage et les prix. Bibliothèque de la Société d'études et d'informations économiques. Paris, 1933.

M. LACON. — Vers un équilibre nouveau. Bibliothèque politique et économique. Paris, 1933.

E. ALLIX. — La semaine de quarante heures et le chômage. *Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1932.

R. COURTIN. — L'activité des institutions économiques internationales. *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933.

P. MARTIGNAN. — L'expérience Roosevelt, les codes et le dollar. *Revue politique et parlementaire*, 10 novembre 1933.

Ch. DE FRÉMINVILLE. — L'état actuel de l'industrie américaine. *Revue économique internationale*, décembre 1933.

J. MAROGER. — Réflexions sur la crise. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1934.

INTRODUCTION

Tout problème social et économique doit être envisagé sous un angle objectif. Une méfiance irréfléchie risquerait de faire échec aux meilleures volontés, aux élans les plus méritoires. Stimuler les nobles initiatives est un devoir auquel je ne voudrais faillir, car des expériences un peu aléatoires peuvent parfois triompher à condition d'être appuyées par un mouvement d'opinion favorable. Le facteur psychologique est en effet un élément prépondérant de succès. Mais encourager toutes les témérités serait cependant une faute.

Je critiquerai le moins possible, et sans esprit de dénigrement systématique. Je tenterai plutôt de mettre en garde contre les maladresses d'innovateurs qui, sous le prétexte du progrès social ou du rétablissement d'un équilibre compromis, bouleversent beaucoup plus qu'ils ne construisent.

Nul moins que moi n'a l'intention d'affirmer de parti-pris la malfaisance d'une réforme comme celle de la semaine de 40 heures qui n'est encore qu'à l'état de projet. A l'étranger elle a subi l'épreuve d'une expérimentation incomplète et sporadique. Le raisonnement scientifique peut néanmoins s'essayer à en supputer les répercussions et puiser dans l'observation de certains faits récents d'utiles leçons de pratique.

A Genève, aucun résultat positif n'a été encore acquis par la Conférence internationale du travail. Seule l'Amérique a introduit sur une vaste échelle l'application des

codes industriels prévoyant une semaine très réduite. L'Allemagne a progressé assez largement dans la voie d'une réduction de la durée d'emploi. Dans l'industrie chimique l'I. G. Farben travaille depuis le 1^{er} janvier 1933 (1) cinq jours par semaine seulement. Dans l'industrie automobile, la maison Opel fait de même. La fédération des producteurs de fer et d'acier de Rhénanie et de la Westphalie a invité ses membres à adopter la semaine de 40 heures. Il en est ainsi pour les charbonnages de la Ruhr.

Cette tendance qui se fait jour en bien des pays pour restreindre le travail, pour assujettir à un régime inédit certaines branches d'activité, voire même l'économie toute entière, donnerait à penser que les nécessités de l'heure — sans compter les aspirations des masses — appellent impérieusement une limitation toujours plus marquée du labeur quotidien. On en fournirait une preuve supplémentaire en constatant que, sans plan préconçu, en dehors de toute contrainte syndicale ou administrative, certaines entreprises ralentissent le rythme de leur production, et chôment par la force des circonstances. Des inégalités apparaissent alors parmi les travailleurs, même entre ceux appartenant à une catégorie industrielle semblable. En pleine crise, telle usine maintiendra son plein rendement alors que sa concurrente aussi bien outillée va marcher à horaire restreint. Les industriels en effet diffèrent les uns des autres par l'habileté, les conceptions, les prévisions. Celui-ci produira par grandes quantités et, grâce à un abaissement de ses frais généraux et de ses prix de vente, parviendra à conserver ses débouchés. Celui-là, débordé par les événements, con-

(1) Voir pour la période antérieure de nombreux exemples donnés dans le Rapport à la Conférence préparatoire tripartite, Ch. IV.

tinuera à alimenter son carnet de commandes jusqu'au jour de la faillite. Un troisième luttera énergiquement contre l'avilissement des cours et s'abstiendra de vendre, dû son chiffre d'affaires en souffrir ; il préférera amortir incomplètement ses capitaux.

Si on excepte le programme grandiose des Américains et quelques ententes entre producteurs d'autre pays, on doit reconnaître que, dans la majorité des cas, la réduction des heures de travail au-dessous de 48 heures par semaine, n'est le fait que d'employeurs agissant isolément.

D'ailleurs, nulle part, la semaine *légale* de 40 heures n'est encore née. Seul le « short time » a jusqu'à présent été mis en pratique, adopté par des groupements, en complète liberté ou sous la pression du pouvoir central, ou appliqué individuellement par l'employeur.

Ce chômage partiel est donc principalement un effet de la crise actuelle. Comme moyen utilisé pour atteindre un meilleur état social ou pour retrouver l'équilibre économique perdu, il n'a pas montré son efficacité.

On peut donc se demander s'il convient d'employer ce procédé ou si le cadre de la législation actuelle permettra un jour à l'homme de reconquérir plus de richesses et de bien-être.

Selon la thèse libérale, les entrepreneurs, en quête de marchés, s'ingénieront les premiers à abaisser leurs prix de revient et leurs prix de vente et feront ainsi acquérir à un pouvoir d'achat même diminué une nouvelle vigueur. Les entreprises en déficit constant seront acculées à la fermeture. Ouvriers et patrons sans emploi s'orienteront vers d'autres métiers et professions, et détermineront par leur travail une nouvelle production là où la demande se fait sentir. Des besoins naissent constamment du progrès tech-

nique et des inventions et la pléthore de main-d'œuvre, de talents, de capitaux, y trouvera une voie d'adduction toute naturelle. Le réajustement, bien que pénible, s'opérera peu à peu. Si les misères actuelles sont regrettables, du moins ne sont-elles que temporaires. Une période d'essor surgira un jour où chacun trouvera sa place avec un revenu en croissance.

La durée du travail se fixera alors spontanément. Chaque individu s'étant dirigé vers l'endroit marqué par ses aptitudes saura bien de lui-même consacrer à son art le strict temps indispensable. Ne serait-ce pas sottise de travailler ou d'exiger l'activité d'autrui plus qu'il n'est utile ? L'industriel a tout intérêt à fermer son usine dès que la fabrication devient surabondante et ne pourrait s'écouler qu'à perte. Le commerçant va clore sa boutique le plus longtemps possible et imposer aux consommateurs une discipline d'achat à certaines heures. L'agriculteur, par des amendements et des perfectionnements divers, augmentera le rendement de ses terres tout en adoucissant la tâche de son personnel. L'ouvrier refusera ses bras si on ne lui procure pas les jouissances que ses habitudes et sa nature réclament.

Quant aux associations patronales et ouvrières, elles n'ont guère de rôle à jouer dans cette fixation optima de la durée du travail car l'intérêt corporatif n'est que trop porté à faire obstacle à un ordre qui s'établit de lui-même. Bref, il importe de ne pas détourner de son cours l'énergie humaine. Si le progrès doit faire profiter les sociétés d'un régime de travail écourté, laissons chacun libre de l'établir par son seul effort. La concurrence doit s'exercer pour supprimer tout travail inutile comme pour abolir tout monopole et toute spoliation.

Ce tableau est séduisant, bien qu'éloigné des réalités ac-

tuelles. Personne ne peut contester que les prix ne s'établissent pas spontanément sur les marchés et ont été, principalement après la guerre, maintenus à un niveau artificiel. L'intervention de l'Etat dans le libre jeu des phénomènes économiques a faussé tout ce mécanisme idéal. Une limitation à 40 heures de la semaine de travail ne ferait-elle donc qu'en détraquer davantage les rouages ?

Les socialistes matérialistes nous montrent, eux aussi, une société à travail réduit comme aboutissement fatal du régime capitaliste.

La concurrence, en effet, implique l'asservissement du faible par le plus fort et le plus adroit. Elle impose un salaire de misère à celui qui n'a à offrir que son travail. Le prolétaire a beau avoir conscience de son intérêt et revendiquer une rémunération convenable en contre-partie d'un moindre effort, il est cependant à la merci de celui qui l'emploiera. Le capitaliste le tiendra sous son joug, le mettra dans l'incapacité de racheter avec son salaire le produit créé. Le patron, pour assouvir sa soif de lucre, aura tout avantage à allonger les journées d'atelier afin de s'approprier la plus-value résultant du travail. Il accumulera les capitaux, s'ingéniera à effectuer des perfectionnements techniques pour diminuer la quantité de labeur manuel consacré à reproduire la subsistance de l'ouvrier. Il produira toujours davantage pour capter un bénéfice plus élevé. Le travailleur peindra longtemps pour le seul bénéfice de l'employeur. Celui-ci, du reste, à pourchasser le profit, subira vite son châtiment. Des crises continuelles dont la répétition constituera un état chronique entraîneront sa ruine et déjoueront sa malice.

Dans la thèse marxiste, l'harmonie des intérêts n'est qu'un leurre. Dans notre système d'échange, le travail ne s'orga-

nise pas sur le plan le meilleur, en temps et en intensité, mais par une fatalité inéluctable conduit à l'expropriation de la classe bourgeoise et à l'abolition de la propriété.

Imaginons un instant ce que serait cette économie future que Karl Marx s'est d'ailleurs abstenu de représenter.

Une administration des choses adapterait la production aux besoins. Elle s'enquerrerait à l'avance des objets désirés, calculerait le temps de travail nécessaire pour les fabriquer, dans un état technique donné, afin de faire jouir tout le monde des progrès de la civilisation. La durée de la tâche de chaque homme valide est égale au quotient des deux termes. Dans une société collectiviste, la distribution s'opérerait plus équitablement qu'à l'heure actuelle, l'Etat sachant bien poser les règles d'une journée de travail très fortement abrégée, d'autant plus qu'il supprimerait l'oisiveté des classes possédantes.

Ce n'est pas ici le lieu de réfuter les théories socialistes et d'en démontrer les impossibilités. Nous n'avons pas, heureusement atteint la phase du collectivisme, et, bien que le jeu des forces économiques soit fort entravé par des circonstances politiques et par des législations, le moteur de l'intérêt personnel règle encore les rapports humains.

Mais il importe de remarquer que libéralisme et socialisme sont d'accord pour instaurer une durée du travail extrêmement réduite. La première doctrine a foi en la concurrence et en l'initiative privée. La seconde vise à l'établissement d'un régime autoritaire où la place et la tâche de chacun seraient désignées.

Voilà donc les deux systèmes en présence. On peut de prime abord hésiter à prendre parti.

Mais, en dehors de ces théories abstraites et absolues, quelque passionnantes qu'elles soient, il existe des ques-

tions d'application contingente et variable suivant les milieux et suivant les hommes. Il s'agit justement d'examiner si la semaine de 40 heures ne relève pas d'un art et si, dans le domaine pratique de l'économie politique et sociale, l'intervention de l'Etat ne doit pas être souhaitée pour apporter une solution à des problèmes urgents.

Les dérèglements de la concurrence, en notre règne de liberté, a engendré des misères innombrables, des faillites, du chômage pour certains, un labeur excessif pour d'autres. Le mouvement socialiste, l'action du syndicalisme se sont montrés impuissants à organiser une production mieux distribuée. Les conquêtes des réformistes laissent subsister des conflits sociaux, des inégalités flagrantes. Sans doute, le progrès scientifique a fait merveille et notre civilisation, fruit des initiatives hardies, aussi bien que du triomphe de certaines revendications ouvrières, peut être l'objet d'une admiration sincère. Mais l'égoïsme du patronat, l'envie du prolétariat survivent encore. Les crises ont, après guerre, augmenté d'intensité. Les peuples n'ont encore qu'une paix précaire sur le terrain social comme dans le domaine politique international. Le travail, pourtant facilité par le machinisme, est, pour la majorité des hommes, une peine très dure. Il est difficile pour chacun de gagner sa vie, de trouver l'emploi de son talent et de ses bras. Chaque place dans la société a un titulaire qui l'occupe le plus longtemps possible sous l'œil jaloux de l'individu sans situation. Nous sommes encore, pour reprendre l'expression de Stuart Mill (1) à « l'une des phases désagréables du progrès industriel, où l'homme lutte sans fin pour se tirer d'affaire,

(1) *Principes d'économie politique*. L. IV, ch. VI, par. 2.

où on se foule aux pieds, où on se coudoie, où on s'écrase, où on se marche sur les talons ».

Avant de prédire au monde sa destinée future qu'on soulage les infortunes présentes ; avant de chercher une répartition meilleure des revenus, qu'on opère un partage plus équitable du travail ! C'est du reste le moyen de distribuer des salaires entre un plus grand nombre de membres du corps social. Distribution des produits et distribution du travail seraient indissolublement liées.

On est ainsi conduit à faire appel au législateur pour une œuvre immédiate. Il a jusqu'ici rempli un rôle bienfaisant en protégeant la personne du travailleur et en adoucissant son sort. En ce qui concerne la durée du travail, rappelons succinctement la tâche qu'en France il a menée à bien.

La première loi vraiment protectrice de la classe ouvrière, celle du 22 mars 1841, ne touchait qu'à l'âge d'admission des enfants employés dans les manufactures. Mais très vite une réglementation de la durée du travail apparaît. Le gouvernement provisoire de 1848, par décret en date du 2 mars, entre hardiment dans la voie d'une limitation sur le point qui nous occupe en portant à 11 heures à Paris et à 12 heures en province la journée maxima d'emploi. Cette réforme est adoptée sous l'empire de sentiments humanitaires et il est utile d'indiquer les motifs qui l'inspirent : « Considérant qu'un travail trop prolongé non seulement ruine la santé des travailleurs, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à sa dignité... ». La préoccupation d'ordre économique n'est intervenue que de nos jours.

Le champ d'application du décret du 2 mars fut vite restreint par la loi du 9 septembre 1848 qui le rendit obligatoire aux seuls établissements à moteur mécanique ou à

feu continu et aux fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers et porta à 12 heures le maximum de la journée de travail dans ces établissements avec faculté pour le patron, en divisant son personnel par équipes, de laisser l'atelier ouvert 24 heures. Ce texte fut d'ailleurs lettre morte par suite des nombreuses dérogations autorisées par les décrets des 17 mai 1851 et 31 janvier 1866 et par l'absence de contrôle. La loi du 16 février 1883, qui confiait aux inspecteurs du travail le soin d'en surveiller l'application, commença à en rendre effectives les prescriptions.

La loi du 19 mai 1874 intervint, mais relativement aux enfants : la durée maxima de la journée de travail fut fixée à 12 heures pour les mineurs de 16 ans et 6 heures seulement pour ceux de 10 à 12 ans admis exceptionnellement dans certaines industries.

Lors de la discussion devant les Chambres du projet qui devait devenir la loi du 2 novembre 1892, un large débat s'institua sur ce problème de la limitation des heures de travail. Sur les résistances du Sénat, la Chambre des députés se résigna à accepter quatre régimes différents dans l'industrie : pour les enfants, 10 heures ; les adolescents de 16 à 18 ans, 60 heures par semaine avec 11 heures par jour comme maximum ; pour les femmes 11 heures ; pour les hommes adultes, 12 heures. Cette loi fut d'ailleurs vite violée par les industriels qui s'efforcèrent d'unifier pour tout leur personnel la durée du travail à 11 heures. Du reste, à cette époque, le Gouvernement était favorable à l'établissement d'un régime unique et déposait au Sénat un projet de réforme en ce sens. Il invitait les inspecteurs à tolérer la journée de 11 heures.

La loi de 1892 permettait en outre aux usines d'être ouvertes sans arrêt pendant 18 heures en autorisant les équi-

pes alternantes de 9 heures réparties de 4 heures du matin à 10 heures du soir. Elle ne considérerait pas dans ce cas le travail compris entre 9 heures du soir et 5 heures du matin comme effectué de nuit.

Sur de nouvelles propositions de loi déposées par Ricard et Lecomte et après de longues discussions, les Chambres tombèrent d'accord sur un texte qui forma la loi du 30 mars 1900. La journée de 11 heures était instituée à titre provisoire, celle de 10 heures 1/2 devait s'appliquer 2 ans après la promulgation et celle de 10 heures au bout d'une seconde période biennale, c'est-à-dire à partir du 1^{er} avril 1904.

On voit dans les grandes lignes quelles étapes a parcouru le législateur de 1848. Il a fallu plus de soixante-dix ans pour parvenir à la loi du 23 avril 1919, posant le principe de la journée de 8 heures, et encore cette loi, d'application progressive, n'a pas abrogé les textes antérieurs immédiatement. Seuls des règlements d'administration publique, rendus après consultation des organisations professionnelles intéressées, en imposent l'obligation pour toute la France ou dans certaines régions seulement pour chaque industrie visée. Cette réforme des 8 heures par jour ou 48 heures par semaine a du reste été effectivement réalisée avec une grande hâte et tend de plus en plus à devenir la règle.

On doit mentionner en outre la loi du 24 juin 1919, aboutissement de toute une évolution marquée par les lois des 29 juin 1905 et 31 décembre 1913, qui a particulièrement favorisé le travail souterrain.

Ce bref exposé peut donner à penser que le législateur, protecteur de la classe la plus faible, doit s'engager plus avant dans la voie d'une nouvelle limitation. Ne lui convient-il pas de jalonner maintenant par le principe des

40 heures cette marche glorieuse vers l'émancipation suprême ?

L'Etat, en effet, représentant des intérêts généraux, doit s'inquiéter du développement continu des individus. Tout en restant fidèle, autant que faire se peut, au système d'activité personnelle et naturelle, il a un devoir de civilisation à remplir et ne doit rejeter comme trop audacieuse aucune mesure de tutelle et de libération. Une restriction du droit des employeurs seconderait les efforts des travailleurs vers l'indépendance pour le plus grand épanouissement de leurs facultés physiques et morales.

Détruire les oppressions, élever le niveau d'existence du salarié, réaliser la paix sociale, voilà le rôle joué jusqu'alors par le législateur. Mais à l'heure actuelle, pour justifier de sa part une hardiesse plus grande, s'ajoute un autre motif.

L'Etat n'est pas seulement l'instrument de la justice pour mettre un frein aux égoïsmes, écarter les servitudes de tous ordres, tenir la balance égale entre les intérêts divergents, apaiser les guerres de classes. La complexité croissante des sociétés l'oblige à s'immiscer de plus en plus dans le domaine économique. A l'anarchie actuelle de la production et des échanges, génératrice d'un chômage intense, il doit s'appliquer à substituer l'ordre et l'équilibre. Sans se rendre seul maître des moyens de production, il peut légitimement prétendre exercer un droit de regard sur l'activité turbulente des individus afin de garantir une existence convenable au plus grand nombre. Les fonctions humanitaires et sociales qu'il a jusqu'ici assumées n'apparaîtraient plus qu'au second plan et laisseraient la place aux attributions d'ordre économique.

Mais voilà ! Sans dénier une large sphère d'action à l'Etat, encore faut-il chercher à justifier son intervention. Si

la contrainte légale est malfaisante en certains cas, la liberté s'impose d'elle-même. La politique économique et sociale doit s'inspirer des circonstances présentes, mais, en même temps doit être étayée sur un sérieux examen scientifique. L'homme d'Etat ne peut impunément se moquer du raisonnement et de l'étude positive des faits. C'est dans la science qu'il doit puiser ses directives ; c'est par elle seule qu'il peut entrevoir les effets de toute réforme envisagée.

Mon objectif est donc de discuter le programme admirable que nous apportent les partisans des 40 heures. Sans faire preuve d'une intransigeante orthodoxie libérale, je ne m'abandonne pas à la croyance aveugle que toute loi est bonne et que l'Etat est toujours clairvoyant lorsqu'il pose un principe généreux.

Ces réflexions préliminaires tracent la ligne de cette étude. Je tenterai tout d'abord d'examiner le problème de la durée du travail sous l'aspect humanitaire, moral et social. Puis, j'essaierai de discerner l'incidence de la réforme sur l'évolution économique générale et sur le sort de toutes les classes productives, ainsi que ses réactions sur l'activité des échanges d'un pays.

Loin de moi l'idée de décourager les plus louables efforts. J'aspire au contraire à collaborer sans scepticisme à l'œuvre féconde d'hommes de bonne volonté. On me pardonnera je l'espère, ma prudence et les craintes que j'éprouve à voir sans cesse les sentiments irraisonnés des foules guider la conduite du législateur.

CHAPITRE PREMIER

Historique

Ayant hâte d'aborder le fond même du problème, je me bornerai à énumérer les faits les plus saillants qui ont marqué jusqu'à ce jour le mouvement des idées et des efforts en faveur de la semaine de 40 heures.

Les universitaires et hommes de science ont tellement à d'autres titres droit à la reconnaissance de ceux qui bénéficient de la législation ouvrière contemporaine que je ne crois pas ternir leur gloire en leur enlevant la paternité de cette réforme. Celle-ci est issue directement d'un courant d'opinions prenant sa source dans certaines initiatives privées et grandissant avec la crise actuelle et la recherche de son remède.

En 1926, M. Ford avait pris la décision de réduire la durée du travail à 40 heures réparties sur 5 jours dans ses fabriques d'automobiles de Détroit. Cette mesure fit alors sensation.

En Tchécoslovaquie, dès 1930, le grand industriel Bat'a introduisait la semaine de 45 heures pour 5 jours de travail au profit des 18.000 ouvriers de ses manufactures de chaussures de Zlin. En 1931, il occupait 25.000 ouvriers selon ce système.

Les syndicats ouvriers s'emparèrent de la question, prin-

ciipalement en Allemagne (1). La semaine de 40 heures fut pour la première fois discutée sur le plan international au Congrès de la Fédération syndicale internationale de Stockholm en 1930. Le conseil général de la F. S. I. reprit la formule en 1931 à Madrid et en 1932 à Berne.

La campagne se poursuivit activement dans les milieux syndicaux ouvriers de tous pays et fut soutenue vigoureusement par certains organes de presse. Le monde patronal de son côté, a toujours affirmé sa volonté de faire échec au projet. Les deux classes sociales se sont opposées continuellement l'une à l'autre sans parvenir à aucune entente.

Il est très probable que si, dans l'avenir, une solution légale intervenait, les employeurs ne la subiraient qu'à contre-cœur sans modifier leur opinion. Le conflit n'est pas près de s'éteindre, les thèses en présence étant irréductibles. Les débats qui, par la suite, se sont institués à Genève n'ont fait qu'accentuer ces divergences. Ces querelles ne nous incitent pas à prévoir que des assemblées où tous les partis sont représentés puissent jamais procéder à l'étude d'une question pour laquelle elles n'ont ni la compétence ni l'indépendance voulues.

(1) M. M. Lacoïn, dans son ouvrage : *Vers un équilibre nouveau*, 1933, liv III., chap. VI : *La lutte contre le chômage et la semaine de 40 heures*, s'est particulièrement étendu sur les travaux de la Commission Brauns chargée en Allemagne, en 1931, d'étudier les questions relatives au chômage. Dans son rapport sur la répartition du travail disponible, cette commission a écarté la réduction obligatoire pour toute les industries de la durée du travail à 44 ou 40 heures et n'a retenu que le droit pour le Gouvernement de réduire, après discussion avec les intéressés, la durée normale du temps de travail par semaine à 40 heures pour des professions isolées, en vérifiant tout d'abord que cette réduction est possible et économique, et qu'elle est réalisable en tenant compte des conditions existant sur le marché du travail de la profession intéressée. En fait, le gouvernement allemand n'a pas osé user de ce pouvoir.

M. M. Lacoïn se réfère aussi au document important publié sous la direction de M. Théodor Leipart, secrétaire général de la C. G. T. allemande : *Die vierzig Stunden Woche* (Berlin 1931) renfermant des articles de l'économiste Woytinski.

La commission du chômage, alors récemment créée et composée de membres du Conseil d'administration, fut le premier organisme du Bureau international du travail qui se soit inquiété du problème en janvier 1931 (1). Elle ne put se prononcer et chargea le B. I. T. d'un examen complémentaire.

En somme, il régnait alors une grande incertitude sur les effets possibles de la réforme. Les ratifications concernant la convention de Washington sur la journée de 8 heures se faisaient attendre. L'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ne s'étaient pas décidées à une ratification inconditionnelle. Devait-on progresser plus avant ? Albert Thomas lui-même se montrait perplexe et sentait, pour reprendre la formule de M. R. Courtin (2), que « l'O. I. T. dans son effort de libération sociale se heurtait moins à l'injustice des hommes qu'aux mécanismes économiques ».

Le B. I. T. poursuivit donc ses recherches sur les relations entre le chômage et la durée du travail.

Dans le Rapport du directeur du B. I. T. à la Conférence internationale du travail qui se tint en mai-juin 1931, A. Thomas, toujours assez hésitant, suggérait simplement la réduction internationale du travail en deçà de 8 heures pour certaines industries particulièrement évoluées au point de vue technique. Et la Conférence, sur la proposition du délégué du gouvernement japonais M. Yoshisaka, clôtura les débats sur la question chômage en priant le Conseil

(1) L'action de l'Organisation internationale du travail se trouve développée de façon détaillée dans deux rapports rédigés par le B. I. T. Le premier a servi de base de discussion à la Conférence préparatoire tripartite citée ci-après ; c'est le « *Rapport blanc* » : *Durée du travail et chômage*. Le second, dit « *Rapport gris bleu* » a été utilisé par la Conférence internationale du travail de juin 1933.

(2) *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933. René Courtin. *L'activité des institutions économiques internationales*, p. 521.

d'administration de développer l'œuvre de l'O. I. T. pour remédier au chômage et à ses conséquences.

Le Conseil d'administration se préoccupa de donner suite à ce vœu. A sa session d'octobre 1931, il écarta tout d'abord par 8 voix contre 6 une proposition du groupe ouvrier tendant à la convocation d'une Conférence tripartite qui aurait eu pour mission d'aboutir à un accord, puis adopta par 14 voix sans opposition une résolution présentée par le représentant du gouvernement français, M. Picquenard, qui autorisait le directeur du B. I. T. à convoquer avant fin 1931 la commission du chômage pour qu'elle examine la question de la possibilité d'arriver à un meilleur aménagement de la durée du travail par voie d'accords internationaux soit généraux, soit par industrie.

Réunie à cet effet les 7 et 8 décembre, la commission du chômage arrêta le 13 janvier 1932 un projet de résolution adopté par le Conseil d'administration par 15 voix contre 3 où il était suggéré : la suppression des heures supplémentaires, la réduction de la durée individuelle du travail sur la base de 40 heures par semaine en vue d'éviter des licenciements et même de permettre l'engagement de nouveaux chômeurs.

En mars-avril 1932, la commission du chômage arrêta de nouveau une résolution adoptée par le Conseil d'administration par 15 voix contre 7 où était préconisée la réduction de la durée du travail des employés.

Au mois d'avril 1932, lors de la 16^e session de la Conférence internationale du travail, une résolution présentée par M. Jouhaux, délégué ouvrier français fut adoptée par 48 voix contre 37, par laquelle il était déclaré nécessaire de s'attaquer directement au chômage ; toute politique de réduction des salaires y était condamnée. Pour la première

fois, la question de la rémunération recevait une solution favorable à la thèse de la non réduction des gains ouvriers. Bien que la majorité eut été assez faible, le parti des travailleurs prenait l'avantage. En outre, le B. I. T. était invité à mettre à l'étude, aux fins de l'adoption prochaine d'une réglementation internationale l'introduction légale de la semaine de 40 heures dans tous les pays industriels.

C'est sur ces entrefaites que M. de Michelis, représentant du gouvernement italien, saisit M. Mahaim, président du Conseil d'administration, d'une demande par lettre en date du 25 juillet 1932, tendant à la convocation du Conseil en session spéciale, en vue d'adopter une procédure d'urgence permettant de rechercher la possibilité d'aboutir à des propositions de réalisation immédiate, quant à la réduction des heures de travail sur le plan international comme moyen de défense contre le chômage.

Réuni en session extraordinaire à Genève en septembre 1932, le Conseil d'administration décida par 16 voix contre 6 de soumettre les problèmes techniques concernant la réduction de l'horaire du travail à une Conférence préparatoire tripartite qui devait être convoquée en janvier 1933 à Genève. Il fut entendu que les conclusions de cette conférence seraient soumises au Conseil d'administration du B. I. T. à sa session de janvier pour qu'il examine l'opportunité de les communiquer à la prochaine Conférence économique mondiale et éventuellement aux gouvernements et que les travaux de la Conférence préparatoire tripartite porteraient sur l'ensemble de l'industrie y compris les mines ainsi que la durée du travail des employés, mais le travail maritime et l'agriculture en étaient exclus.

A sa 60^e session, en octobre, à Madrid, le Conseil d'administration décida d'inscrire à l'ordre du jour de la 17^e ses-

sion de la Conférence internationale du travail qui devait s'ouvrir le 31 mai 1933 — et fut renvoyée au 8 juin 1933 — la question suivante : « La réduction des heures de travail. Rapport de la Conférence préparatoire tripartite ».

M. le doyen Allix, dès le mois de décembre 1932, critiqua vivement cette procédure accélérée, et écrivait (1) : « La Conférence est d'ores et déjà saisie des résultats des travaux d'une Conférence préparatoire qui ne se réunira que dans six semaines et invitée à se prononcer sur des propositions non encore formulées dont on postule le sens ».

La Conférence préparatoire tripartite se réunit à Genève le 10 janvier 1933. Sur 58 Etats membres de l'O. I. T. 35 Etats s'y firent représenter, 19 par des délégations tripartites complètes, 15 par une délégation gouvernementale, la Norvège par un délégué gouvernemental et un délégué patronal. 72 conseillers techniques y prirent part. Avec les délégués adjoints et les suppléants, la conférence comprenait 162 personnes. Le président fut M. Mahaim, le vice-président gouvernemental Sir Atul Chatterjee (Inde), le vice-président patronal M. Oersted (Danemark), le vice-président ouvrier M. Hayday (Empire Britannique).

Il serait fastidieux d'exposer tout au long les débats qui se déroulèrent devant cette importante assemblée et se prolongèrent jusqu'au 25 janvier. Le Rapport gris bleu en contient un excellent résumé auquel on pourra se reporter avec fruit. Au fur et à mesure de cette étude, je mettrai en relief les opinions diverses qui se sont affrontées.

Aucun accord unanime et définitif ne fut enregistré. Le délégué gouvernemental britannique repoussa catégorique-

(1) *Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1932. E. Allix : *La semaine de 40 heures et le chômage*. P. 455.

ment tout projet de convention et insista pour qu'une étude étendue de la question soit entreprise avant que soit prise une décision. Les autres délégués gouvernementaux ne furent pas tous du même avis et estimèrent pour la plupart que la question de la réduction de la durée du travail envisagée comme remède au chômage, méritait en tout état de cause un examen approfondi. Ils insistèrent sur la nécessité de la ratification de la convention éventuelle et son application loyale par tous les pays entrant en concurrence. Un délégué estima même que le projet de convention devrait stipuler que les Etats ratifiants ne seraient définitivement liés que sous cette condition. Ce n'était guère compromettant.

Le problème des salaires fit l'objet d'un débat passionné et assez confus (1). Le projet de convention présenté par certains délégués gouvernementaux et prévoyant le « maintien du niveau de vie des salariés » ayant été adopté, le groupe patronal, tout en maintenant une attitude d'opposition inchangée, déclara ne pas se dissocier immédiatement des travaux de la conférence et continuer à assister aux délibérations.

Lors de l'examen des questions portant sur les caractères à donner à une réglementation internationale et sur les dispositions qu'elle pourrait éventuellement contenir, la Conférence prit position sur un certain nombre de points, mais sur d'autres le quorum de voix exigé ne fut pas atteint (2). La Conférence prit fin sur deux déclarations : l'une du groupe patronal affirmait que « la disposition n'avait servi qu'à démontrer qu'il était impossible et pratiquement irréalisable d'aller plus loin dans le sens de la proposition for-

(1) Pour la discussion concernant le taux des salaires, cf. *infra*, p. 155.

(2) V. pour plus de détails, *Rapport gris bleu*, p. 23 et s.

mulée » et rappelait à la Conférence que « le fait de s'être associé à ses travaux ne devait en aucune façon être interprété comme préjugéant de son attitude ultérieure si l'examen du problème était poussé plus avant ». L'autre, du groupe ouvrier, constatait que les patrons s'étant « complus dans une attitude purement négative » et enregistrant « les résultats positifs » obtenus.

Le rapport de la Conférence préparatoire tripartite fut communiqué aux Etats membres de l'Organisation et donna lieu à l'observation de certains gouvernements (1). En outre, le Conseil d'administration, en février 1933, chargea le B. I. T. de rédiger des avant-projets susceptibles d'être discutés à la Conférence suivante. Trois conventions furent élaborées relatives au travail dans les établissements industriels, au travail dans les mines de charbon, au travail dans certaines catégories d'établissements commerciaux et d'établissements analogues.

Au cours de sa 17^e session, en juin 1933, la Conférence reprit l'examen de la question. Les positions des partis étaient toujours inébranlables. La procédure d'urgence fut écartée par 69 voix contre 55 et la procédure de double discussion adoptée par 86 voix contre 22. Une résolution Jouhaux, invitant les gouvernements à limiter au minimum les dérogations à la journée de 8 heures fut approuvée.

A la 18^e session, en 1934, la Conférence doit à nouveau aborder le problème. En septembre 1933, le B. I. T. a adressé à tous les gouvernements des Etats membres un questionnaire sur la réduction de la durée du travail. Sur les bases des réponses obtenues, il devra rédiger un rapport définitif qui sera soumis à la prochaine conférence.

(1) Cons. *Rapport gris bleu*, ch. III.

Le questionnaire comprend deux parties distinctes :

La première forme le préambule et prie les gouvernements « de communiquer en temps utile et dans la mesure du possible leur avis et leurs informations » sur une série de points : situation actuelle en ce qui concerne le nombre des travailleurs occupés et en chômage, la durée hebdomadaire du travail actuellement effectuée, les réductions déjà opérées, et les effets probables d'une semaine de 40 heures sur le chômage, sur le coût de production, le prix de la vie et l'économie générale du pays, suivant que les gains hebdomadaires seraient ou non maintenus.

La seconde partie demande tout d'abord aux gouvernements s'ils considèrent désirable l'adoption par la Conférence internationale du travail d'un projet de convention tendant à réduire la durée du travail et si le but cherché est de remédier au chômage et de faire participer les travailleurs aux progrès techniques.

Le problème du maintien des salaires et du niveau de la vie est ensuite envisagé. La question est posée de la forme de réglementation à prévoir, si celle-ci doit être générale, ou si certaines activités doivent faire l'objet d'un régime spécial ; si les recommandations doivent être préférables aux projets de convention.

Les gouvernements sont invités à répondre sur le champ d'application de la réglementation, sur la durée du travail à déterminer, sur les dérogations à la règle générale à prévoir, sur les mesures à prendre pour assurer l'embauchage d'un nouveau personnel et pour accroître la production, sur le contrôle à établir en ce qui concerne l'exécution d'une telle réglementation, sur l'utilité de soumettre certains pays à une adaptation progressive.

Le questionnaire demande expressément si les gouverne-

ments sont d'avis que la durée du travail doit être limitée à 40 heures en moyenne et 42 heures pour les travaux nécessairement continus et si une durée plus réduite (par exemple 38 h. 45) doit s'appliquer aux travaux souterrains dans les mines de charbon.

Bref, attendons de connaître les résultats des consultations des Etats membres de l'O. I. T., le rapport subséquent du B. I. T. et les délibérations de la Conférence de 1934.

Les débats ont jusqu'alors été orageux ; des arguments divers se sont opposés en vain. Les gouvernements français et italien sont favorables à la réforme, l'Angleterre montre une hostilité complète, d'autres nations sont hésitantes. Si bientôt un projet de convention réunissait la majorité des deux tiers requise, il est peu vraisemblable que le texte adopté puisse recueillir immédiatement beaucoup d'adhésions.

A mon avis, il sied d'abandonner au plus vite ces querelles stériles. Je me soucie maigrement de suivre dans toutes leurs péripéties les joutes de Genève. Seule une étude sans prévention permettra peut-être à mes modestes moyens de projeter quelques lueurs sur une matière très délicate. Je laisse d'ailleurs à des esprits plus éclairés le soin de développer une argumentation plus solide et irréfutable.

CHAPITRE II

Point de vue Humanitaire

Il apparaît de simple bons sens que le bonheur humain croît en raison inverse de la peine et qu'en conséquence d'un travail écourté, une liberté très large pourrait être utilement employée à développer la santé et les forces physiques. Un labeur plus réduit permettrait à l'homme de se livrer au jeu et au sport, de goûter une nourriture mieux préparée et de devenir plus résistant aux maladies. Chacun aurait toute licence de s'adonner aux distractions de son choix.

Vraiment, quand on compare le loisir au travail, on est porté instinctivement à étendre l'un aux dépens de l'autre, à croire à l'influence bienfaisante de longues vacances sur le bien-être physique et à souhaiter qu'un être, affranchi de toute contrainte, s'épanouisse complètement. Car le travail est naturellement une souffrance et la joie doit naître au fur et à mesure de sa suppression.

Certes, la moindre obligation répugne aux paresseux, aux malades et aux révoltés. Mais un travail modéré ne déplaît pas à l'homme normal. Combien aiment leur tâche, s'y intéressent, s'efforcent de toujours mieux faire ? Le travail le plus fastidieux est quelquefois accompli avec une conscience joyeuse. L'ouvrier, pris dans l'engrenage de la chaîne d'une usine moderne, se fera un point d'honneur d'effectuer son

ouvrage sans le moindre retard et avec une précision parfaite. N'en déplaie à Fourier, l'industrialisme n'engendre pas toujours et en toutes circonstances l'ennui et le dégoût. La tâche la plus obsédante peut comporter, soit une résignation favorable au relèvement de l'être moral, soit même certaines satisfactions d'amour-propre et de vanité.

Je ne conteste pas cependant que le travail très monotone de l'atelier, accompagné des mêmes gestes mille et mille fois répétés, n'ait pas un caractère particulièrement plaisant, et que la majorité des ouvriers remplacerait volontiers une portion de la semaine actuelle par huit heures d'indépendance.

Néanmoins, si, à notre époque, la manière de gagner sa vie ne comporte pas un agrément spécial, il en résulte rarement un réel surmenage. Sans doute une très grande fatigue dans un milieu malsain peut épuiser en quelques heures. Le terrassier qui, en plein soleil d'été, manie la pelle et la pioche, ou l'ouvrier aux pièces qui, dans la fabrique, veut gagner le maximum, peuvent promptement user leurs forces.

Mais en est-il souvent ainsi et, en nombre de cas, une semaine de 48 heures est-elle excessive ?

Bien que des travaux pourraient sans aucun danger être prolongés davantage. L'ouvrier qui surveille simplement la marche d'un moteur n'a pas à craindre l'épuisement. Il serait aisé de citer des milliers d'exemples d'emplois les plus paisibles.

Le législateur, en édictant le principe de la journée de 8 heures, n'a pris qu'une moyenne. Il ne pouvait se baser sur l'industrie la plus pénible et dans celle-ci considérer l'opération la plus fatigante. Je conviens que, dans ce cas, il

eut été amené à fixer un maximum au-dessous de 40 heures par semaine.

Il importe du reste de ne pas arrêter uniquement son attention sur la durée du travail, mais de prendre en considération le milieu dans lequel il s'exerce. L'amélioration des conditions d'hygiène et de salubrité rend possible un labeur plus prolongé et peut compenser l'intensification de l'effort fourni avec la production moderne rationalisée.

Dans des usines et manufactures aérées et salubres, un travail un peu long présente en outre certaines conséquences moins funestes. Les risques d'accident sont atténués; l'ouvrier a moins à redouter les suites terribles d'une maladresse, d'un oubli ou d'un défaut d'attention si fréquents au terme d'une journée particulièrement pénible.

Il suffit de parcourir toute l'œuvre sociale réalisée depuis un demi siècle en France et à l'étranger pour constater que la protection légale a englobé toute la vie économique des classes ouvrières.

L'homme adulte doit donc en général s'accommoder d'une semaine de 48 heures, mais peut-être n'en est-il pas de même pour l'enfant et pour la femme. La discipline de l'atelier exigeant des horaires semblables pour tous, il conviendrait de raccourcir le travail de tout le personnel afin de préserver la santé de ces personnes particulièrement dignes d'intérêt.

Or, d'une part, des établissements mixtes comprennent parfois une très grosse majorité d'hommes dont on ne peut trop songer à réduire l'activité normale. D'autre part, les mineurs et les femmes bénéficient de toute une législation d'exception. On a tenté par de nombreuses prescriptions en leur faveur de proportionner leur peine à leur force.

Il n'y a d'ailleurs pas là matière à prétendre que la légis-

lation sociale actuelle soit en tous pays définitive et parfaite. On peut espérer qu'elle subira encore de nombreuses retouches. Il est cependant possible de se fonder sur les résultats obtenus pour avancer que le régime spécialement favorable aux enfants et aux femmes leur permet de suivre plus aisément le rythme d'activité de l'adulte. L'écolier, l'étudiant peinent souvent plus longtemps que le jeune employé de bureau. La ménagère chargée d'une nombreuse famille, s'occupe sans répit à des ouvrages parfois très durs et veille fréquemment.

Ce n'est donc pas manquer au devoir d'humanité que d'hésiter à s'engager plus avant vers une limitation nouvelle de la durée de travail pour sauvegarder quelques intérêts particuliers.

Certains projets de convention, déjà adoptés par l'Organisation internationale du travail se révéleront d'une efficacité plus grande ; par exemple ceux relevant à quatorze ans l'âge d'admission dans l'industrie (1919), la marine marchande et l'agriculture (1921), et même les professions non industrielles (1932).

N'est-il pas illusoire de réduire la présence de la femme à l'atelier si l'ouvrière à domicile peut impunément s'user à la besogne ? La difficulté du contrôle n'est pas une raison suffisante pour rejeter tout essai de réglementation en ce sens. Dans la Commonwealth australien et en Nouvelle-Zélande, les lois sur la durée du travail des enfants et des femmes sont obligatoires, même pour les ouvriers travaillant en chambre alors qu'en France la loi du 10 juillet 1915 en vigueur dans l'industrie du vêtement et celle du 14 décembre 1928 en faveur de tous les ouvriers travaillant à domicile sans distinction de sexe ni de catégorie professionnelle ne protègent que le salaire. La vraie place de la femme est

d'ailleurs au foyer et non à l'usine, pas plus 40 heures que 48 heures par semaine.

D'ores et déjà, certains travailleurs sont fortement favorisés par le régime des 8 heures ; d'autres sont sacrifiés. A ce propos, qu'il soit permis de constater, sans pour cela s'en indigner — chaque classe a en son sein ses privilégiés —, que notre législation sociale crée souvent par elle-même des inégalités.

D'abord, seuls les travailleurs subordonnés à un patron à l'intérieur d'un établissement industriel ou commercial sont visés par la loi de 1919. Celle-ci laisse en dehors de son domaine d'application les salariés employés dans l'agriculture et ceux des administrations publiques. — En fait ces derniers ne sont pas soumis à un travail plus long en vertu de règlements spéciaux. — La réglementation ne touche pas non plus les domestiques ni les auxiliaires des professions libérales. Le champ d'application de la loi actuelle ne s'étend ni aux ateliers de famille, ni au travail à domicile.

Ainsi, certaines personnes fort dignes d'intérêt peuvent se permettre de très longues journées de labeur sans aucune limitation. Et cependant la besogne de l'agriculteur n'est pas moins pénible que celle de l'ouvrier d'usine et surtout de l'employé de commerce.

Cette différence de traitement ne peut se justifier du point de vue de l'équité. La législation sociale est essentiellement œuvre des contingences et des aspirations populaires. L'homme d'Etat a reculé devant les difficultés de contrôle d'une mesure générale englobant des individus isolés qui lui étaient hostiles et résolus à enfreindre ses prescriptions. Les syndicats professionnels ont tendu de toutes leurs forces à faire aboutir leurs revendications.

En outre, en adoptant la semaine de 40 heures, on tolère-

rait, et par contre coup on encouragerait, le travail épuisant de bon nombre de citoyens. Les prérogatives établies en faveur des salariés des usines et des entreprises commerciales, bien que compensant certains côtés pénibles de leur existence, ne peuvent être étendues sans mesure.

Tout d'abord les ouvriers actifs seraient excités à consacrer une large part de leurs loisirs à aller « en coup de main » chez autrui, à faire des « extras » chez des commerçants, à prendre un ouvrage à domicile. Le législateur, en instituant la semaine de 40 heures, risque d'être d'autant plus impuissant à réprimer les fraudes qu'elles seraient fréquentes et profitables.

Ensuite, les producteurs et détaillants modestes, en lutte avec la concurrence de l'industrie concentrée et du grand magasin, seraient portés à allonger leur journée de travail et à retirer un bénéfice considérable d'une économie de main-d'œuvre. Ils s'ingénieraient à comprimer au maximum leurs frais généraux. Le petit patron congédierait son comptable et ferait ses écritures lui-même. Il se substituerait à un de ses placiers, remplacerait au besoin l'un de ses ouvriers particulièrement rétribué. De telle sorte que le repos du subalterne serait un surcroît de fatigue pour l'employeur.

Bien que la loi du 28 mars 1919 ait supprimé le travail de nuit dans les boulangeries et que la condition des ouvriers employés à la fabrication du pain soit devenue meilleure, le patron boulanger resterait libre de compromettre sa santé nuit et jour devant son four.

Si on en arrive à examiner le travail du bourgeois, médecin, avocat, professeur, industriel, voire même commerçant, on doit reconnaître qu'il est souvent plus long que celui du personnel subordonné. Le bourgeois est fréquemment esclave

de sa profession plus étroitement qu'un ouvrier de fabrique. Il ne peut pas prendre à sa guise le repos auquel il aspire ; ses loisirs sont très souvent troublés par des préoccupations multiples. Il ne réclame et à juste raison, aucune mesure tutélaire, mais c'est d'un œil contrit qu'il contemple les soins quasi-maternels dont le législateur entoure certaines catégories de citoyens. Le patron le plus généreux peut par instant, sans faire preuve de manque de cœur, souhaiter que la loi marque un temps d'arrêt et ne progresse pas à trop grande allure.

Une formule comme celle des « 40 heures », remplaçant celle déjà périmée des 8 heures, est immédiatement populaire. Des réformes partielles passent plus inaperçues des foules. Mais la question est moins de recueillir l'enthousiasme de la multitude que de faire œuvre bonne et féconde.

Tout principe nouveau reçoit d'ailleurs fatalement dans la pratique des atténuations et des aggravations, ce qui peut nous rendre un peu sceptiques à l'égard des innovations trop tapageuses.

Certaines industries ont, bien avant guerre, été l'objet de mesures qui leur sont spécifiquement propres. Les huit heures avaient déjà été instituées par la loi du 29 juin 1905 au bénéfice des mineurs employés à l'abatage et étendues à tous les ouvriers du fond par la loi du 31 décembre 1913. Lorsque le principe s'est généralisé, il parut équitable d'en faire une application spéciale aux exploitations minières. Ce fut le but de la loi du 24 juin 1919. En ce qui concerne les ouvriers du fond la durée du travail englobe le temps de repos et le temps nécessaire pour se rendre à pied d'œuvre et pour en revenir, si bien que la règle légale a en fait instauré un régime de travail particulièrement adouci. La Conférence internationale du travail en 1931 a d'autre part

adopté une convention limitant à 7 heures 45 par jour la durée du travail dans les mines de charbon. Aucun pays n'a montré d'empressement à apporter une ratification. Le Parlement français n'éprouve aucune hâte à s'engager et le ministre du travail, le 16 janvier 1934, déclarait à la Chambre qu'il ne prendrait pas la responsabilité de mettre l'économie française en état d'infériorité si la convention n'était pas appliquée ailleurs.

Quoiqu'il en soit, il y a là une ligne de conduite qui peut être retenue pour certaines catégories de travaux pénibles ou dangereux (1). On pourrait ainsi songer, non seulement comme on l'a fait à interdire la manipulation de certaines matières nocives telles le phosphore (2), mais encore à limiter la durée du travail des ouvriers exposés à certains risques de maladie professionnelle.

Il est vraiment bien des moyens de perfectionner notre législation industrielle et sociale, tout en restant attaché à la loi de huit heures. Il suffit de procéder par exception chaque fois que le besoin s'en fait sentir et que les possibilités économiques le permettent.

Il est peu probable qu'on arrive jamais à doser rigoureusement le travail selon les forces des individus. En tout cas, une règle commune et uniforme va à l'encontre du but cherché, les tâches ayant une pénibilité fort différente les unes des autres.

Enfin, on en arrive à se demander si le souci de suppri-

(1) Cons. à ce propos *Encyclique « Rerum Novarum »* par. 33. « Le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit pas excéder la mesure des forces des travailleurs, et les intervalles de repos doivent être proportionnés à la nature du travail et à la santé de l'ouvrier, et réglés d'après les circonstances des temps et des lieux ». Cette formule semble exclure toute réglementation générale et uniforme.

(2) Cf. *Convention de Berne* de septembre 1906 signée par la France.

mer toute fatigue dans le travail doit être poussé à l'extrême. Du point de vue de sa conservation, l'homme n'a pas avantage à éviter toute peine. Sans doute un sport est en principe meilleur qu'un labeur acharné. Mais il n'est pas toujours bon que le choix en soit laissé à l'individu. Telle personne jouissant de ses aises, compromettra sa santé dans des amusements violents ; telle autre s'amollira dans l'indolence et l'inaction.

D'ailleurs, tant de bienfaits sont-ils attachés à de longs congés ? Des jouissances trop répétées deviennent moins vives, arrivent à satiété et tournent en dégoût. En second lieu, des excès pernicieux sont à craindre, alcoolisme, passions vicieuses, causes d'affaiblissement et de ruine physiques.

L'homme a tout avantage à s'occuper une partie de l'existence sous une règle un peu stricte. Celle des « trois-huit » distribuant également le repos, le plaisir et le travail semble assez équitable.

L'entretien de l'énergie humaine requiert le travail. On peut objecter que 40 heures de plein effort sont suffisantes pour l'homme robuste, que la mise en application de la loi de 1919 n'a pas engendré la mollesse de la race, qu'il n'en pourrait être autrement d'une semaine de 40 heures. C'est là cependant matière d'expérience. Il convient de ne pas dissimuler les dangers possibles des réformes les plus charitables. Notre société n'a pas à s'orienter vers la décadence de ses vertus de constance et de fermeté.

La semaine de 40 heures serait donc peut-être prématurée. Le législateur a déjà toute une œuvre à remplir pour obtenir une meilleure utilisation des loisirs actuels. Il peut toujours encourager la formation de sociétés sportives, musicales ou autres, la création de bibliothèques et de cours pro-

fessionnels. Il doit développer les institutions d'épargne et de prévoyance, la construction d'habitations à bon marché, l'aménagement de jardins ouvriers. Qu'en dehors de l'usine, l'ouvrier ait une vie plus saine ! Ensuite on pourra moins redouter les inconvénients d'une liberté plus large.

Je souscris pleinement à l'opinion de M. Ch. Rist (1) : « Aucun sacrifice n'est assez grand lorsqu'il s'agit de maintenir l'intégrité morale et physique d'une partie de la nation. » Le sentiment d'humanité commande de soulager les misères, de n'épargner aucun effort pour réaliser le bien-être et le bonheur des salariés. Mais ce n'est pas manquer à la générosité que de préférer à la réduction à 40 heures par semaine du travail d'hommes pleins de vigueur des réformes moins brillantes mais plus fertiles.

(1) *La journée de travail de l'ouvrier adulte en France, 1898*, introduction VI.

CHAPITRE III

Point de vue Social

A Genève, les délégués ouvriers ont prétendu que (1) « la réglementation tendant à la réduction de la durée du travail pourrait favoriser la conclusion de nouveaux contrats collectifs, tout en ne constituant pas un obstacle à l'aménagement des contrats existants ».

Ce moyen serait donc propre à réaliser la paix sociale grâce à l'extension des accords. En effet, les antagonismes revêtent une acuité particulière lorsque les travailleurs sont embrigadés de longues heures sous la contrainte de l'atelier. Avec une tâche adoucie, des souffrances diminuées, les rapports entre ouvriers et employeurs perdraient de leur aigreur. L'émancipation du travail quotidien rendrait moins redoutables les conflits sociaux.

Combien de subordonnés jalourent un chef d'entreprise libre de ses faits et gestes ! Même si celui-ci est occupé tout le jour avec intensité, du moins accomplit-il des fonctions variées et peut-il parfois s'attribuer un congé sans autorisation.

Il ne suffit pas de remédier à d'intolérables abus. Il conviendrait encore de rendre moins odieuse la discipline de fer du travail moderne. L'employeur ne doit pas seulement à son ouvrier un salaire convenable, un emploi proportionné à ses forces. Il a pour devoir d'attirer toujours plus vers lui

(1) *Rapport gris bleu*, p. 15

son collaborateur en ne lui marchandant pas des heures de liberté abondantes. Ainsi les doctrines socialistes et communistes marqueraient un recul sensible.

On peut cependant mettre en doute que la semaine de 40 heures serait une étape vers la pacification sociale et que les relations économiques en seraient mieux réglées.

Incontestablement, l'ouvrier qui se consume à l'ouvrage est vite porté à la haine et à l'envie. Mais si le travail est humain, ce n'est pas en le diminuant davantage qu'on orientera le salarié vers le bien.

Bien qu'il soit indispensable de laisser à chaque individu la latitude d'épanouir ses facultés, de se consacrer à la vie familiale, hors des heures de labeur, il arrive cependant que la dispensation d'abondants loisirs ne soit pas facteur de perfectionnement moral et d'amour. La liberté en soi n'est ni bonne ni mauvaise. Elle est ce que l'homme la fait. Les riches font bien souvent mauvais usage de leur fortune et de leur temps. Pour l'ouvrier il en est de même. Il dépensera fréquemment son maigre salaire à la débauche alors qu'il manque du nécessaire ; au terme d'un travail harassant, il s'adonnera à une agitation stérile, à des plaisirs néfastes pour son âme et pour son esprit.

L'unique but à poursuivre n'est pas de briser tous les liens qui nous attachent aux nécessités naturelles. Le dosage sagement habile d'un travail modéré et d'un juste repos placera l'individu dans les conditions requises pour qu'il prenne conscience de sa véritable dignité et gagne en vertu. C'est ainsi seulement que la justice sociale pourrait fleurir dans toute sa beauté. Les conflits disparaîtraient si chacun remplissaient honnêtement sa tâche, n'essayait pas lâchement de s'y soustraire en réclamant des mesures vaines et puériles. Ce n'est pas « par l'attrait d'une fausse liberté »,

« en se montrant impatients de tout joug », et en voulant « s'affranchir de toute contrainte » (1) que les hommes établiront un ordre social meilleur.

En résumé, si des réformes positives sont souhaitables, elles restent trompeuses, s'il n'intervient pas des principes supérieurs pour les rendre efficaces. Pour guérir la société humaine, il ne suffit pas de légiférer. Les codes de travail les plus généreux et les plus complets se révéleront impuissants si les hommes continuent à se livrer à leurs caprices.

J'applaudis sans réserve à tout effort vers le bien commun lorsque l'idée d'humanité, de perfectionnement moral et spirituel y préside. Mais je ne puis m'associer à ceux qui considèrent comme une très solide position doctrinale sur un problème celle qui envisage le seul progrès social. Celui-ci n'est bien souvent qu'un trompe-l'œil, qu'un mythe d'angereux. « Le monde des inventions sociales est aussi illimité que le domaine des imaginations » (2).

D'où la semaine de 40 heures tire-t-elle sa justification ? Qu'on me démontre d'abord qu'elle contribuera à empêcher les hommes de s'entre-déchirer, de donner libre cours à leurs passions et je deviens aussitôt disciple fervent des maîtres qui en prêchent la bonté.

Mais si cette mesure doit marquer un renouveau de matérialisme — et ce n'est pas impossible —, si, sous le fallacieux prétexte d'alléger la souffrance, elle engendre des maux encore plus redoutables, alors je n'ai aucun scrupule à la repousser avec mépris.

Le grand Œuvre à accomplir est la réforme des mœurs. Que les patrons surmontent leur cupidité et exigent d'au-

(1) *Encyclique « Quadragesimo anno »*, par. 105.

(2) F. Bastiat. *Les harmonies économiques*, I. *Organisation naturelle*.

trui des services conformes à l'équité et à la charité ! Que les travailleurs obéissent à la loi naturelle et acceptent sans révolte une tâche un peu pénible !

Très certainement, l'Etat a mission d'intervenir dans les rapports sociaux, mais l'intérêt de la communauté doit être son objectif. Il doit éviter d'être le docile instrument des ambitions et des sentiments des masses.

Son rôle de suprême arbitre peut tout autant se trouver affaibli lorsqu'il prête une oreille complaisante aux conseils intéressés des capitalistes que lorsqu'il accorde à la classe ouvrière une licence excessive. L'ordre public peut être mis en péril en laissant s'épancher la turbulence des individus. Les agitateurs auraient la partie belle si les citoyens pouvaient consacrer de longues heures à courir les réunions politiques. Si certains emploient volontiers leur temps à s'instruire selon la saine raison, d'autres ne sont que trop encouragés à se livrer à des lectures qui les pervertissent au lieu de les ennoblir et leur inculquent de fausses conceptions touchant le fonctionnement de notre organisation économique et sociale.

J'avoue éprouver quelque trouble à voir la Confédération internationale des syndicats chrétiens, lors de son XIV^e Congrès tenu à Paris en juin 1933, donner son approbation à la semaine de 40 heures. Si celle-ci n'est pas fondée sur les abus du capitalisme, elle n'est qu'une revendication de masses sans rapport avec la justice et sujette à erreur. Les syndicats chrétiens en se laissant entraîner au delà de certaines bornes par une solidarité de classe oublient peut-être ce précepte que S. S. Pie XI donnait aux apôtres laïques du monde ouvrier ou patronal, et particulièrement aux

prêtres (1) : « posséder un sens très délicat de la justice, savoir s'opposer avec une constante fermeté aux revendications exagérées et aux injustices, d'où qu'elles viennent, se distinguer par leur sage modération éloignée de toute exagération ». Les associations catholiques tireraient tout profit à s'écarter des faux dogmes, à éviter toute idéologie.

Pour l'instant tout au moins, la réduction de la durée du travail, là où elle s'est opérée, n'a pas fourni la démonstration qu'elle améliorerait l'état social. Sans doute, la période actuelle n'est que transitoire. Elle est cependant assez confuse et troublée. Aux Etats-Unis, la mise en vigueur des codes industriels a soulevé de très grandes complications, malgré la campagne de publicité formidable déclenchée par le Général Johnson et l'ambiance psychologique favorable. Des grèves ont éclaté. Celles des mineurs de Pensylvanie, de la chaussure dans le Massachussets, de la confection à New-York, du cinéma à Hollywood, de la laiterie dans le New-Jersey, en sont des exemples. Les ouvriers ont cherché à obtenir les conditions les plus avantageuses : salaire minimum, durée de travail minima. En outre, la moindre violation des codes a entraîné des plaintes, des dénonciations qui ont fréquemment dégénéré en conflits fort graves.

Enfin, le lien étroit entre l'Economie et la Morale est indéniable. Sans contester qu'un ordre économique humain doit être dominé par la loi morale, il reste évident cependant que toute institution génératrice de prospérité et de bien-être peut contribuer à adoucir les contacts entre hommes. Les chefs de l'Etat doivent « agir en sorte que la constitution et l'administration de la société fassent fleurir naturellement la prospérité, tant publique que privée » (2).

(1) *Encyclique « Quadragesimo »*, par. 153.

(2) *Encyclique « Rerum novarum »*, par. 20.

Pour rendre une nation prospère, plaçons au premier rang les éléments d'ordre moral et spirituel. Ensuite, ne bannissons pas des fins d'une société civile la félicité temporelle, le progrès de l'industrie et du commerce, l'épanouissement de l'agriculture.

C'est cet examen du problème technique qui constituera maintenant le corps de cet ouvrage. Je vais examiner si les lois économiques fondées sur la nature des choses, sur les aptitudes des hommes, peuvent permettre d'induire la réaction probable d'une semaine de quarante heures sur la richesse générale. S'il se dégageait que la règle envisagée ne nuirait pas à la création des biens ou à leur distribution équitable, j'admettrais que le travailleur dépose ses outils huit heures de plus par semaine, que les réformateurs dirigent leurs efforts vers la recherche du meilleur emploi des loisirs. Mais ma conclusion sera telle que cette réforme serait payée de mille difficultés. Je conseillerai alors à l'ouvrier de taire ses réclamations, de poursuivre sa tâche pour accroître son revenu et le patrimoine national, car « l'homme répugne à la Peine et à la Souffrance et cependant il est condamné par la nature à la Souffrance de la Privation, s'il ne prend pas la Peine du Travail » (1). C'est seulement en cessant de faire prévaloir des intérêts personnels immédiats et illusoire qu'il pourra appliquer toute son énergie à la restauration sociale et au redressement économique.

(1) F. Bastiat. *Pamphlets. L'Etat.*

CHAPITRE IV

La Semaine de Quarante Heures et la Concentration

Toute législation dépasse ordinairement le but qu'elle se propose. Une réforme sociale destinée à rendre meilleur le sort du travailleur réagit sur les conditions de la production. Inversement une intervention de l'Etat dans le domaine purement économique exerce une répercussion sur la situation des individus et des classes.

Les protagonistes de la semaine de 40 heures ne manifestent pas l'intention de bouleverser le mode économique existant. Ils peuvent individuellement rester attachés à telle doctrine déterminée, mais expriment en l'occurrence, le désir d'apporter un remède à un mal immédiat, le chômage, et de contribuer au rétablissement de l'équilibre dans les échanges et au retour de la prospérité.

Il n'est cependant pas douteux qu'une réduction de la durée du travail tendrait à modifier profondément l'organisation économique générale d'une nation. Mais lorsqu'on se demande en quelle direction se fera ce changement, il est difficile d'opter entre une concentration plus unifiée ou une dispersion des exploitations.

A Genève, les ouvriers semblent se fonder sur les résultats obtenus jusqu'à ce jour, grâce à la rationalisation et à la mécanisation, pour avancer que les employeurs surmonteraient les difficultés techniques et se réadapteraient

rapidement au régime nouveau (1). Cette manière de voir implique une forte croyance dans le développement croissant de la grande industrie. Peut-être la thèse marxiste est-elle sous-jacente dans la pensée de certains d'entre eux, l'action révolutionnaire et le matérialisme historique pouvant fort bien s'accorder avec une limitation des tâches imposées au patronat.

Celui-ci, de son côté, a émis l'opinion que (2) « la réduction obligatoire de la durée du travail pourrait avoir pour conséquence d'accentuer artificiellement la mécanisation en vue de parer ainsi à la perte de production et à l'augmentation du prix de revient, et elle pourrait devenir une cause supplémentaire de chômage ».

Il est curieux de constater combien le progrès technique est ainsi considéré avec optimisme ou avec pessimisme selon le parti qui l'examine et l'angle sous lequel il se place.

Je vais tenter de projeter une légère lumière dans cette discussion confuse. Je ne prétends pas d'ailleurs aboutir à une conclusion ferme.

Une circonstance peut d'abord favoriser la grande industrie fabriquant des produits standardisés et bon marché. Le renchérissement des prix de vente peut en effet pousser le consommateur à abandonner les articles plus coûteux qui répondaient pourtant mieux à sa convenance, mais ne sont plus en rapport avec ses moyens financiers. Les objets de série ont alors la préférence. Les usines qui travaillaient en vue des besoins d'une clientèle très diversifiée sont lésées.

Abstraction faite d'un changement dans la nature même de la demande de la part du consommateur, voyons, en ce

(1) *Rapport gris bleu*, p. 15.

(2) *Rapport gris bleu*, p. 18.

qui concerne le prix de revient, la situation des industries en présence.

A priori, il semblerait que si le travail devient rare et cher, la supériorité de l'usine puissamment outillée devrait s'affirmer davantage, et ce, d'autant plus qu'elle conservera la même durée de fonctionnement et pourra retirer son plein rendement. Par contre, l'atelier qui employait une installation défectueuse à personnel relativement plus nombreux se trouverait désavantagé, obligé de suppléer à l'insuffisance de son matériel par un recours à une main-d'œuvre proportionnellement plus dense. La disparité du pouvoir de concurrence serait fortement accentuée en faveur de l'industrie rationalisée.

Cette opinion est un peu prompte et doit être sérieusement rectifiée.

Supposons que les exigences ouvrières aient gain de cause et que, dans une usine à feu continu, le salaire hebdomadaire ne change pas. Admettons que chaque ouvrier fournisse le même effort horaire, que l'entreprise marche à la même cadence pendant le même temps qu'auparavant pour débiter la production antérieure.

L'industriel ne peut plus occuper son personnel que 42 heures au lieu de 56 (1). Il doit donc embaucher une équipe supplémentaire qui, elle aussi, travaillera 42 heures. Les bordereaux de salaires augmenteront donc du tiers. La

(1) En effet, l'art. 4 de la convention de Washington avait autorisé 56 heures, soit 3 équipes travaillant 8 heures par jour.

En outre, l'art. 5 de l'avant-projet de convention dans les établissements industriels rédigé par le B. I. T. prévoit que la durée hebdomadaire moyenne du travail des personnes employées à des travaux dont le fonctionnement continu doit en raison même de la nature du travail être assuré par des équipes successives pourra atteindre 42 heures.

quote-part du salaire dans chaque unité produite subira donc une majoration du tiers.

Le résultat est différent si, au lieu de considérer fixées la production et la durée d'activité d'un établissement, nous envisageons son fonctionnement limité à 40 heures (1).

Il est en effet plausible qu'en dehors des usines à feu continu, la plupart des fabricants n'utiliseraient pas d'équipes alternantes et spontanément n'ouvriraient leurs ateliers que 40 heures.

Je ne crois pas que le rendement horaire de chaque ouvrier varie, même légèrement, en suite du nouveau régime (2). Peut-être, au début, chacun est-il stimulé à augmenter son effort ; la surveillance est plus sévère. La réduction du travail agit sur le patron lui-même « de la même

(1) Je ne puis m'attarder sur les méthodes imaginées par le B. I. T. afin de permettre l'occupation par roulement ou par équipes d'un plus grand nombre de travailleurs. Il suffira de se référer au *Rapport blanc* (ch. III) et au *Rapport gris bleu* (p. 35 et s., p. 131 et s.).

Je doute fort que les employeurs mettent jamais en pratique les combinaisons offertes et se soumettent au contrôle qu'elles nécessiteraient. A la Conférence préparatoire tripartite, lors de l'examen des questions portant sur les caractères à donner à une réglementation internationale et sur les dispositions qu'elle pourrait éventuellement contenir, celle relative à l'augmentation du nombre des équipes pour les travaux dont le fonctionnement est nécessairement continu a bien été adoptée, mais les 3 questions suivantes n'ont pas recueilli le quorum exigé :

Aménagement adéquat des équipes pour les autres travaux effectués en plusieurs équipes.

Réduction de la durée du travail ou organisation du roulement pour les travaux effectués en une équipe, sous réserve que les mesures nécessaires soient prises pour empêcher les abus et pour assurer que les limitations de la durée du travail par jour et par semaine établies par la convention de Washington et la convention sur les mines de charbon ne seront pas dépassées.

Faculté d'assurer l'application de toute autre méthode de réduction des heures de travail par voie de conventions collectives que l'autorité reconnaitrait entrer dans le cadre de la convention à la condition qu'elles soient communiquées par les gouvernements intéressés au B. I. T.

(2) En ce qui concerne les précédents de la loi de 8 heures et ses effets sur les rendements, on consultera utilement le livre de M. Gabriel Guyot : *La loi de 8 heures en France et ses conséquences économiques*, 1922. Cet ouvrage, bien que ne semblant pas dépourvu de toute partialité patronale, contient cependant des statistiques intéressantes. M. Guyot conclut à une

manière que la hausse des salaires ou que les grèves : elle lui donne un coup de fouet qui le force à se remuer et à s'évertuer » (1).

Mais cette belle ardeur ne dure pas. Les pauses reparaissent ; la discipline se relâche. Tout le monde revient au rythme ancien. La productivité-matières de l'ouvrier tendrait même peut-être à diminuer par suite des pertes de temps aux entrées et aux sorties réparties sur une durée de travail moindre.

Si aucun embauchage ni aucune adjonction de capital nouveau ne sont requis pour forcer la production, celle-ci tombera au cinq sixième de l'ancienne. En valeur absolue elle déclinera donc très fortement dans la grande entreprise. Mais la diminution étant proportionnellement la même, la quote-part de salaire compris dans le prix de revient de chaque article subira une hausse du cinquième. L'exploitation qui épargnait la main-d'œuvre grâce à des améliorations techniques semble conserver et même accroître sa sur-prématie.

Cette augmentation de 20 % sera donc d'autant plus forte que le taux moyen du salaire était considérable et que le produit était longuement façonné. Les régions industrielles où le prix de la vie et les gains ouvriers sont les plus élevés seront désavantagées. Or les entreprises les plus puissantes

absence complète d'amélioration de rendement pour les services improductifs (installation, entretien, force et lumière, manœuvrage général, magasinage, expédition), notamment dans les industries métallurgiques et mécaniques. Lorsque ce rendement a été augmenté pour la main-d'œuvre productrice, l'excédent a été largement compensé par l'accroissement du salaire.

En sens contraire, voir une défense de la journée de 8 heures dans la brochure intitulée : *Les conséquences économiques, morales, sociales du régime des 8 heures. Rapports présentés au Congrès international de politique sociale* (Prague, 2, 3, 4, 5 octobre 1924) par MM. G. Tessier et Philippart.

A signaler aussi les suggestives enquêtes de M. Eug. Morel, dans : *La production et les huit heures*.

(1) Eug. Morel. *La production et les huit heures. Opinion de M. Ch. Gide*.

y sont souvent concentrées, d'où cause d'infériorité pour elles. Par contre, les articles de grande série qui absorbent peu de main-d'œuvre seront favorisés au détriment des objets de luxe. La première tendance serait la déconcentration régionale ; celle-ci n'est du reste pas toujours incompatible avec le maintien des grandes entreprises. D'autre part, le monde, au lieu de différencier ses consommations marcherait vers l'unité ; les différences de rangs, de costumes s'atténueraient. Sur ce chapitre, je laisse la discussion ouverte et chacun exprimer ses préférences.

On doit remarquer que l'accroissement total des payes du cinquième est un maximum. Lors de la mise en pratique de la réforme, l'industriel ferait l'impossible pour relever en 40 heures sa production déficiente, tout en restreignant au strict nécessaire l'embauchage supplémentaire.

Dans ces efforts de compression, c'est au tour de l'établissement qui a porté au plus haut degré l'organisation technique et la taylorisation d'éprouver des difficultés. Le maximum de rendement est déjà atteint. La productivité du personnel présente moins d'élasticité. L'ouvrier produisait son plus grand effort et ne peut l'accroître. Pour obtenir de l'usine un débit plus abondant et accélérer sa cadence, il faudra procéder parfois à un recrutement plus important (1).

L'entreprise moyenne fonctionne parfois plus grossièrement, mais son organisation rudimentaire présente une certaine souplesse ; la division des tâches y est poussée moins loin. La productivité de l'ouvrier est minime, mais celui-ci

(1) G. Guyot, *op. cit.* Conséquences de la journée de 8 heures dans les industries métallurgiques et mécaniques, rapport communiqué aux membres de l'Union des industries métallurgiques et minières (document n° 1269) : « L'augmentation d'effectif a été d'autant plus importante que les installations étaient plus modernes, c'est-à-dire faisaient un plus grand usage d'appareils mécaniques dont la conduite et l'entretien exigeaient la présence d'un nombre irréductible d'ouvriers ».

n'est pas enchaîné à la machine de façon si rigide. Quelques travailleurs en complément suffiront pour faire marcher l'usine un peu plus rapidement et rattraper une partie de la production perdue.

Cet embauchage nouveau n'est d'ailleurs pas toujours aisé et requiert des emplacements et des outils suffisants. Sous ce rapport il est difficile d'apercevoir qui aura l'avantage. La grande usine est fréquemment spacieuse, bâtie sur de larges terrains, mais les immobilisations énormes qui y ont été effectuées ne sont pas sans gros frais modifiables pour permettre de multiplier les emplois. De son côté, l'atelier moyen occupe le moindre recoin et peut difficilement s'étendre.

A supposer même que l'employeur soit obligé de hausser les salaires de 20 %, il ne le consentira guère qu'à son personnel ancien et discutera âprement les conditions des nouveaux contrats de travail. Il fraudera le plus possible les tarifs établis par conventions collectives. Les petits patrons s'entendent fort bien à ce jeu et échappent assez aisément au contrôle.

Les industriels s'ingénieront, pour maintenir leurs usines ouvertes au delà de la durée légale, à utiliser toutes les dérogations que la loi pourra prévoir en leur faveur. Lors de l'accomplissement des heures supplémentaires autorisées, ils ruseront pour n'accorder à leurs ouvriers que de médiocres indemnités. Des contremaîtres, certains auxiliaires embauchés « semaine fixe » reçoivent une rémunération indépendante du travail fourni. Le patron perd en cas de chômage, gagne en période de suractivité.

Quant aux salaires à la tâche, ils ne seront pas toujours majorés du cinquième. Le patron fera jouer en sa faveur la complication de certains barèmes, avec leurs suppléments

divers, allocations, primes de rendement. Très souvent la base seule sera relevée : ce qui s'y surajoute de façon fixe restera sans changement.

Bref, un relèvement du cinquième est un maximum théorique. Ce sont les grandes entreprises qui seront surtout contraintes de l'appliquer. On peut cependant, sans trop craindre l'erreur, juger qu'elles gardent à un certain degré la supériorité qu'elles possèdent sur la moyenne industrie. Bien qu'elles aient à vaincre des difficultés non négligeables, leur équipement considérable leur laisse l'avantage d'une productivité élevée.

Tournons-nous maintenant vers cet élément du prix de revient qui comprend toutes les dépenses groupées sous la rubrique des « frais généraux ».

Là encore il est très hasardeux de donner quelques chiffres. M. M. Pinot l'a tenté (1) et admet que les frais fixes seraient peu à peu majorés de 20 %. Pour ma part j'avoue hésiter à fournir des prophéties numériques.

Les usines où les travaux sont continus conserveront leur production antérieure, mais la somme des frais généraux s'orienta certainement vers une hausse sensible par suite du relèvement général des prix.

Dans les usines qui limiteront leur fonctionnement à 40 heures, peut-être certaines dépenses auront-elles une légère tendance à la diminution, d'autres demeureront à peu près fixes, d'autres enfin augmenteront plus ou moins vite.

Dans ces dernières catégories d'établissements, la consommation de gaz, de courant électrique, de charbon ou combustible destiné à faire tourner les machines (2) doit dé-

(1) *La semaine de 40 heures, le chômage et les prix*, p. 57 et 58.

(2) Certains auteurs classent la consommation d'énergie électrique pour actionner les métiers parmi les frais directement proportionnels à la masse

croître du sixième pour une production réduite. Il est vrai que le redressement du prix de ces fournitures va compenser en grande partie cette économie en quantité. Les dépenses de chauffage s'élèveront de même.

Le matériel s'usera moins vite et nécessitera des réparations moins fréquentes. Celles-ci seront cependant plus coûteuses.

Les loyers, les assurances-incendie font l'objet de contrats d'assez longue durée et ont une certaine stabilité. Lors de leur renouvellement, propriétaires et entrepreneurs, Compagnies et assurés débattront les conditions des accords à intervenir selon leurs charges et leurs risques respectifs. Leurs forces de coéchangistes s'exerçant librement devraient logiquement tendre vers la hausse. Bien que les frais de construction et d'entretien d'immeubles soient enclins à se relever, que les frais d'administration et les risques garantis soient plus considérables, j'ai peine à croire que les loyers et les primes progressent de 20 %. Quant aux assurances-accidents de la loi du 9 avril 1898, elles sont proportionnelles aux salaires et varieront comme eux.

Les contributions patronales aux assurances sociales sont fixées d'après le salaire de base, les ouvriers étant répartis en cinq catégories. Le gain quotidien moyen devant rester le même, ces charges sembleraient ne pas devoir varier. Quant aux allocations familiales de la loi du 11 mars 1932, elles n'augmenteraient qu'au cas où leur taux serait révisé consécutivement à une hausse du prix de la vie.

de produits fabriqués. Cette opinion n'est pas toujours exacte. Il y a là en tout cas un rapport complexe et non pas simple. La dépense de force motrice est parfois sensiblement la même que l'usine tourne à plein ou au ralenti. Il faut mettre, quel que soit le travail à effectuer, le feu à des chaudières, faire tourner certains organes de transmission. Tout dépend des installations particulières et des industries,

Quant aux impôts, il est presque impossible de faire des pronostics. M. Pinot affirme que « les impôts ne tarderont pas à augmenter puisque le coût des services publics serait singulièrement alourdi ».

Sans doute, dans un budget en équilibre, il faut des recettes pour couvrir des dépenses nouvelles, mais j'ai peu d'espoir que la situation créée par la mise en vigueur d'une semaine de 40 heures rende faciles des réajustements d'impôts. Tout au plus pourrait-on maintenir les barèmes existants.

Les éléments fixes pris en considération pour le calcul des patentes, nature de la profession, population du lieu, n'ont aucune relation directe avec la durée du travail. Les autres bases plus variables tenant compte du chiffre du personnel, de l'importance de l'outillage, de la capacité des chaudières, du nombre des métiers resteraient au même niveau et ne progresseraient que si l'employeur procédait à des embauchages ou effectuait des constructions ou des installations. Les besoins locaux qui pourraient venir modifier le nombre des centimes vont plutôt être accrus. La question la plus délicate sera de faire payer le contribuable sans le faire hurler.

Les contributions foncières et mobilières ne varieront qu'en cas de changement du taux légal d'Etat et des centimes locaux ou en cas d'extension des entreprises.

L'impôt sur les bénéfices n'exerce pas d'influence préalable sur le résultat de chaque année. Quant aux sociétés anonymes, le droit de timbre restera fixé ; les droits de transmission et l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières frappent habituellement le porteur plutôt que la société émettrice.

La taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe spéciale des

grands magasins sont proportionnelles au prix de vente et seront d'autant plus élevées pour chaque unité produite que l'entrepreneur aura la possibilité d'incorporer dans ses tarifs de vente l'intégralité de son coût de production.

Les frais annuels du service commercial, rémunérations d'agents, traitements de personnel de direction et de haute surveillance se redresseraient en une certaine mesure. Il est peu probable cependant que les appointements d'un directeur, et même de certains employés au mois montent de 20 %. Ces derniers, même syndiqués, seraient obligés de ménager leurs employeurs et hésiteraient à se dresser contre eux trop agressivement.

La dépense d'escompte croîtrait avec les prix de vente, les échéances consenties à la clientèle, le taux de la Banque de France. Elle ne serait pas directement influencée par un régime différent du travail, étant soumise à des facteurs divers.

Les pertes prévues pour créances irrécouvrables sont liées à la situation économique générale, à la prudence et à la chance de l'industriel.

Les frais de publicité ne pourront guère être restreints, même si la production réduite a moins besoin de débouchés. Fréquemment, le vendeur, devant une consommation en régression, sera obligé de les maintenir (1).

Les amortissements des installations existantes, les intérêts des obligations et emprunts antérieurement contractés

(1) M. de Fréminville (*Revue économique internationale*, décembre 1933. *L'état actuel de l'industrie américaine*, p. 528) a attiré l'attention sur le gaspillage effroyable entretenu par la publicité pour la production des marchandises qui ne sont pas des nécessités. « On voit l'ingénieur luttant avec énergie contre toute espèce de gaspillage dans la production des marchandises, pendant que, d'autre part, on s'ingénie à gaspiller ces mêmes marchandises, presque méthodiquement. Il y a là une curieuse contradiction »

doivent rester inchangés. Mais tout renouvellement de matériel devient plus onéreux.

Les frais généraux, non seulement porteront sur une production moindre, mais encore sur un chiffre d'affaires diminué lorsque l'industriel ne pourra pas rattraper le volume ancien par une élévation de ses prix.

En résumé, il me semble très ardu de calculer à l'avance les fluctuations probables des frais généraux. Ceux-ci se composent d'une multitude d'éléments sur lesquels la semaine de 40 heures agit tantôt directement, tantôt de façon très atténuée, parfois immédiatement, parfois après un long retard.

Leur total progressera vivement au cas d'établissements conservant la même durée d'activité avec une production égale. Par contre, lorsque le fonctionnement sera de 40 heures, bien que l'état de prévision qu'on puisse constituer soit très approximatif et varie avec chaque branche industrielle et chaque exploitation, il est possible que très souvent les mouvements en hausse et en baisse des divers articles de ce chapitre, en se compensant mutuellement, aboutissent à une augmentation assez légère. Seulement, la totalité de ces dépenses portera sur une production fortement diminuée, ce qui grèvera plus sévèrement que dans le premier cas chaque unité fabriquée.

Soit F les frais généraux précédant l'application de la réforme et k la différence avec le chiffre nouveau.

Si l'usine, au moyen d'équipes supplémentaires, reste ouverte le même temps pour conserver son débit ancien p , l'unité de produit qui supportait déjà une fraction de frais

généraux égale à $\frac{F}{p}$, subira de ce chef une augmentation de $\frac{k}{p}$.

Un établissement semble alors d'autant plus avoir la prépondérance que sa production était abondante, à condition toutefois que ses frais généraux ne croissent pas dans des proportions excessives. Si l'industriel est obligé d'entretenir un outillage important, un service compliqué de surveillance, une administration ruineuse pour fabriquer et écouler la même quantité de produits, il peut très bien se faire qu'il rencontre de grands obstacles. Le rendement de la grosse entreprise ne suffit plus à faire face à l'augmentation des charges.

Supposons maintenant le fonctionnement d'une exploitation limité à 40 heures. La nouvelle production p' n'est plus que les $5/6$ de l'ancienne et chaque article fabriqué verra son prix de revient majoré du chef des frais généraux de :

$$\frac{F+k}{p'} - \frac{F}{p} = \frac{F+6k}{5p}$$

Lorsque les frais généraux resteront stables, k étant nul, la majoration par unité sera le $1/5$ de la fraction antérieure, soit 20 %.

S'ils supportent une hausse ou sont par hasard l'objet d'une diminution, ce cinquième sera augmenté ou atténué fortement, et cette variation sera très violemment ressentie, plus même que la différence de capacité productive entre entreprises concurrentes.

Or, la quote-part des frais généraux dans le produit n'est pas moins élevé dans la grande usine que dans la petite. Sans doute, la première amortit des dépenses parfois énormes sur de larges quantités de fabrications qui, malgré tout, lui reviennent bon marché. L'abondance de son outillage lui permet d'accroître la productivité-matières horaire moyenne de l'ouvrier mais c'est en partie aux dépens

des autres éléments de son prix de revient. Les frais de publicité, d'administration commerciale, les impôts spéciaux aux sociétés anonymes et aux grands magasins, l'entretien et l'amortissement d'un matériel énorme, l'existence d'agences, de succursales qui ne sont pas toutes rémunératrices, les pertes considérables qui les frappent en période de crise et de chômage, grèvent très souvent la grande entreprise plus que la petite. Le rapport $\frac{F}{P}$ ne s'établit pas au bénéfice de la plus puissante. Il est d'ailleurs extrêmement variable avec les catégories industrielles et commerciales, avec les organisations et les situations particulières.

En revanche, l'industriel moyen ou modeste comprimera vite ses frais généraux en temps de crise ou lors de l'application d'une réglementation nouvelle. Il commande à des rouages moins compliqués, éduque ses subordonnés à remplir plusieurs tâches sans renforcer la surveillance et la direction. Ces ateliers ne travaillaient pas à l'extrême limite de leur rendement, et, en tout état de cause, tout agencement complémentaire est moins onéreux. Pour combler un déficit de production une réorganisation délicate n'est pas indispensable.

M. Ch. de Fréminville (1) a fort bien mis en valeur les bénéfices instables dus à la tendance moderne de chercher à réaliser l'économie dans la production par l'augmentation du capital. Lorsque de grands capitaux sont engagés, le chiffre des frais fixes devient tel qu'il ne peut plus être couvert que par une production très élevée par rapport à la capacité de l'entreprise. Par contre, les établissements employant un outillage plus simple, dont les frais fixes sont

(1) *Op. cit.* p. 524.

modérés et dont les dépenses les plus importantes (travail et matières) sont variables avec la production, sont moins vite frappés par une diminution de leur débit. C'est ce qui expliquerait les efforts frénétiques de certains hommes d'affaires pour maintenir la production au-dessus du point critique. Une semaine de 40 heures, non seulement ralentirait considérablement la rapide ascension des bénéfices des grosses entreprises qui progressent vers leur plein rendement, mais même fréquemment leur ferait subir des pertes accélérées avec l'augmentation nouvelle des frais généraux.

Dans un régime de liberté, le prix de vente doit tôt ou tard se fixer sur le coût de production le plus élevé. L'entreprise la plus efficiente n'est pas obligatoirement et éternellement la grande. Tant que la concurrence est excessive, la lutte se poursuit entre vendeurs et les besoins d'écoulement abaissent souvent le prix de vente au-dessous du prix des différents services productifs. Un jour, le produit le plus cher va de nouveau fixer les cours. Or il peut très bien se faire qu'une semaine de 40 heures opère une rupture d'équilibre au détriment de certains grands établissements et qu'alors l'industrie modeste puisse regagner du terrain. Comme l'a dit Marshall (1) : « De même que chaque arbre a sa vie normale pendant laquelle il atteint sa hauteur normale, de même la durée pendant laquelle une entreprise d'un genre quelconque gardera probablement sa pleine vigueur est limitée par les lois de la nature combinées avec les circonstances de lieu et de temps, avec le caractère et le degré de développement de la branche d'industrie à laquelle elle appartient ».

Je n'é mets du reste ces réflexions que sous réserve et n'en

(1) *Principes d'économie politique*, liv. IV, ch. XIII.

trouve pas matière à vanter la bienfaisance d'une semaine de 40 heures. Il est bien certain qu'une telle évolution entraîne des bouleversements pénibles. En outre, la réforme n'aurait eu pour résultat que de tuer les établissements qu'elle soumettait le plus strictement à sa rigueur, à rendre difficile un essor industriel d'une grande ampleur, à donner à une nation une existence plus médiocre. Il est à souhaiter que la grande entreprise, sans être un engin de mort pour la petite, puisse continuer à vivre. Elle est en effet indispensable à un pays normal qui veut maintenir une place enviable dans le monde.

Une réduction de la durée du travail serait enfin fréquemment une aubaine pour les artisans, les façonniers, tout un monde de producteurs indépendants. La réglementation, en fait ou en droit, ne les atteindrait guère. Disposés à travailler de longues heures, leur labeur recevrait une récompense accrue.

Curieuse conséquence de l'extension des réformes sociales que ce ralentissement du développement des grandes industries et cette multiplication des ateliers à domicile, du travail en chambre, des métiers individuellement exercés. Sans oublier que l'avant-projet de convention élaboré par le B. I. T. laisse en dehors de la réglementation les petits établissements industriels (1).

Les disciples de Karl Marx, fermement convaincus de la

(1) Art. 2 ainsi conçu : La législation nationale aura la faculté d'exclure de l'application de la présente convention :

a) les personnes occupées dans les établissements où sont seuls employés les membres de la famille de l'employeur ;

b) les personnes occupées dans les établissements n'employant pas habituellement six personnes ;

c) les personnes occupant un poste de surveillance ou de direction et ne participant normalement à aucun travail manuel ;

d) les personnes occupant un poste de confiance.

loi de concentration, de la prolétarianisation croissante des masses, peuvent méditer à leur aise sur les effets que je fais entrevoir.

Certains estimeront que mes pensées, errant tour à tour en des sentiers divergents, ont dévoilé successivement des tendances contradictoires. Je m'en excuse, mais la marche des sociétés n'est-elle pas la résultante d'une foule d'antagonismes variés ?

En résumé, la grande industrie pourrait, à l'occasion, conserver la priorité, grâce à ses capitaux importants, son organisation rationnelle, sa production abondante et standardisée, son économie de main-d'œuvre. Néanmoins, la moyenne entreprise s'adapterait une fois de plus à des circonstances critiques : Les qualités d'ordre et de persévérance de ses chefs la feraient survivre. Enfin, les métiers se multiplieraient en marge du régime légal. Bien que l'engouement du public pour les objets courants soit propre à favoriser quelques grandes productions, peut-être certaines agglomérations industrielles marqueraient-elles un déclin au profit du travail individualisé et dispersé.

Un régime de travail réduit n'est pas un moyen de contrôle de l'industrie. Les partisans de la réforme n'ont pas la prétention de l'utiliser dans le but d'atténuer la concurrence. En Amérique (1), les codes ont recherché cet effet par l'insertion de clauses consacrées aux pratiques déloyales, la semaine de travail maxima elle-même n'étant destinée qu'à diminuer le chômage.

Sous une loi de 40 heures, les divers établissements industriels continueraient donc à s'affronter, à rivaliser de plus

(1) Cf. à ce sujet l'opinion de M. Pierre Martignan : *L'expérience Roosevelt, les codes et le dollar*. *Revue politique et parlementaire*, 10 novembre 1933, p. 231.

belle. Si quelques-uns bénéficiaient d'un regain de vie, beaucoup cependant périllicraient. Dans l'ensemble, les embarras apportés à la production devraient étendre sur toute l'économie nationale une gêne peu favorable au maintien d'exploitations exigeant des débouchés étendus, des amortissements énormes.

En outre, la formation des capitaux futurs deviendrait plus difficile. Pour un rendement moindre, les installations nouvelles renchériraient sensiblement. Les industriels, ayant une trésorerie à l'étroit pour supporter des charges imprévues, ne seraient guère encouragés à effectuer des investissements considérables. Au reste, actuellement, s'ils y trouvaient intérêt, n'auraient-ils pas plus de facilités pour mener à bien leurs plans d'agrandissement ?

Le perfectionnement technique m'apparaît donc singulièrement compromis. En période de prospérité, peut-être pourrait-on considérer d'un regard plus sympathique les empêchements suscités au procès d'un suréquipement trop prompt. Mais en ce moment, il n'y a pas lieu de faire rétrograder une activité déjà déprimée et de répandre un règne d'insuffisance.

A mon avis, ni les ouvriers, ni les patrons m'ont vu clair lors des débats de Genève. J'accepte d'ailleurs sans émoi le reproche de ne pas contempler un horizon d'une netteté parfaite. Tout en apercevant un flux et un reflux continuels d'entreprises de toutes grandeurs et de toutes sortes, je repousse ce dogme d'une concentration perpétuelle qui a de nos jours de nombreux croyants. La semaine de 40 heures me fait pressentir plutôt un recul qu'un progrès de certaines formes de mécanisations.

CHAPITRE V

La Semaine de Quarante Heures et le Salaire

Le raisonnement mathématique suivant lequel, un certain besoin de travail existant, les ouvriers doivent s'employer moins longtemps afin de l'être en plus grand nombre, suppose le maintien du salaire à un niveau au moins égal à l'ancien afin que le pouvoir d'achat total subsiste et soutienne la demande de produits.

Je n'oserais nier que l'évolution fatale des événements ne conduise à un régime de labeur réduit. C'est là le secret de l'avenir. Cependant, le plan ci-dessus de répartition est tout idéal, et très simpliste, comme le sont tous les systèmes à justice distributive. La réalité ne se contente pas d'un partage aussi facile de travail et de produits.

Essayons donc de discerner la réaction de la semaine de quarante heures sur le salaire et son pouvoir d'achat.

Le législateur, s'il votait la réforme, déciderait probablement par quelque disposition analogue à celle de la loi de 1919 que « ce ne pourrait être en aucun cas une cause déterminante de la réduction du salaire ».

Cette formule, à l'époque, était d'ailleurs assez vague et pouvait porter à discussion. Si c'est le salaire horaire qu'elle visait, chaque ouvrier pris en particulier aurait touché moins pour une semaine entière même si le revenu total de la classe ouvrière était demeuré inchangé par suite des nouveaux embauchages et des suppléments attribués aux

chômeurs partiels qui auraient vu leurs heures d'activité dépasser le niveau ancien.

L'idée qui a guidé l'auteur de la loi de 8 heures a été d'éviter un abaissement brutal et immédiat des salaires dont les répercussions sociales auraient pu être graves.

A l'heure actuelle, les délégués ouvriers à Genève ont d'ailleurs parfaitement affirmé leur façon de voir à ce sujet. Dans leur esprit, il importe de conserver le salaire hebdomadaire, et en conséquence de relever du cinquième son taux horaire, afin de ne faire supporter aucun sacrifice pécuniaire aux travailleurs.

La mise en pratique du principe des 40 heures poserait donc un problème ardu. Les ouvriers auraient la loi pour eux pour revendiquer la conservation de leur standard de vie ; ils entreraient au besoin en lutte pour obtenir satisfaction. La hausse du prix de la main-d'œuvre entraînerait dans chaque entreprise une élévation du prix de revient. Nous avons déjà vu (1) que le relèvement des frais généraux est aussi facteur appréciable de hausse. Tout semble donc concourir à la très sensible ascension des prix de vente.

Les chiffres apportés par les représentants patronaux étrangers ont mis en valeur ce relèvement du prix de vente consécutif à cette majoration de 20 %. A chaque stade de la fabrication, l'incorporation d'un supplément de salaire réagirait sur le produit fini pour augmenter du cinquième un poste de dépenses représentant 50 à 80 % du prix de revient. La répercussion du seul élément salaire sur le coût de production du passage de la semaine de 48 à 40 heures, avec maintien de la rémunération hebdomadaire, atteindrait de 40 à 46 % et parfois plus.

(1) V. *supra*, p. 54 et s.

Peut-être convient-il d'accepter ces calculs avec la plus expresse réserve. Supposons-les cependant un instant exacts. A cette élévation du prix de revient due au salaire, se surajouterait la hausse des frais fixes. Il apparaît évident que le pouvoir d'achat de l'ouvrier resterait très en retard sur le renchérissement du prix de la vie.

Même si les prévisions effectuées par certains auteurs peuvent être discutées, il n'en subsiste pas moins cette vérité d'une tendance très forte à l'augmentation du prix des produits, amenant un décalage très prononcé avec le salaire. Toute doctrine mise à part, c'est alors qu'on pourrait affirmer que l'ouvrier risquerait fort d'être incapable de racheter la richesse créée.

Le maintien des gains hebdomadaires ne s'opérerait d'ailleurs pas sans résistance du côté patronal, principalement en ce temps de crise économique intense. Les efforts du législateur imposant un salaire minimum, ceux des syndicats cherchant par leur puissance à réaliser des accords toujours plus avantageux, risqueraient d'être assez inefficaces. L'offre du travail resterait supérieure à la demande malgré le recrutement de travailleurs qui pourrait se produire à l'occasion. Le prix d'achat de la main-d'œuvre était poussé naturellement vers la baisse. Pour que le salaire pût progresser aisément, il aurait fallu, selon l'expression de Cobden, que « deux patrons courent après un ouvrier ». Or, comment peut-on l'espérer si la réduction du temps d'emploi s'effectue à une époque de dépression où une foule est en quête d'ouvrage, alors que le chef d'entreprise licenciat du personnel plus qu'il n'en embauchait ? Le salaire se relèverait peut-être moins qu'on ne le croit, malgré l'inter-

vention légale, malgré l'action concertée des ouvriers (1). La concurrence oblige chaque maître à acheter le travail au prix le plus bas, sous peine de faire faillite.

A une époque de progrès continu, il pourrait en être autrement. La raréfaction du travail pousserait peut-être le patron à récompenser plus libéralement son subordonné pour l'encourager à produire, à réduire son taux de profit personnel et à vendre ses marchandises au plus juste prix pour maintenir un certain débit à son usine, à accroître la productivité de son capital afin de fournir le marché à meilleur compte. La tendance à la hausse du prix de vente, due à la mise en pratique de la réglementation pourrait être un peu compensée par la compression de quelques éléments du prix de revient et absorbée par certains revenus en progrès. Le salaire réel progressait déjà et pourrait quelquefois continuer sa course en avant. En ce cas, une loi serait superflue (2).

On en déduirait donc que c'est en période d'essor industriel que l'ouvrier, en restreignant son activité, pourrait le plus aisément voir augmenter son gain. On ne pense guère alors à appliquer la réforme, et pour cause. Le chômage existe peu et la durée d'emploi est insuffisante pour répondre aux besoins. Il semblerait alors absurde de s'opposer au développement d'une production déjà déficiente.

Au reste, cet effet sur le salaire de l'ouvrier de la restric-

(1) M. Aftalion (*Les crises périodiques de surproduction*, 1913, -I. II, ch. II) a déjà noté que « si la dépression durait de longs espaces de temps, constamment accompagnée de chômage d'une grande fraction de la population ouvrière il est probable qu'en dépit des plus solides organisations, le salaire finirait par subir de sensibles fléchissements ».

A fortiori, il semble qu'à pareil moment, la hausse du salaire a moins de chance de devenir effective.

(2) F. Bastiat. *Pamphlets. La Loi*. — « De ce que nous ne recevons pas l'impulsion de la Loi, s'ensuit-il que nous serons dénués d'impulsion ? De ce que la Loi se bornera à nous garantir le libre exercice de nos facultés, s'ensuit-il que nos facultés seront frappées d'inertie ? »

tion de l'offre de ses bras, lorsque la concurrence entre les maîtres sur les marchés du travail et des produits règne dans toute sa violence, est tel qu'en renchérisant la production, en diminuant les profits, il ne se poursuivrait pas longtemps.

Poussons notre examen un peu plus avant.

Le salaire s'élevait déjà auparavant. Une loi de 40 heures a encore forcé les enchères que mettaient les patrons les uns sur les autres pour recruter de la main-d'œuvre. Les revenus de la masse ont continué à devancer le prix de la vie ; la condition de la classe ouvrière poursuit à un certain degré (1) son amélioration.

Dans ce cas, il convient de remarquer que cet accroissement de la puissance d'achat du salaire s'opère au détriment de beaucoup de citoyens. La cherté des produits qui se dessine aussitôt restreint la capacité de consommation de nombre de personnes à revenus fixes. Les rentiers, les membres des professions libérales sont dans l'impossibilité de satisfaire à leurs besoins comme par le passé et se voient une fois de plus spoliés. Les employés, les fonctionnaires demanderont bien une indemnité compensatrice du renchérissement du prix de la vie ; on ne la leur accordera souvent que parcimonieusement. Les médecins, avocats, professeurs libres réclameront des honoraires plus élevés ; ils ne pourront le faire sur l'heure et seront obligés de modérer leurs exigences. Le nouveau régime empire donc immédiatement le sort de beaucoup de gens.

Ce sont les salaires de base qui semblent devoir monter le

(1) En une certaine mesure seulement. M. Aftalion (*op. cit.* L. II, ch. I.) a en effet remarqué que les fluctuations des salaires, les baisses surtout, mais les hausses également sont moins accusées que celle des prix ». L'amélioration de la condition de la classe ouvrière se poursuit donc moins vite que celle des autres classes pendant la prospérité. Une semaine de 40 heures ralentirait encore ce mouvement.

plus vite, car le dernier des manœuvres doit pouvoir vivre de son travail et l'institution d'un salaire minimum le protégerait particulièrement. Mais l'employeur objecterait à l'ouvrier qualifié qu'il reçoit une rémunération supérieure et qu'il peut encore se procurer du superflu. Il est possible que le travail spécialisé ne trouve pas dans sa rareté accrue un facteur suffisant de hausse. Les bas salaires ont les premiers l'avantage.

Le pouvoir d'achat total de la classe ouvrière pourrait donc augmenter par l'effet de la concurrence des patrons à la recherche de main-d'œuvre, mais chaque salarié y gagnerait dans une mesure inégale, sans aucun rapport avec la justice. Les représentants patronaux ont d'ailleurs attiré l'attention sur ces phénomènes. Parmi leurs arguments, on lit dans le rapport de la Conférence préparatoire tripartite (1) : « L'augmentation du pouvoir d'achat de l'ensemble des ouvriers qui pourrait résulter de l'emploi d'un plus grand nombre de salariés et du maintien des gains serait contrebalancée par une diminution du pouvoir d'achat des autres classes de la population, si bien qu'en définitive la demande totale pour les produits industriels ne serait pas accrue ».

Pour être entièrement vraie, cette opinion supposerait un dividende national invariable dont la classe ouvrière très puissante accaparerait une fraction aux dépens des autres catégories sociales. Elle impliquerait d'autre part un fonds de travail fixé. La réalité est toute autre. C'est le revenu annuel qui règle la demande de travail. La réaction de certains revenus sur d'autres n'en est pas moins mise en évidence.

(1) P. 17.

En résumé, il apparaît que certains pouvoirs d'achat peuvent diminuer, tendant à restreindre la production, que d'autres peuvent augmenter, tendant à l'exciter. Dans certaines circonstances favorables à la classe ouvrière, la somme des seconds pourrait se trouver supérieure à celle des premiers. L'économie poursuivrait une légère progression. Ce résultat découlerait simplement du mécanisme de l'échange sur les marchés du travail et des produits.

Un autre phénomène pourrait aussi contribuer à accroître le salaire réel. Le patron a souscrit à contre-cœur aux conditions léonines de son personnel. Pour couvrir les charges nouvelles, il lui faut des liquidités supplémentaires. Il se résoud alors à céder quelques stocks à des prix modiques, à supprimer tout profit pour ne pas modifier ses tarifs et écouler ses produits. Le consommateur n'a sûrement pas à se plaindre de semblable politique.

Mais cet état de choses ne peut s'éterniser. On ne doit pas oublier que, normalement l'entrepreneur doit faire absorber son prix de revient par l'acheteur ; que, d'autre part, nombre de producteurs gênés dans leurs affaires, soumis à la concurrence étrangère, préfèrent s'abstenir de vendre et modèrent la marche de leurs établissements. Le rendement s'étant relevé rarement, la fabrication trop coûteuse ne trouve plus de débouchés et se ralentit. Bref, une rupture d'équilibre se produit très vite et la crise éclate.

Le travailleur a beau alors avoir pris des habitudes de bien-être et ne pas vouloir les abandonner, c'est en vain qu'il fera ses efforts pour conserver les jouissances de la période prospère. S'il s'accroche désespérément à son salaire, un chômage d'autant plus profond l'attend.

Son triomphe, en un règne d'abondance, serait donc éphémère. N'ayant pour vivre en général que ses bras, sans ré-

serve pour lui permettre d'attendre et de soutenir de longs conflits, il sera assez rapidement battu et contraint d'accepter une diminution (1). Ou alors, s'il s'entête en ses exigences, il se rejettera sur les caisses de chômage, sera nourri par le contribuable. En même temps, le maintien artificiel des hauts salaires, engendrant des prix de revient excessifs, paralysera de plus en plus la vente et multipliera les licenciements.

Aucune situation n'est cependant sans issue. Tôt ou tard, les propriétaires des instruments de production reprendront la prépondérance. Ce jour-là, malheureusement, il est à craindre qu'ils songent surtout à créer des richesses en vue de leur satisfaction personnelle, quitte à réduire le travailleur à ses besoins essentiels, d'autant plus que la semaine de 40 heures aura limité la production, aura posé des bornes au grossissement du produit social.

J'ose espérer que la réduction hebdomadaire du travail de 48 à 40 heures n'aboutit pas un état stationnaire. Malgré les obstacles posés à la formation des capitaux, les entrepreneurs pourraient retrouver la voie d'une nouvelle prospérité. Les entraves apportées à la production contribueraient à freiner un peu l'essor futur. Si la condition de la

(1) Marshall, dans ses *Principes d'économie politique*, (L. VI, ch. XIII, par. 2), a bien discerné cette chute du salaire, terme final du succès d'une coalition des ouvriers pour faire monter les gains. Marshall appuie son raisonnement, non seulement sur la hausse des prix qui restreint la demande et accroît les importations, mais aussi sur la concurrence d'ouvriers dissidents : « Un groupe compact d'ouvriers peut, pendant un certain temps, faire hausser les salaires aux dépens du reste de la communauté en rendant leur travail plus rare. Mais il est rare qu'une semblable tactique réussisse pour un temps un peu long... »

... De sorte qu'après un certain temps, ceux qui ont cherché à tirer un parti habile de leur monopole sont exposés à trouver leur nombre accru au lieu d'être réduit, tandis que la demande totale relative à leur travail a baissé ; et alors leurs salaires tombent lourdement ».

masse du peuple, comme le prétend Stuart Mill (1), rapportant une opinion d'Adam Smith, n'est bonne que dans l'état progressif, l'ouvrier ressentirait alors moins vivement les bienheureux effets d'une progression, la semaine de 40 heures la rendant plus lente.

Même lorsque le salarié possède tous les atouts en main pour arracher les concessions les plus dures au patronat, sa situation cependant se révèle assez précaire. Les conditions de la production se trouvent en effet modifiées de telle sorte que des prix nouveaux s'établissent sur les différents marchés sans aucun rapport avec les besoins de la distribution. Les hommes un instant les plus puissants voient leur situation rétrograder s'ils usent de procédés antiéconomiques.

La contrainte de l'Etat pour conserver le salaire réel à son niveau, en faisant obstacle à la création des richesses, risque à plus ou moins longue échéance « d'avoir sur la répartition des revenus une influence précisément contraire à celle qu'on en attend » (2).

M. Rist (3) semble admettre « qu'une égalisation croissante des conditions de la lutte pour la vie serait de nature à assurer une répartition plus favorable ». Or lorsqu'une réduction du travail survient en période de prospérité, la balance peut pencher en faveur de l'ouvrier ; mais, en tant que consommateur, il se trouve vite écrasé. L'exploitation pour un moment n'a fait que changer de camp mais la lutte n'est pas devenue plus égale. En somme, dans le cadre des

(1) *Op. cit.* L. IV, ch. VI, par. I. « La condition de la masse du peuple, bien qu'elle ne soit pas précisément misérable dans l'état stationnaire, y est contenue et resserrée et ne peut être bonne que dans l'état progressif ».

(2) Ch. Rist. *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*. 2^e partie, II. *Economie optimiste et économie scientifique*, par. 2. *La distribution des richesses*, VI.

(3) *Ibid.*

quarante heures, les participants à la production ne font que continuer à se disputer un produit dont le partage ne s'opère pas avec plus de justice et dont l'accroissement va se trouver compromis.

On pourrait concevoir qu'en une période d'activité économique, l'application de la semaine de 40 heures, si elle hâtait l'avènement de la crise, aurait tout au moins pour effet de tempérer les emballements qui la précèdent. Elle serait alors moins profonde et moins redoutable pour le travailleur. Curieuse impulsion cependant de la part de la masse, dans le but d'accroître les loisirs ou de modérer les excès, de courir sus aux difficultés, alors que les affaires sont florissantes et que tout le monde en profite. Il est du reste d'autres moyens d'arrêter les débordements de l'esprit d'entreprise sans endiguer le flot montant des richesses. Une saine politique financière de la part des banques peut y contribuer.

Bien que les revendications ouvrières soient ardentes en période d'abondance, la question des 40 heures ne se posera guère à un tel moment. Comme l'a noté M. Lescure (1) « en temps d'essor, le patron veut produire, l'ouvrier veut gagner, le taux des salaires est élevé, l'ouvrier fait des heures supplémentaires très bien rémunérées ». M. Lescure en conclut à juste raison que « les réductions du temps de travail devront entrer en vigueur pendant la période de dépression » et que « la législation du 20 mars 1900, entrée en vigueur pendant une période de dépression a été très heureusement inspirée et cette coïncidence voulue ou non par notre législateur a certainement été des plus favorables ».

Je constate en effet que l'Etat ne peut avec succès intro-

(1) *Crises générales et périodiques de surproduction*. Edition 1932, p. 551.

duire une telle réforme que si le travail est peu demandé. Que d'opposition ne rencontrerait-il pas s'il voulait faire pareille innovation lorsque la pénurie de main-d'œuvre se fait sentir avec acuité ! Toutes les classes se dresseraient contre lui.

Mais, à supposer qu'une réglementation soit souhaitable pour un motif quelconque, elle devrait exclure le maintien du salaire afin de troubler moins profondément l'économie.

A une époque de détresse économique, la limitation de la durée d'emploi est envisagée avec enthousiasme par le monde du travail, comme une panacée aux maux dont il souffre.

Des situations très inégales existent entre les ouvriers. Ceux qui continuent à faire semaine complète sont de véritables privilégiés, et d'autant plus que le taux du salaire est élevé. L'idée vient aussitôt de répartir plus équitablement les tâches.

Or il est impossible que la crise n'en soit pas aggravée violemment, principalement si cette mise en pratique est accompagnée de la hausse du salaire horaire. Aucune puissance humaine ne pourra empêcher la chute du pouvoir d'achat du travailleur.

L'ensemble des producteurs était déjà à la limite des profits et est dans la nécessité d'incorporer au plus vite dans ses prix de vente tous les éléments du prix de revient. S'il est incapable de le faire, c'est la ruine de l'industrie à bref délai, la fermeture des usines, le chômage pour une armée de salariés. Mais si le consommateur doit payer le prix de revient nouveau, la sous-consommation ouvrière est encore augmentée.

Le pouvoir d'achat total de la masse, malgré quelques forces contraires qui ont tendance à le relever — embau-

chages nouveaux, réduction temporaire du chômage en certaines usines — doit donc décliner assez rapidement. La diminution de la demande devrait entraîner une baisse des produits, mais celle-ci est contrebalancée par l'élévation du prix de revient, réagissant sur le prix de vente, et en tout cas, ne s'opérerait qu'aux dépens du revenu du producteur, ce qui ne contribuerait pas à améliorer la situation. Le coût de production joue un grand rôle dans la fixation des prix. Sans doute, à l'ordinaire, il peut être abaissé grâce au recours à des perfectionnements techniques. Mais les machines les meilleures, fruit des inventions les plus géniales, voient en général diminuer leur productivité : Elles sont plus onéreuses à fabriquer, très souvent plus brièvement employées. Les plus belles intelligences seront parfois incapables de découvrir une division des tâches, une organisation telles qu'elles puissent retrouver une production abondante et bon marché. On ne peut, en instituant la semaine de 40 heures, faire entrer en ligne de compte les découvertes sensationnelles que l'avenir peut réserver. Le raisonnement doit prudemment prendre pour prémisses les techniques existantes. Une hausse du prix de revient doit donc exercer une prompte répercussion sur le prix des marchandises, même si la demande se restreint.

Certes, la prévision de la hausse suscitera un renouveau d'activité favorable à l'adaptation. Certains auront vite fait de crier victoire, d'attribuer à la semaine de 40 heures le démarrage de l'économie, de croire à une ère de bonheur durable. Ils devront perdre bientôt leurs illusions.

Il est juste de reconnaître que les prix des produits manufacturés devront croître beaucoup plus que ceux des denrées agricoles et que les loyers. Or ce sont ces deux dernières dépenses qui absorbent la majeure partie du budget du tra-

vailleur (1). Celui-ci sentira surtout dans sa rigueur la cherté des objets fabriqués, vêtements, articles de ménage. C'est surtout d'eux qu'il s'abstiendra autant qu'il le pourra. L'activité industrielle supportera un à-coup encore plus brutal ; l'ouvrier en sera la victime.

La raréfaction du travail et son haut prix constitue une prime pour l'homme actif et de force physique peu commune capable de fournir un rendement supérieur en un temps donné, qu'il soit manœuvre, ouvrier qualifié ou travailleur intellectuel. Les patrons seraient donc enclins pour une tâche déterminée à récompenser plus dignement les facultés exceptionnelles des individus, à embaucher des personnes dans la force de l'âge. La semaine de 40 heures tendrait à faire ressortir les inégalités naturelles plutôt qu'à les niveler, et à rejeter comme épaves sociales les faibles et les maladroits. On peut souhaiter d'assurer de justes retraites aux vieillards sans se féliciter du congédiement prématuré des ouvriers qui commencent à voir décliner leur vigueur.

Au moment présent, on peut donc considérer de toute certitude que les prix monteraient, qu'un travail fort coûteux serait moins demandé, que de toute façon l'ouvrier subirait un avilissement de son salaire réel et que le marasme s'accentuerait.

Pour illustrer le schéma que je viens de tracer, il n'est peut-être pas sans intérêt d'en appeler à l'observation de certains faits récents. Dans l'expérience américaine, il faut d'ailleurs tenir compte que l'application des codes industriels s'est faite à une époque de dévaluation monétaire et

(1) Aftalion. *Op. cit.* t. II, ch. III. « C'est la nourriture qui absorbe la plus grosse fraction du budget de dépenses des ouvriers. Les prix des denrées alimentaires, les loyers aussi, ne sont entraînés que d'une manière atténuée dans les oscillations rythmiques des prix ».

que celle-ci a contribué de son côté à augmenter les prix de vente, à déprimer le salaire de manière plus considérable.

Le système monétaire n'étant plus appuyé sur l'or, les variations de prix à l'intérieur ont eu tendance à suivre les fluctuations du change. La hausse des produits s'est donc manifestée sous l'influence, non seulement des nouveaux coûts de production, conséquence des réglementations industrielles, mais encore de la baisse de valeur de l'unité monétaire. Dans la complexité des éléments dont la combinaison détermine à un moment donné les prix de vente, il est ardu de situer ce qui appartient à un seul facteur. En particulier, « il peut être aussi difficile d'isoler les effets de la réduction des heures de travail qu'il est difficile d'isoler les effets que produit sur les vagues de la mer houleuse une pierre qu'on y jette » (1).

Lors de la mise en pratique des codes industriels, le relèvement du salaire n'a pas été plus que proportionnel au prix de la vie. Suivant les statistiques de la National Industrial Conference, au mois d'août 1933, l'indice des prix augmenta de 2,5 % et les salaires progressaient de 0,05 % (salaire hebdomadaire reçu en moyenne par chaque personne employée dans une industrie américaine). En septembre 1933, les prix de détail ont augmenté de 4 %, les prix de gros de 1,9 %, les salaires de 0,9 %. Le pouvoir d'achat du salaire était donc en assez forte diminution. Depuis ces premiers mois d'établissement des codes, ce mouvement s'est poursuivi.

Il est vrai que le relèvement rigide et uniforme du salaire horaire n'a pas été la règle. Seule l'adoption d'un taux de salaire minimum a été prévue.

(1) Marshall. *Op. cit.* 1. VI, ch. XII, par. 8.

Aux Etats-Unis, chaque ouvrier ancien a donc souvent vu son sort empirer. Le pouvoir d'achat total de la classe laborieuse a cependant progressé à la suite d'un recrutement plus abondant. L'indice de l'emploi (main-d'œuvre et personnel employés) est passé de 56,7 en mars à 73,9 en septembre (base 1926=100) et l'indice des salaires globaux est monté pendant le même temps de 36,9 à 53,3 (1). Mais il faut prendre en considération la reprise économique momentanée qu'a suscitée la prévision de la hausse des prix et les achats spéculatifs qui en ont résulté. Cette activité ne s'est pas maintenue et en septembre la production industrielle était tombée de 7,6 %. On ne peut affirmer qu'une véritable reprise se soit fait jour avec probabilité de durer. La croissance inégale des deux courbes, des prix de vente et des salaires, a marqué une restriction nouvelle de la consommation et une préférence du public pour les articles les moins chers. Cette expansion factice de l'économie américaine a au surplus été largement entretenue un peu partout par les générosités distribuées par le canal de la National Recovery Administration qui a secouru l'industrie à l'aide de sommes très importantes.

L'Amérique, avec ses énormes richesses naturelles, son territoire immense, sa protection douanière, pourrait au besoin se suffire à elle-même et rester isolée. Menacée d'effondrement industriel, elle avait les meilleurs motifs à invoquer pour justifier une politique d'une très grande audace.

Supposons une nation limitée en étendue, restée fidèle à l'étalon or, dépendant de l'étranger pour certains approvisionnements. Une durée réduite de travail entraîne-

(1) Cons. pour cette réduction du chômage *Revue politique et parlementaire*, 10 novembre 1933. Pierre Martignan. *L'expérience Roosevelt, les codes et le dollar*, p. 245.

rait probablement un redressement momentané de plus faible amplitude. En outre, les prix intérieurs dépassant vite les prix mondiaux nuiraient au commerce d'exportation. Le travailleur subirait vite le contre-coup du ralentissement de l'activité économique. Le chômage deviendrait d'autant plus intense qu'on aurait usé de contrainte pour conserver des salaires exagérés. Ce résultat d'une réduction plus grande de la production et de l'épargne n'est pas dans ce cas pour surprendre.

Si la résorption de la crise réside dans l'abaissement du prix de revient, une semaine de 40 heures, en le contrariant, ne fera que l'empirer. Loin de moi cependant la pensée de redresser l'économie par la compression violente du salaire seul afin de permettre à une production meilleur marché d'encourager spécialement certaines catégories de consommateurs. Ma conscience ne se désintéresse aucunement de la notion du salaire vital. Mais celui-ci n'est qu'un mot vide de sens si les industriels sont incapables de le payer. Il ne s'agit pas de résoudre la crise par le moyen d'un affaïssissement catastrophique des salaires pas plus que de tous les prix, afin de faciliter de nouveaux ajustements. Il importe simplement de ne pas contrarier toute baisse propre à raviver la demande de travail et à rétablir un équilibre.

Je n'apporte aucun crédit aux affirmations des délégués ouvriers lorsqu'ils veulent nous persuader que (1) « l'augmentation des prix de revient serait en vertu du dynamisme de la vie économique compensée : a) par l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs, lequel ne serait pas forcément accompagné de la diminution du pouvoir d'achat des autres classes de la société ; b) par la diminution des frais

(1) *Rapport gris bleu*. p. 16.

généraux pour chaque unité produite puisque le nombre de ces unités augmenterait par la remise en train de l'activité économique ; c) par la diminution et peut-être la disparition des charges sociales déterminées par les indemnités de chômage ; en conséquence, une augmentation des salaires globaux pourrait être supportée par la production ».

Si les avocats du monde ouvrier étaient pénétrés d'un véritable esprit scientifique sans prévention, ils ne montreraient pas cet optimisme naïf, bien fait pour induire leur clientèle en erreur. Je ne crains pas de rappeler à leur mémoire cette parole de Stuart Mill (1) : « Les classes laborieuses, s'affranchissant de l'autorité des classes supérieures pourraient demander dans un grand nombre de cas l'intervention de la législature dans leurs affaires et le règlement par des lois de choses qui les intéressent sous l'empire d'idées très erronées sur leurs véritables intérêts ».

L'ouvrier trouvera plus vite son salut en se rattachant à la théorie de l'abondance qu'à celle de la disette. La multiplication des richesses fournira toujours plus de récompense à ses efforts que l'abstention du travail.

(1) *Op. cit.* I. IV, ch. VII, par. 2.

CHAPITRE VI

La Semaine de Quarante Heures et le Profit

Une semaine plus réduite de travail, élevant le prix de revient, conduit donc logiquement à une majoration du prix de vente. Néanmoins, bien qu'à l'ordinaire, l'entrepreneur se déclare heureux de toute hausse, celle-ci, cette fois, est loin de constituer pour lui une bénédiction.

Il convient cependant de faire état de quelques situations particulières.

Supposons deux concurrents. L'un produit avec frénésie, à la marge de ses capacités. Un démon l'a poussé à conquérir tous les marchés, à écouler les fabrications standardisées et surabondantes de ses vastes usines à des prix imbattables, à amortir au maximum ses capitaux.

L'autre est un industriel de moyenne envergure, employant un outillage plus simple. Ses dépenses les plus importantes varient avec la production. Ses frais généraux sont peu élevés, aussi s'inquiète-t-il moins de les couvrir à tout prix. Il lutte contre l'affaissement des cours. La clientèle regimbant à acheter ses produits, ses ateliers fonctionnent au ralenti.

Admettons que nos deux hommes reculent devant les difficultés d'établissement d'un roulement de personnel et n'ouvrent leurs usines que 40 heures par semaine. Le premier sera quelquefois le plus embarrassé. Il avait porté au plus haut degré la productivité de ses installations et de la main-d'œuvre. Il lui est impossible de rattraper la production

manquante. Pour produire économiquement, il devait être assuré de pouvoir utiliser à plein son énorme outillage. Seule une fabrication « en masse », lui permettait pendant la prospérité de servir des dividendes considérables, mais, même alors, il ne réalisait qu'un maigre profit sur chaque unité. La crise est survenue. Les prix ont été précipités à un niveau qui ne rémunère plus une grande partie des charges fixes qu'il supporte. Il serait pour lui de haute importance de relever ses tarifs de vente, mais de gros obstacles surgissent. Il n'impose pas ses conditions aux acheteurs selon son bon plaisir. Une concurrence folle s'est déchaînée contre laquelle toute résistance devient impossible. Il a créé des agences et des comptoirs à l'étranger qu'il ne peut supprimer à sa guise. Il doit ménager sa clientèle pour conserver un débouché à ses établissements. Il a, au surplus, passé des contrats à longs termes, comportant des livraisons échelonnées, qu'il ne peut résilier.

Une diminution forcée de sa production ne lui facilite guère le relèvement de ses prix. Les acheteurs, limités dans leur revenu, s'opposent à toute velléité de hausse ; plutôt que de céder aux exigences de leur fournisseur, ils s'abstiendront de souscrire de nouveaux marchés et porteront leurs commandes ailleurs. Malgré tous les efforts, tout espoir de réaliser dans le prix de vente l'entière augmentation du coût de production doit être abandonné. Le nouveau prix de revient agit bien un peu sur le prix de vente, mais la demande est insuffisante et les pertes s'accroissent.

Les affaires du second chef d'entreprise n'étaient pas florissantes. Toutefois, à la moindre reprise, il effectuerait plus aisément les modestes amortissements requis. Son matériel tournait auparavant presque à vide. Au moindre petit afflux de commandes, ses impôts, ses dépenses de force mo-

trice, de chauffage, de service commercial, les traitements de ses employés, de ses contremaîtres, seront répartis sur une quantité plus forte d'articles. Ses ouvriers ne travaillaient qu'à heures réduites et auront moins tendance à réclamer une majoration de salaire, celui-ci s'accroissant de lui-même si le travail revient. L'industriel timoré a moins contracté d'engagements à longues échéances. Un remaniement de ses tarifs peut s'imposer moins impérieusement. Ayant une production réduite, il peut d'autre part plus facilement l'écouler en appliquant la hausse.

Ce n'est là qu'un cas d'exception. Il peut cependant advenir en certaines circonstances que l'augmentation des frais généraux dans le produit devienne supérieure au supplément de dépenses variables d'un concurrent moins riche.

M. J. Maroger (1) vient d'attirer l'attention sur ce phénomène de suréquipement industriel qui stimule encore la production en cas de baisse des prix. Ceux-ci s'effondrent alors jusqu'à ne couvrir que les seuls frais de fabrication en laissant sans rémunération les charges financières. Plus l'industrie sera puissamment outillée, plus il y aura d'écart entre le juste prix et le prix de misère. Une semaine de 40 heures, survenant à un moment critique, entraînant la fermeture de l'usine 8 heures de plus, peut constituer une véritable catastrophe.

Les industries lourdes et concentrées arrivent à posséder des agencements similaires, une capacité de concurrence à peu près équivalente. Il n'en est pas de même dans toutes les branches industrielles, notamment dans les entreprises qui travaillent pour une clientèle aux goûts très diversifiés.

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1934. *Réflexions sur la crise*, p. 674 et s.

De grandes différences existent alors entre exploitations rivales.

La situation inverse peut d'ailleurs se réaliser lorsqu'une industrie aura réduit au minimum la part de main-d'œuvre dans le prix de revient. M. M. Lacoïn (1) pense même qu'une semaine de 40 heures ne changerait pas beaucoup le coût des automobiles. C'est cependant oublier que toutes les dépenses d'un établissement vont se trouver majorées, que d'autre part ces fabriques ralentiront probablement leur fonctionnement. Enfin, le travail salarié bien qu'étant une faible charge (20 % du prix de revient selon M. Pinot) n'est cependant pas entièrement négligeable. Si de grands industriels ont paru favorables en certains pays à la semaine de 40 heures, ne serait-ce pas qu'ils se trouvaient devant un marché un peu saturé, et se figuraient, à tort ou à raison, qu'une réduction obligatoire du travail modifierait en leur faveur les conditions de la concurrence ?

Dans le monde des affaires, tout producteur attend son avantage de la gêne de son voisin. Je crois du reste que le relèvement inégal des différents éléments du prix de revient peut quelquefois, en ruinant les uns, être un profit pour d'autres.

J'ai souvent entendu dans la vie courante quelques industriels isolés appeler de leurs vœux la semaine de 40 heures. Je crois qu'ils espèrent, tantôt que certains concurrents dangereux modèreraient de ce fait leur activité, tantôt que certains rivaux très faibles seraient éliminés. C'est une idée de limitation de la production qui les anime. Leurs mobiles d'inspiration sont donc extrêmement contradictoires et ne s'appuient sur aucun raisonnement solide, mais seulement

(1) *Op. cit.* p. 229.

sur des situations particulières et contingentes et sur des sentiments personnels. Chacun veut détourner les commandes de son voisin et s'imaginer qu'une semaine de 40 heures y aiderait.

Pour un produit déterminé, il n'existe cependant pas une quantité demandée absolument fixe que les producteurs se partagent. En une certaine mesure, la consommation d'un article est excitée par le bon marché de certaines fabrications et par les qualités des vendeurs.

Sous cette réserve, on ne peut nier que si les industriels ont des intérêts communs à défendre, ils en ont aussi qui sont divergents. La raréfaction d'une production est donc propre à ranimer quelques profits individuels. Ceux-ci ne s'opèrent néanmoins qu'en portant dommage à des concurrents, de même que la protection d'une branche industrielle particulière cause préjudice à la communauté. Or la semaine de 40 heures doit être d'application générale. Elle aurait donc pour conséquence de décourager la demande, de ralentir toute activité nationale, de diminuer la somme des échanges et de rendre chacun moins riche. Aucune catégorie ne garderait donc un privilège (1). Le bénéfice attendu de la réglementation ne se réaliserait qu'exceptionnellement et pour un très petit nombre.

Les situations des producteurs sont fort inégales. Une même cause n'influe pas de façon identique sur tous (2).

(1) A ce propos il est bon de rappeler l'argument de Bastiat (*Pamphlets, Abondance*): « Est-il si difficile de comprendre que le cordonnier parvint-il à détruire par un seul acte de sa volonté tous les souliers du monde, excepté ceux de sa façon, ne serait pas plus avancé, même au point de vue puéril de sa valeur nominale si, du même coup, tous les objets contre lesquels les souliers s'échangeaient se raréfiaient dans la même proportion ? Il n'y aurait que ceci de changé : tous les hommes y compris notre cordonnier seraient plus mal chaussés, vêtus, nourris, logés, encore que les produits conservassent entre eux la même valeur relative ».

(2) D. Ricardo. *Principes de l'économie politique*, ch. VI. *Des profits*.

Si les salaires montent fortement, les fabricants d'articles de luxe exigeant une large part de main-d'œuvre en pâtiront d'autant plus sérieusement. Si les dépenses nécessaires à la création de certaines machines deviennent prohibitives, le possesseur d'un matériel ancien peut acquérir un monopole appréciable, mais les fabricants d'outillage sont très durement touchés.

Lorsque des produits qui ne sont pas indispensables à l'existence deviennent trop coûteux, le consommateur y renonce. Même en ce qui concerne des objets essentiels, le public peut parfois se rejeter sur d'autres articles meilleur marché. Dans ce cas, le fabricant du succédané retire un bénéfice de ce déplacement de clientèle au détriment d'un autre commerçant.

Il suffit de se pencher sur quelques points de détail du vaste monde économique pour prendre conscience de la complexité des phénomènes. Dans l'ensemble, cependant, le décalage entre la hausse des prix de vente et celle des revenus doit ralentir l'épargne et la consommation, entraîner une baisse des profits. Les patrons pourront bien lutter désespérément pour relever leurs tarifs : Ils sont pris entre les deux branches d'une tenaille. Le cours des marchandises progresse bien, mais en devançant la puissance d'achat et en retardant sur le coût de production.

J'ai cru possible que l'ouvrier, en certaines conjonctures, parvienne à tirer du nouveau régime un avantage temporaire, quoique très précaire. Quant à la classe patronale, elle semble toujours devoir subir une diminution de ses bénéfices.

Pourtant, on peut faire confiance en l'industriel pour

« La baisse du taux général des profits n'est nullement incompatible avec la hausse partielle des bénéfices d'une branche particulière d'industrie ».

mettre toute son ingéniosité à poursuivre le gain qui lui échappe, et penser que s'il s'opère un relèvement du salaire horaire, ce chef d'augmentation du prix de revient l'encouragera à économiser la main-d'œuvre en ayant recours à un machinisme plus perfectionné. Cet argument a d'ailleurs été invoqué par les délégués patronaux (1). J'estime qu'il n'y a pas lieu d'en exagérer la valeur.

Certes, si le prix du travail progresse vivement, le patron songera à accroître ses moyens mécaniques de production ou, tout au moins, à mieux organiser ses services intérieurs. Mais il ne faut pas perdre de vue que les extensions nouvelles deviennent fort coûteuses. Les dépenses d'agrandissement d'une entreprise continueront souvent à aggraver le prix de revient. Si l'usine, par ce procédé, parvient à conserver son débit, les avances effectuées ne pourront pas toujours être recouvrées dans le prix de vente. Il ne suffit pas de maintenir la productivité de l'usine en quantité. Comme l'a affirmé M. Lescure (2) : « La productivité du capital doit être appréciée en valeur et non en quantité ».

De même, en achetant la force productive du travail, l'entrepreneur suppose ce qu'il en retirera lorsqu'il se portera vendeur de ses fabrications. Il acquiert les différents services sur les marchés, poussé par l'intérêt personnel. Si le salaire s'élève trop violemment, il demandera plus de capital. Mais si celui-ci devient très onéreux, il dirigera à nouveau ses pas vers le marché du travail. Selon l'incidence de la semaine de 40 heures sur le taux des salaires et le coût des instruments de production, il recrutera de la

(1) *Rapport gris bleu* p. 18. « La réduction obligatoire de la durée du travail pourrait avoir pour conséquence d'accentuer artificiellement la mécanisation en vue de parer ainsi à la perte de production et à l'augmentation du prix de revient ».

(2) *Op. cit.* p. 491.

main-d'œuvre et s'abstiendra de machines nouvelles, ou bien il débauchera du personnel pour lui substituer un outillage moderne. L'ouvrier est parfois chassé par la machine, néanmoins on voit parfois des groupes de travailleurs médiocrement payés, vivant chichement, faire concurrence à une mécanique très délicate, onéreuse à créer et à entretenir, ou qui doit quelquefois être maniée par des hommes formés par un long apprentissage. Capital et travail rivalisent entre eux en s'offrant au chef d'entreprise (1).

On est ainsi ramené au seul problème de l'équilibre dans l'échange. On peut obtenir un même résultat avec plus de main-d'œuvre et moins d'outillage, et inversement.

La théorie des hédonistes fournit donc la conception schématique de ce qui se passera et nous enseigne que l'industriel selon l'intensité de ses besoins sollicitera les divers fournisseurs de services de manière à réaliser l'égalité des utilités finales du dernier ouvrier embauché ou conservé et de la dernière dose de capital utilisé ou acheté. Cette démonstration abstraite fait enfin apparaître que la diminution des heures de travail devra logiquement faire hésiter l'entrepreneur devant tout contrat nouveau, car tous les prix sont en hausse.

On peut donc certifier qu'une rupture d'équilibre des valeurs se produira (2), engendrant beaucoup plus de pertes que de gains et que les revenus industriels tendront fortement à décroître. Toutes ces difficultés entraîneront un grave ralentissement de l'activité économique.

(1) D. Ricardo, *Op. cit.*, ch. XXXI, *Des machines*. « Les forces mécaniques et les forces humaines sont en concurrence perpétuelle et il arrive souvent que les premières ne sont employées qu'au moment où s'élève le prix des secondes ».

(2) J. Lescure, *op. cit.* p. 402 « C'est dans l'équilibre des valeurs créées qu'il faut chercher l'origine et l'explication des crises. Et cet équilibre des valeurs est plus compliqué que l'équilibre des quantités produites. Il est plus

Portons à nouveau nos regards vers l'Amérique. Lors de l'inauguration du programme Roosevelt, les prix se sont orientés vers la hausse, mais celle-ci n'a pas été en rapport avec les charges imposées à l'industrie. Il est vrai que les codes ont fréquemment fixé les prix de vente, de manière à éviter que le relèvement du coût de production ne se répercute sur les prix et ne provoque une restriction de la demande des consommateurs. Les entrepreneurs ont été appelés à supporter les frais de l'opération en travaillant à moindre profit et même à perte. On avait l'espérance qu'une fois la reprise amorcée ils auraient pu retrouver des bénéfices. Ce jour n'est pas encore survenu. On va m'objecter que l'Amérique a pu appliquer les réglementations sans amener l'effondrement complet de son économie et même l'a redressée sensiblement.

Je laisse à d'autres le soin de prédire l'aboutissement dernier d'une expérience gigantesque dont la semaine de 35 ou 40 heures ne constitue qu'un des éléments. Le marasme général atteignait d'ailleurs un tel degré que la population entière était encline à accueillir n'importe quel moyen de salut.

Le pays qui, en pleine période de dépression, essaierait en gardant son change intact d'inaugurer la réforme aurait certainement à surmonter des obstacles plus rudes. La hausse du coût de production serait grosse de périls en amenant l'aggravation de la crise. Le profit des industriels, déjà très souvent négatif, s'anéantirait partout complètement.

complexe aussi d'ailleurs que l'intensité des besoins car la valeur dépend non seulement de l'intensité des besoins, mais du coût de production. Une rupture d'équilibre n'est concevable que dans le cas d'une hausse ou d'une baisse particulièrement forte soit de l'intensité des besoins, soit du coût de production ».

Le législateur, en votant la semaine de 40 heures, n'aurait certainement pas pour objectif de plonger tous les citoyens dans des misères plus pénibles, à seule fin d'obtenir un assainissement définitif de la situation et de permettre, sur un terrain complètement dévasté et déblayé, la reconstruction de toutes pièces d'un monde économique meilleur. Son intervention, bien qu'inspirée des mobiles les plus louables, non seulement hâterait une sélection inévitable, mais compromettrait encore un essor possible. On a parfois de bons motifs pour lui reprocher de soutenir artificiellement des entreprises non-viables, mais on doit le considérer encore plus coupable de semer des embûches perpétuelles sous les pas des industriels.

En tout cas, si cette réduction de la durée du travail devait être accompagnée d'une déflation énergique en un régime de laissez-faire, il serait illogique de chercher à maintenir le salaire et indispensable de faire jouer la loi d'airain avec toutes ses souffrances.

La vision des conséquences funestes qu'une loi de 40 heures fait entrevoir peut donc saisir le patronat d'effroi. La perspective de voir renaître un profit limité en un avenir plus ou moins lointain est peu propre à adoucir ses inquiétudes présentes.

Il s'oppose donc avec énergie à toute velléité d'adoption de la réforme. Celle-ci entrerait-elle en application qu'il ferait son possible pour y échapper et pour frauder les prescriptions légales. Pour justifier sa résistance, il prétendrait devoir légitimement défendre la propriété de ses capitaux, en assurer la continuité d'emploi, condition même de l'existence de la collectivité ouvrière (1).

(1)F. Bastiat. *Pamphlets*. La Loi : « Le plus sûr pour que les Lois soient respectées, c'est qu'elles soient respectables ».

En pareille circonstance, toutes les classes de citoyens appellent l'Etat à leur secours et celui-ci répond aussitôt à leurs cris de détresse et s'efforce de substituer l'ordre à la confusion régnante. Il poursuit donc imperturbablement ses maladresses en voulant sauver tout le monde. Il se penche sur l'ouvrier dans le but de redresser son pouvoir d'achat et taxe le produit du fabricant qu'il conduit à grande allure vers la faillite. Il prend alors le producteur sous sa tutelle, tente de ranimer le profit en contrôlant le débit des industries, en le secourant par une distribution de crédits, en relevant les prix par des manipulations monétaires dangereuses et inefficaces qui allègent les débiteurs, mais ruinent tout le reste de la population.

Si la semaine de 40 heures devait réduire le profit pour le bien commun, j'y souscrirais volontiers, ma thèse étant loin d'être un plaidoyer ardent en faveur du bénéfice industriel. Mais je suis convaincu qu'aucun état prospère ne peut exister sans lui. L'intérêt bien compris des employeurs est du reste moins de courir éternellement à sa poursuite que de l'utiliser judicieusement. Ce n'est pas l'accumulation des richesses qui est un mal, mais la fausse direction qui est donnée à leur formation. Sous ce rapport, un ralentissement du travail humain n'éclairerait pas mieux les chefs d'entreprise que par le passé.

Les patrons jouent constamment avec des révolutions industrielles toujours renouvelées. Dans nos sociétés soumises à un dynamisme violent, des gains énormes sont effectués par quelques individus qui les emploient à développer l'ouillage dans l'unique but de spéculation personnelle. Selon M. Lacoïn (1), vers 1928, à la veille de la crise, la part de

(1) *Op. cit.* p. 30 en note ; p. 130.

l'activité économique des Etats-Unis consacrée à l'équipement atteignait le quart. A la faveur de l'optimisme immodéré des périodes d'opulence, l'abondance de l'épargne encourage une création de capitaux superflus qui n'apporte que déceptions à leurs promoteurs.

Certaines années, les gros bénéfices de l'industrie et du commerce peuvent exciter l'envie. Mais lorsque les catastrophes surviennent, combien d'industriels livrés à toutes les vicissitudes d'une lutte sans merci, changeraient volontiers leur situation pour le traitement régulier d'un modeste fonctionnaire. Quant aux larges profits qu'un avenir meilleur peut leur réserver, ils y renonceraient de bon cœur pour une sécurité plus grande et des garanties d'existence.

Ils devraient alors faire un retour sur eux-mêmes et comprendre que tout profit est un profit social et que pour réaliser une société équilibrée et organisée, il convient de ne pas abuser du privilège d'un moment : « Ils devraient rechercher s'ils ne profitent pas de quelques inégalités factices pour les effacer ; — afin de pouvoir dire en montrant leurs mains au peuple : Elles sont pleines mais elles sont pures » (1). Or il est probable qu'une semaine de 40 heures appauvrirait la nation, réduirait les profits en laissant au même point les situations respectives des classes. Les industriels n'en spéculeraient pas moins, ne conduiraient pas leurs affaires avec plus de prudence et d'esprit d'altruisme. Ils auraient seulement moins de possibilité d'action. Les écroulements seraient moins profonds parce que la prospérité aurait été moins grande. Je ne saurais m'en réjouir.

(1) F. Bastiat. *Les harmonies économiques*, IV. *Echanges*.

CHAPITRE VII

La Semaine de Quarante Heures et la Rente

J'ai, jusqu'ici, négligé l'étude d'une application éventuelle d'une semaine de 40 heures à l'agriculture. Cet examen peut d'ailleurs paraître en partie superflu et n'être qu'un jeu d'esprit dénué pour l'instant de toute portée pratique.

La question cependant a été plusieurs fois abordée. En Italie, après la guerre, les travailleurs du sol étaient parvenus à insérer la journée de 8 heures dans des conventions collectives conclues avec leurs propriétaires. Cet avantage n'avait été octroyé que plus ou moins volontairement à la faveur de l'agitation sociale et de l'état d'esprit qui régnaient alors. Mais le fascisme est venu enrayer ce mouvement qui, à l'époque, avait pris un caractère révolutionnaire très menaçant.

La durée du travail agricole n'est pas encore réglementée. Lors des premières sessions de la Conférence internationale du travail, l'inscription à l'ordre du jour de questions concernant l'agriculture a soulevé de vives oppositions qui ont même abouti de la part du gouvernement français à saisir la Cour de Justice internationale de La Haye. Celle-ci, après des débats très amples, a rendu le 12 août 1922 un avis entièrement favorable à la thèse de la compétence agricole de l'O. I. T.

Malgré ce succès, le B. I. T. fut peu soucieux de faire

rebondir les discussions. Pendant 10 ans, la Conférence s'abstint de tout examen.

Le 22 septembre 1932, le Conseil d'administration du B. I. T. décida que les travaux de la Conférence préparatoire tripartite ne porteraient pas sur l'agriculture (1).

Avant de passer à l'étude des questions, la Conférence préparatoire eut à délibérer sur une déclaration du groupe ouvrier dans laquelle celui-ci exprimait son plus vif regret de cette exclusion et affirmait sa volonté d'étendre à l'agriculture la réglementation envisagée. La nécessité de réduire le travail agricole y était proclamée et le Conseil d'administration était prié de charger le Bureau d'entreprendre une enquête afin d'aboutir à l'adoption d'une convention (1).

La Conférence préparatoire reconnut n'avoir pas reçu mandat pour étudier les questions agricoles et renvoya le projet de résolution au B. I. T.

L'urgence n'apparaît donc pas d'entamer une étude sur ce point. Il n'est cependant pas sans intérêt d'en dire quelques mots.

Les conditions du travail des champs sont extrêmement variables. Elles diffèrent avec les climats, les régions, le régime de propriété, la nature du sol. Le machinisme, sauf exception, n'a pas été poussé aussi loin que dans l'industrie, bien que la structure agricole dans certaines nations se soit modifiée depuis 1914.

Les Etats-Unis, le Canada, ont étendu de façon considérable les superficies emblavées, ont substitué les instruments mécaniques à la main-d'œuvre, ont augmenté le rendement par le *dry farming*, la sélection des semences. D'au-

(1) V. *supra*, p. 26.

(2) *Rapport gris bleu*, p. 20.

tres pays ont suivi la même voie selon leurs facultés naturelles et leur disponibilité en hommes et en capitaux. Les progrès de la technique ont influé, non seulement sur la production du blé, mais aussi sur nombre de produits, sucre, café, caoutchouc, et ont même contribué à la surproduction et à la baisse des prix. Principalement dans les territoires de vaste culture scientifique, il peut venir à l'idée qu'une restriction du travail serait bienfaisante.

Mais dans maintes régions, en France, notamment, la petite exploitation rurale domine. Le paysan a recours à une forte dose de travail humain et ne pratique guère la culture extensive. Même en période de crise, il souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Une réglementation du travail l'indisposerait donc violemment. On ne conçoit guère un fermier, en cas de menace d'orage, se préoccupant d'obéir à des prescriptions légales.

A supposer qu'on puisse édifier un régime très souple, resteraient les difficultés de contrôle. Les facilités de fraude bénéficieraient aux exploitants peu scrupuleux.

Admettons cependant qu'on surmonte ces obstacles. L'instauration subite d'une semaine de 40 heures mettrait les fermiers dans une triple alternative : augmenter le chiffre du personnel, accroître les capitaux, laisser des terres en friche.

Le recrutement de nouveaux travailleurs n'est pas aisé. Les chômeurs des villes sont de mauvais ouvriers des champs ; ces travaux leur répugnent. Leur déplacement se heurte à des résistances obstinées (1). En tout cas, il ne

(1) Adam Smith. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, I. I, ch. VIII « Malgré tout ce qu'on a dit de la légèreté et de l'inconstance de la nature humaine, il paraît évident par l'expérience que, de tous les bagages possibles, homme est le plus difficile à déplacer ».

pourrait s'agir que de travail saisonnier et, les mois creux, la plupart des emplois deviendraient vacants. Ou alors, on devrait songer à répartir sur toute l'année la durée moyenne des 40 heures ; la loi risquerait d'être inopérante, étant impuissante à empêcher les débauchages de fin de saison.

Des terres de fertilité médiocre ne sauraient entretenir un personnel plus nombreux, lorsqu'elles suffisaient tout juste à faire vivre quelques personnes. On n'embaucherait pas ; on congédierait même le domestique qui ne gagnerait plus son existence.

En outre, il est difficile de réglementer le seul travail salarié, d'accumuler les charges sur le fermier, en lui donnant licence de se surmener personnellement. On pousserait le paysan avare à rogner plus que jamais sur le salaire et la nourriture de ses gens.

On est porté, en conséquence, à encourager le cultivateur, sans étendre son personnel, à s'industrialiser, à améliorer sa terre par des engrais, par l'emploi d'instruments aratoires perfectionnés. Mais on rencontre l'obstacle déjà signalé du renchérissement des capitaux. Les nouvelles avances perdent vite tout leur intérêt et ne sont plus rémunératrices. Le rendement non proportionnel doit se faire sentir d'autant plus fortement que les capitaux additionnels deviennent plus onéreux.

Il ne reste plus à l'agriculteur qu'une issue : cultiver le plus possible lui-même, frauder la loi, recourir au minimum de main-d'œuvre en la rétribuant très chichement.

Des terres qui auraient requis de grands travaux, des capitaux constamment renouvelés, ne pourraient-elles plus être exploitées ? La nature reprendrait-elle ses droits sur

des hommes paresseux et impuissants qui renonceraient à la lutte ? (1).

On ne détermine pas si facilement l'individualité à la misère. Sans pousser le raisonnement jusqu'à ses déductions extrêmes, on peut penser qu'une crise agricole extrêmement grave se déclencherait. L'activité des exploitations ne pourrait être soutenue que par des moyens de crédit. Un endettement formidable en résulterait.

Dans un tel bouleversement, il est peu probable que la rente du propriétaire puisse être aisément payée. Le fermier, même sur des terres particulièrement fertiles, ou en s'acharnant à la besogne, ne parviendrait pas toujours à faire face aux obligations de ses baux.

Qui sait si l'impossibilité d'embaucher ou de garder un personnel abondant, ou de rémunérer des investissements considérables, n'acheminerait pas vers une décadence de l'agriculture ? Nul doute que sur certaines terres où des capitaux très importants ont été enfouis, les avances faites ne seraient plus couvertes. Quant au paysan indépendant, il continuerait à vivre mais non à prospérer.

La rente ne subsisterait donc que sur les fonds qui seraient le moins désavantagés par le nouveau régime ou qui y échapperaient. Ce ne serait pas fatalement les plus fertiles ou ceux dans lesquels les capitaux ont été le plus judicieusement incorporés. Il conviendrait d'examiner chaque espèce. Dans le prix de vente du produit se retrouverait à grand peine une marge au delà du coût de production pour la part du propriétaire.

De nos jours, les théories malthusiennes et ricardiennes se trouvent infirmées, tout au moins dans leurs formules an-

(1) Cf. Carey. *Principes de la science sociale*.

ciennes. La population ne fait plus de pression sur la production agricole qui, au contraire, grâce au progrès, a pris une large avance. Le coût de l'unité la plus chère ne fixe pas le prix du marché car il y a pléthore. La surproduction agricole a déjà entraîné ces dernières années un effondrement des prix que les gouvernements ont été impuissants à arrêter définitivement. Une semaine de 40 heures empirerait cette situation désastreuse. Le prix de revient se relèverait ; le cours des denrées ne progresserait pas proportionnellement et la rente disparaîtrait. D'ailleurs, même si quelquefois le propriétaire continuait à toucher son fermage, sa rente réelle baisserait car tout ce qu'il achèterait serait d'un plus haut prix. Il lui serait impossible de majorer le taux des baux en un moment de catastrophe générale.

La masse prolétarienne, obligée déjà de supporter la hausse des objets fabriqués verrait au surplus la totalité des subsistances dépasser son pouvoir d'achat. Elle restreindrait sa demande à l'extrême limite.

Les propriétaires jouiraient de revenus différentiels selon l'offre et la demande des services et des produits, mais extrêmement diminués. Le mécanisme de l'échange fonctionnerait très rarement en leur faveur.

On va objecter que le progrès scientifique viendrait peut-être fausser ces prévisions. Des inventions industrielles, des méthodes agronomiques inédites permettraient, sans augmenter la dépense totale, de s'accommoder d'un travail plus restreint.

Certes, des découvertes imprévisibles pourraient faire bénéficier la production de facilités croissantes de telle sorte que certaines exploitations reprendraient le service de la rente. Par contre, elles empêcheraient la résorption de la

surproduction et nuiraient aux terres sur lesquelles la technique nouvelle ne pourrait s'appliquer. L'ordre des cultures serait simplement modifié par le progrès scientifique. La fertilité doit s'apprécier d'après la valeur du produit qu'on en tire et non d'après les qualités intrinsèques du sol.

Ricardo n'aurait pu imaginer qu'un jour l'homme songerait à ne plus fournir le maximum de son temps et de ses forces et à ne travailler que 40 heures par semaine. Il aurait pensé alors à juste raison qu'il aurait fallu des améliorations culturelles extraordinaires pour qu'une population un peu dense puisse être nourrie !

Mais maintenant existe un excédent de production sur les besoins ; les cultivateurs endettés paient très mal leurs propriétaires. On s'évertue à faire renaître de bons prix en réduisant les ensemencements, en interdisant parfois l'usage de machines (1). Or le prix de revient excessif aggrave le mal au lieu de le guérir.

Une semaine de 40 heures ferait apparaître avec vigueur la solidarité entre classes, en unissant tous les citoyens en une commune détresse. La conception smithienne pourrait alors triompher, tout au moins momentanément. L'intérêt de la classe possédante ne serait pas constamment en opposition avec celui du reste de la société. Celle-ci regretterait qu'il y ait moins d'individus à portée d'acheter une plus grande quantité de choses de commodité, d'ornement et de luxe. Le propriétaire n'est pas toujours un « bon économiste », mais son monopole est encore le fondement d'un

(1) M. de Fréminville (*op. cit.* p. 516) mentionne que deux Etats producteurs de blé, aux Etats-Unis, interdisent la culture aux grandes sociétés, seules capables de faire usage de machines à grand rendement, qui coûtent extrêmement cher.

ordre que des réformes imprudentes ne doivent pas atteindre.

Cantonnons-nous maintenant dans le seul domaine de l'application d'une semaine de 40 heures à l'industrie et au commerce. L'incidence sur le sort de l'agriculteur étant moins directe, serait peut-être moins mortelle, mais fort grave cependant.

Par l'effet de la hausse des prix et de l'avilissement des pouvoirs d'achat, le public restreindrait sa demande de denrées agricoles. Bien que ces produits soient indispensables à l'existence, ce chef de dépenses dans un budget n'est pas incompressible. Il y a là cause non négligeable de baisse de prix.

Le cultivateur doit se pourvoir en articles fabriqués : vêtements, outils, instruments de toutes sortes. Il les paiera plus cher que par le passé, sera obligé de limiter ses achats. Son coût de production progressera à un certain degré, mais ne sera pas réalisé facilement dans le prix de vente.

Encore une fois, il sied de faire état de situations particulières. Tout déplacement d'équilibre nuit aux uns, favorise les autres. Quelques fermiers qui emploient un matériel sommaire, à entretien peu coûteux ou qui cultivent un sol naturellement très fertile ou particulièrement apte à fournir des fruits sur lesquels le consommateur portera sa préférence, seront quelquefois avantagés. Certains entrepreneurs bénéficiant de capitaux anciennement accumulés et amortis jouiront d'un léger monopole. La concurrence agira entre les diverses catégories d'exploitation pour laisser la primauté aux unes ou aux autres selon les besoins de la consommation, le prix des objets manufacturés, le coût d'entretien, de renouvellement ou de création des moyens de culture.

La tendance sera cependant un appauvrissement des campagnes, aucune force contraire ne venant ranimer la demande et permettre à l'agriculteur de recouvrer l'augmentation de ses frais.

Les représentants patronaux ont attiré l'attention sur cette évolution probable (1) : « Une augmentation des coûts de production dans l'industrie réduirait encore la demande des produits industriels de la part de la population agricole. Etant donné que le pouvoir d'achat de celle-ci est déjà extrêmement réduit, l'état de déséquilibre entre l'industrie et l'agriculture serait encore aggravé ».

Plus la législation devient généreuse pour une catégorie de citoyens — et la journée de 8 heures a déjà renchéri les produits industriels —, plus la classe non protégée en subit le contre-coup. En l'occurrence, la vie rurale, la vie paysanne, qui tient en France une si grande place n'en sera pas améliorée. Si l'industrie travaille à coût élevé, le peuple des champs contentera seulement des besoins indispensables, tout en voyant se fermer une partie des ses débouchés.

La réadaptation se fera bien un jour, mais après des souffrances multipliées, lorsque des agriculteurs auront limité leurs ensemencements, lorsque d'autres auront quitté leurs fermes, après une longue période d'abstention sur tous les marchés. Le paiement des fermages aura été fréquemment suspendu ; une révision forcée des baux aura été nécessitée parfois par les circonstances.

Au contraire, une industrie prospère, produisant abondamment et bon marché donne une impulsion énergique à

(1) *Rapport gris bleu* p. 17. C'est en outre l'avis du professeur Gustave Cassel (*Journal « L'Information »* du 5 janvier 1932).

l'agriculture. Celle-ci voit augmenter ses débouchés grâce au relèvement de tous les revenus. Elle se trouve à même d'acheter plus d'objets manufacturés, d'ériger à meilleur compte des constructions neuves, d'étendre l'emploi des machines.

D'aucuns seront d'avis qu'une semaine de 40 heures exercerait une influence immédiate sur le prix de la main-d'œuvre agricole. Le travailleur du sol, comparant son sort à l'ouvrier de la ville, revendiquerait sans tarder une augmentation de salaire. La dépopulation des campagnes revêtirait une intensité jusqu'alors inconnue (1).

Certainement, les prix des travaux de toute nature réagissent réciproquement. L'uniformité ne se réalise cependant jamais complètement. Les habitudes, la routine attachent les paysans à leur sol, à leur foyer, au genre de tâche qu'ils ont coutume de remplir.

Le déplacement vers les agglomérations industrielles est d'autre part fonction de l'état des affaires. Je ne puis croire que la réduction du travail engendre pour l'ouvrier urbain un tel bien-être, que l'exode des campagnes s'en trouve surexcité. Cette migration serait dans la réalité moins précipitée que certains le craignent. Le louage de services tendrait cependant à renchérir et à accroître la gêne.

Au point de vue de l'intérêt agricole, la semaine de 40 heures, même limitée à l'industrie, ne trouve aucun argument pour sa défense et doit être condamnée sans recours.

(1) Cf. G. Leduc. *La semaine de 40 heures. Revue d'économie politique*, n. 1539 : « Le coût de production agricole serait majoré par une augmentation des gains des journaliers, rendue nécessaire pour contrebalancer l'exode vers l'industrie des travailleurs attirés par des perspectives malaisément réalisables dans l'agriculture ».



Depuis plus d'un demi-siècle, le concept de rente s'est très sensiblement élargi.

Un sol n'est pas uniquement utilisé par le laboureur ou l'éleveur mais procure aussi des services d'emplacement. Des hommes d'affaires ont réalisé des gains énormes en tablant à coup sûr sur la hausse des terrains à bâtir et des immeubles. Ces profits ont pris des proportions considérables à la faveur des concentrations des établissements industriels et commerciaux en certaines régions, et de la réunion d'une population très dense en de vastes cités. Les loyers ont atteint des chiffres très élevés.

Or une semaine de 40 heures ralentit l'activité économique. Si l'équilibre entre production et consommation doit un jour se rétablir, l'essor futur en tout état de cause, sera sérieusement freiné. La réforme peut ménager quelques intérêts particuliers, mais bouleverse un grand nombre de situations acquises. Par exception, quelques industries peuvent encore s'étendre ou se fonder, mais beaucoup périclitent et disparaissent. Dans une société moins progressive, les bornes des spéculations se resserrent.

La réalisation des projets de construction rencontrerait des difficultés imprévues qui ne seraient guère propres à soutenir la valeur des terrains à bâtir. Des locataires, touchés dans leur pouvoir d'achat, se déclareraient prêts à renoncer à leur confort habituel, à loger dans des appartements plus modestes si leurs baux n'étaient pas modérés. Les fonds de commerce trouveraient difficilement preneur alors que la clientèle restreindrait ses achats. Les propriétaires urbains semblent être sévèrement touchés.

Quant aux possesseurs de capitaux, leur sort ne paraît pas devoir être beaucoup plus enviable.

Des machines très productives et très modernes pourraient peut-être parfois donner un revenu supérieur. C'est ce qui arriverait s'il devenait impossible d'en créer de nouvelles par suite de leur haut prix (1). Mais les frais nécessaires à l'entretien de l'outillage ancien tendraient à augmenter. Après usure, le remplacement en deviendrait plus coûteux. Etant souvent mis en œuvre 40 heures au lieu de 48, sa productivité diminuerait dans la majorité des cas.

Employer le capital fixe d'une nation pendant une durée moins longue du sixième n'équivaut pas à en détruire une partie en faisant travailler le reste aussi longtemps qu'au-paravant. En cette hypothèse la reconstitution du matériel supprimé serait bien plus rapide, car l'activité humaine ne supporterait pas d'entraves. En outre, certains propriétaires verraient leurs biens s'énéantir ; par contre, la valeur de rareté des instruments subsistants remonterait. Le revenu du capital total restant pourrait s'amoinvrir, mais chaque machine donnerait une rentabilité plus grande.

Lorsque tout l'outillage survit, mais est utilisé pendant des temps plus brefs, chaque instrument perd une partie de sa faculté d'assurer des services (2). Les possesseurs anciens se partagent alors une somme de rentes en dégression.

(1) D. Ricardo, *op. cit.* ch. II. *De la rente de la terre*, « Si l'excédent de produit qui forme la rente des terres est réellement un avantage, il est à désirer alors, que, tous les ans, les machines récemment construites deviennent moins productives que les anciennes. Cela donnerait, en effet, plus de valeur aux marchandises fabriquées, non seulement avec ces machines, mais avec toutes celles du pays ; et l'on paierait alors une rente à tous ceux qui possèderaient des machines plus productives ».

(2) Il convient aussi de noter que si la durée matérielle d'un capital employé désormais 40 heures par semaine peut se trouver allongée sensiblement, la durée de son utilité pourra rester invariable et même parfois s'évanouir subitement par suite de démodage ou de changement de goût du consommateur.

Sous un régime de travail limité, la productivité baisse en valeur et en quantité. Le chef d'entreprise, principalement en période décroissante de la richesse, ne peut englober facilement dans le prix de vente tous les éléments du prix de revient et ne pourra récompenser généreusement son prêteur. Il en découle que les dividendes servis aux actionnaires s'amenuiseront, que les cours de bourse reculeront.

La puissance d'épargne s'affaiblira. Les consommateurs, bien malgré eux obligés de comprimer leurs dépenses, songeront moins que jamais à s'infliger de nouveaux sacrifices (1). Les capitaux s'offriront donc moins sur le marché. D'ailleurs chaque industriel, commerçant, agriculteur, orientera ses ressources en premier lieu vers son affaire propre, et souvent plus pour accroître son capital circulant et faire face aux charges supplémentaires (salaires, matières premières, frais généraux divers) que pour effectuer des immobilisations. Il souscrira peu aux émissions nouvelles.

Celles-ci s'effectueraient alors à un taux plus élevé. Peu d'entreprises se créeraient, mais la demande d'argent frais resterait intense. Pour procéder à une étude approfondie sur ce point, il conviendrait d'entrer dans la série des cas individuels mettant en présence les besoins des épargnants et des emprunteurs, besoins variables avec l'état économique du moment et les catégories industrielles. Cette hausse de l'intérêt n'améliorerait pas le sort des épargnants, le chiffre des placements étant en recul marqué.

Sur le marché monétaire, l'intérêt doit être affecté par la hausse des prix. L'épargne réserve se tarirait en partie.

(1) M. Rist. (*Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*. 2^e partie. *Théorie de l'épargne*) a montré que l'épargne se forme par renoncement à un supplément de dépense possible, plutôt que par retranchement sur un niveau de dépenses de consommation déjà atteint.

Les encaisses particulières seraient moins abondamment garnies. Les sommes mises de côté en prévoyance d'événements graves, mort, accident, perte de revenus, seraient moins considérables. Les dépôts en banque seraient plus difficilement alimentés. L'escompte subirait donc une hausse. Des capitaux moins abondants, des difficultés de crédit forçant des liquidations devraient peser sur les prix pour en limiter la hausse. Mais, malgré le ralentissement des échanges, les entreprises maintiendraient leur demande d'avances aux banques.

Enfin, que deviendraient en de telles circonstances les variations du taux de l'intérêt se rattachant à la notion de risques ? La formation d'une épargne trop facile, anormale et artificielle et la multiplication de crédits qui l'accompagne pousse à la création des entreprises les plus aventurées jusqu'au jour où tout croule et où la confiance disparaît. Inversement, on pourrait admettre qu'une progression plus lente des richesses, obtenue grâce à la semaine de 40 heures, mettrait un frein aux spéculations trop téméraires. Néanmoins, vu la dureté des affaires, un règne de confiance n'aurait pas chance de renaître. L'excès de thésaurisation n'en serait pas atténué.

Je déplore, au point de vue moral, le trop grand développement pris par l'épargne les années passées (1). Je ne désire cependant pas qu'elle devienne insuffisante pour féconder tout un champ que doivent continuer à exploiter les qualités de prévoyance, d'initiative et d'invention des individus.

(1) Ch. Rist, *op. cit.* *Théorie de l'épargne*. V : « Ne nous arrêtons pas à la doctrine qui fait de l'épargne une vertu. L'épargne (ni du reste le travail) n'est morale par elle-même. Seul l'objet en vue duquel elle est faite peut lui conférer une dignité morale. Nous n'y voyons ici qu'un acte économique ».

Mais précisément, dans quelle mesure pourraient s'épanouir les capacités des chefs d'industrie ? Une semaine de 40 heures aurait plutôt pour effet de ligoter les entrepreneurs, de les rendre impuissants à recueillir la rente d'habileté à laquelle ils peuvent prétendre. Assurément, il est impossible de soumettre à des restrictions leur travail personnel. Leur tâche est rarement manuelle ; aucune force légale ne peut à aucun moment leur interdire l'entrée de leurs bureaux ou de leurs ateliers. De jour et de nuit, ils ont toute liberté de voyager pour leurs affaires, d'effectuer des calculs, d'échafauder des plans qu'ils mettront en exécution, en collaboration avec leur personnel, dès l'ouverture de leurs usines.

Le travail intellectuel pur ne sera jamais réglementé. L'artiste prend conscience de chefs-d'œuvre aux heures de flânerie. L'invention d'un savant est l'aboutissement d'une méditation ininterrompue pendant des années.

Non pas que j'aie l'intention de mettre ces hauts talents sur le même pied que la fonction industrielle — celle-ci est trop souvent exercée par une foule ignorante attachée aux seuls biens matériels ou à ses ambitions (1). Je veux simplement souligner par comparaison l'impossibilité de brider certaines activités humaines.

L'industriel fera donc bon marché pour lui-même des contraintes. Mais dès qu'il essaiera de réaliser ses desseins, il rencontrera la Loi sur son chemin. Ses belles ardeurs risquent de se trouver refroidies. Les réalisations se révéleront longues et coûteuses. Le progrès des sciences appliquées doit en être en certains cas découragé.

(1) Marshall, *op. cit.*, I. I, ch. V, par. 6 : « Un industriel ou un négociant est souvent stimulé beaucoup plus par l'espoir de vaincre ses rivaux que par le désir d'ajouter quelque chose à sa fortune ».

L'entrepreneur profite donc moins largement des conquêtes précédemment faites et n'est en outre guère stimulé à aller de l'avant. Quand il aura la suprématie sur les marchés, il songera quelquefois plus à jouir de ses monopoles qu'à faire œuvre nouvelle (1).

Quant à l'inégalité des capacités respectives des ouvriers, elle s'atténuerait en quantité et en valeur. Celui qui abat-tait plus de besogne à l'heure que son voisin aura un excédent moins grand qu'auparavant en fin de semaine. L'entrepreneur aura intérêt plus que jamais à rechercher les équipes les meilleures, à se débarrasser de l'ancien ouvrier marginal qui le met en perte, ou à essayer, s'il le peut, de lui imposer un salaire de famine. La rente différentielle des travailleurs les plus capables devrait tendre à décroître.

Toutes les rentes seraient donc entraînées à s'amoindrir avec la semaine de 40 heures. En général, en effet, l'amoncellement des obstacles à la production et les hauts prix ne peuvent favoriser les revenus de personne. Pour les faire se relever, il faudrait supposer un renouveau d'activité industrielle qui, dans les circonstances, est rendu beaucoup plus incertain.

(1 F. Bastiat, *Pamphlets, Baccalauréat et socialisme* : « Le monopole est ainsi fait qu'il frappe d'immobilisme tout ce qu'il touche ».

CHAPITRE VIII

Point de vue Monétaire

Certains auteurs, très épris de précision, pourront, sans se risquer à de véritables prophéties, affirmer que le prix de revient étant majoré de 20 %, la vie devrait croître de cette fraction (1).

Pour ma part, quoique respectueux de tout essai de prévision exacte, j'ai déjà exprimé l'avis que le coût de l'existence resterait très longtemps en retard sur ce chiffre, s'il l'atteignait jamais.

Dans un chapitre antérieur (2), j'ai cru bon de procéder à l'étude de l'incidence d'une semaine de 40 heures sur certains éléments — salaires et frais généraux — du coût de production afin d'en examiner les répercussions sur chaque catégorie de producteurs. J'ai émis l'opinion que les bases de calcul supposées devraient en de nombreux cas particuliers être l'objet d'une sérieuse révision. Les industriels s'efforceraient d'éluder les prescriptions légales, s'opposeraient au relèvement du salaire, s'ingénieraient chaque fois qu'ils le pourraient à obtenir un rendement supérieur, comprimeraient au maximum leurs dépenses de toutes natures.

Il convient donc de ne pas se fier à la rigueur des chiffres. On pourra principalement hésiter à y recourir si on

(1) M. Pinot (*op. cit.*, p. 60) : « La hausse des prix serait, selon toute vraisemblance proportionnelle à l'élévation des coûts de production et tendrait à atteindre elle aussi 20 % ».

(2) V. *supra*, chapitre IV. La semaine de 40 heures et la concentration.

essaie de scruter les fluctuations de la matière première au fur et à mesure de ses transformations.

Celle-ci, qu'elle soit blé, coton, laine, minéral ou tout autre produit est un fruit de la Nature à laquelle le Travail et le Capital ont apporté leur collaboration. Lors de la production d'origine, il est peu plausible qu'une augmentation très accusée se fasse jour. La main-d'œuvre agricole n'est attirée qu'à la longue par les hauts salaires de la ville. Le fermier n'émet pas immédiatement la prétention de retirer un plus fort revenu de l'utilisation de son outillage ; il ne réclame pas aussitôt une rémunération plus grande au delà de ses principales reprises.

Dès que la matière a fait l'objet d'un échange, un excédent de valeur en sus du travail et du capital incorporés aux produits ouvrés apparaît fréquemment. C'est là l'effet d'une force naturelle ou d'une qualité personnelle de l'entrepreneur, d'une chance heureuse, d'une situation privilégiée du vendeur. Or celui-ci n'exigera certainement pas de son acheteur un prix plus élevé en contre-partie de ces biens gratuits pour la raison que les autres éléments du prix de revient sont en hausse. Au contraire, il a été démontré précédemment qu'il sera obligé de réclamer moins, car la demande diminuant nuira à la rente et au profit.

En conséquence, aussitôt que la matière est à l'usage de l'homme et au fur et à mesure qu'elle circule, certains facteurs vont faire monter son prix, mais certaines résistances surgiront pour freiner un mouvement trop vif.

Si la loi n'est pas d'application internationale, la marchandise importée fera concurrence aux produits nationaux.

En ce qui concerne ces derniers, ils devraient normalement comporter une certaine augmentation selon les majorations de prix appliquées lors des manipulations succe-

sives. Plus celles-ci sont multipliées, plus le prix doit tendre à s'élever.

Certaines de ces variations opèrent suivant une progression géométrique. C'est le cas de la taxe sur le chiffre d'affaires, des frais d'escompte, des remises proportionnelles aux placiers, des profits des marchands — si toutefois ceux-ci ont possibilité de maintenir leur pourcentage de bénéfice afin d'adapter leur revenu au nouveau prix de la vie —. Il suffit d'une faible hausse au point de départ à raison progressive pour aboutir à une majoration sensible si le produit passe par un grand nombre de mains.

Mais les principaux suppléments s'incorporent à la marchandise par addition. Un renchérissement de la main-d'œuvre, une quote-part plus forte de frais généraux fixes se surajoutent simplement dans une fabrication donnée aux augmentations antérieures sans être calculés sur elles.

Néanmoins, le coût de production seul ne détermine pas le prix de vente. Sans doute, le chef d'entreprise ne peut éternellement vendre à perte. Il luttera avec la dernière énergie pour récupérer toutes ses avances.

Tout d'abord, nombre d'industriels ou commerçants ne sont pas des mathématiciens hors ligne et, dans leur désir d'effectuer des évaluations au plus juste, afin de mieux tenter le client, commettent de graves erreurs. Un prix de revient est éminemment variable et dans certains établissements très difficile à établir à l'avance avec une approximation rigoureuse. Les aléas d'une fabrication sont parfois formidables ; les commandes reçues sont insuffisantes pour alimenter la capacité de production de l'usine et opérer les amortissements indispensables ; des pertes imprévisibles de créances, des détériorations subites de machines surviennent. En période de concurrence intense, le producteur sera sou-

vent porté instinctivement à effectuer des prévisions inférieures à la réalité.

Le prix de revient serait-il calculé sans erreur que ce n'en est pas moins une tâche très dure, voire même impossible parfois, d'écouler le produit au prix coûtant. Si le consommateur ne dispose pas d'un pouvoir d'achat suffisant, il refuse d'acheter ou offre une somme dérisoire. Son fournisseur est alors obligé de s'incliner devant ses exigences.

Si la législation adoptée, conformément à l'avant-projet de convention élaboré par le B. I. T. excluait de son application certains petits établissements et certaines industries familiales, est-il vraisemblable que les exploitations réglementées aient possibilité de dicter leurs prix à leur clientèle ? (1).

M. Leduc (2) avance avec certitude que « à l'heure actuelle, les possibilités de réduction des profits se trouvent souvent très faibles et qu'il y a de fortes chances pour que la majoration des prix de revient se répercute sur les prix de vente ».

Le fait invoqué est exact, mais le coût de production ne constitue pas une limite infranchissable sur laquelle l'industriel défend ses positions sans jamais reculer. Ce n'est souvent qu'après des luttes et des pertes de longue durée qu'il réussit enfin à reprendre l'offensive sur une ligne quittée bien involontairement.

Quel que soit son désir de profit, il est contraint de tenir compte de la demande. Il ne peut fermer son usine à vo-

(1) E. Allix (*op. cit.* p. 460) : « La perte (pour le patron) sera d'autant plus grande et d'autant plus dangereuse pour l'avenir des ouvriers que se seront maintenues ailleurs d'autres entreprises qui auront échappé à la semaine de 40 heures et à l'augmentation des charges qu'elle entraîne et qui par conséquent continueront à vendre meilleur marché ».

(2) *Op. cit.* p. 1522.

lonté, dès qu'il est en déficit, attendre des jours meilleurs, ou diriger son activité et ses capitaux vers des productions nouvelles. Sans doute, le prix de revient constitue une base sur laquelle l'entrepreneur s'accrochera, mais cette base sera faible et risquera fort de s'effondrer.

M. M. Pinot a surtout essayé, grâce à des enquêtes intéressantes bénévolement fournies, de scruter les hausses probables du prix de revient et n'a pas entrepris l'étude détaillée du prix de vente.

Les prix de gros et de détail auraient tendance à se diriger vers la hausse, mais les variations n'en seraient pas constamment parallèles. Dans la détermination du prix, les possibilités d'achat du public agiraient ainsi que l'intensité de ses besoins (1). Chacun, dans son for intérieur, pèserait ce qu'il pourrait retirer de son revenu pour en obtenir le maximum de satisfaction, abandonnerait certaines consommations au profit d'objets plus modestes. En chaque individu se réaliserait une position d'équilibre.

Le producteur établirait la même balance pour effectuer l'emploi de ses capitaux. Il se demanderait s'il doit continuer à travailler dans des conditions lamentables, qui l'entraînent à la faillite. En général, il se résoudra à poursuivre ses fabrications, ayant peut-être l'espoir de voir la chance tourner, les circonstances lui devenir favorables et lui permettre un redressement au bord du précipice.

Il peut arriver, par l'effet d'une concurrence excessive, qu'à chaque stade de la production et de la distribution il en soit ainsi, que le prix de revient ne puisse être entièrement intégré dans le montant des transactions. La mar-

(1) J. Lescure (*op. cit.* p. 511) : « Si la monnaie joue un certain rôle dans la détermination des prix, l'offre et la demande tiennent à cet égard une place infiniment plus considérable ».

chandise, en fin de compte, supporterait une hausse fort éloignée du chiffre mathématiquement prévu. Incontestablement, lors de chaque échange, une augmentation de prix a tendance à apparaître et à s'amplifier. Mais qu'elle sera-t-elle en définitive ? Que deviendront les indices des prix de gros et de détail pour chaque article en particulier et pour l'ensemble ? C'est chose impossible à préciser de façon infaillible. Les forces respectives de milliers d'acheteurs et de vendeurs de produits et de services s'entrechoqueront sur les divers marchés pour aboutir à une majoration totale d'ampleur inconnue.

Si une hausse énorme était possible, qui ne voit en quel cercle infernal et absurde on serait entraîné ? Le retard des pouvoirs d'achat sur le coût d'existence donnerait matière aux plus violents conflits d'intérêts. L'ouvrier, même ayant conservé son salaire hebdomadaire nominal, en demanderait malgré tout le relèvement en vue de se procurer des jouissances à peu près équivalentes aux anciennes. Les co-contractants de toutes classes chercheraient à éviter l'effondrement de leur revenu au-dessous du niveau vital. On aperçoit ainsi un enchaînement sans fin de hausses continues incompatibles avec le maintien d'une monnaie saine.

Cette poursuite ininterrompue du revenu réel implique l'impossibilité absolue de l'appréhender jamais.

Les ouvriers présentent du reste une argumentation tout aussi vicieuse. Ils se sont intéressés à la théorie des pouvoirs d'achat en la dirigeant cependant dans une direction différente (1). D'après eux, « le chômage a pour conséquence une réduction du pouvoir d'achat de la masse des consommateurs, ce qui diminue les possibilités d'écoulement des

(1) *Rapport gris bleu* p. 15.

produits industriels et agricoles et a pour effet de maintenir et même d'accroître le marasme économique qui, à son tour est générateur de chômage ». La crise s'intensifierait donc sans cesse, réduisant toujours plus les revenus et l'économie ne pourrait jamais entrer en convalescence.

Comme conclusion, les adversaires et les protagonistes d'une semaine de 40 heures considèrent l'inflation inévitable.

Le patronat redoute que (1) « le maintien des salaires hebdomadaires conduise directement à une inflation dangereuse ».

Les ouvriers, à leur tour, prévoient le même effet à travers le budget si la réforme préconisée n'est pas adoptée (2). « Le chômage actuel impose des charges financières très lourdes aux Etats, charges qui compromettent l'équilibre budgétaire et risquent de conduire à une inflation dangereuse ».

Or les deux parties en présence attendent le remède à la crise d'une augmentation du pouvoir d'achat du consommateur.

Les défenseurs du prolétariat l'espèrent de l'accroissement du nombre de salariés. Si ceux-ci travaillent 40 heures au lieu de 48, le maintien de la production nécessite l'embauchage d'un plus grand nombre de bras ou l'emploi plus prolongé des chômeurs partiels. Le total des salaires progresse et exerce une heureuse réaction sur la consommation, point de départ d'un retour de la prospérité.

Ce ne sont pas cependant les salaires qu'il faut considérer mais les revenus qu'ils expriment. Supposons que les prix s'élèvent et que de nouveaux moyens de paiement permettent à la production de rester constante : Sa répartition

(1) *Rapport gris bleu*, p. 17.

(2) *Ibid.* p. 15.

pourra se trouver modifiée, mais le gain d'un consommateur sera la perte de l'autre. Si certaines indemnités de chômage sont supprimées le bénéfice en est pour le contribuable. Si le pouvoir d'achat total de la masse ouvrière ne change pas, certains travailleurs voient leur revenu diminué du revenu nouveau créé.

Enfin, si dans une période particulièrement favorable aux travailleurs, le prix de la vie, par l'effet de la concurrence ne progressait pas par hasard avec la rapidité des salaires réels, la masse améliorerait momentanément son sort, mais aux dépens du producteur qui, écrasé par le prix de revient, serait vite découragé et arrêterait bientôt son activité.

M. Leduc (1), tout en exprimant quelques réserves, s' imagine volontiers que ce transfert pourrait avoir « pour résultat un retour bienfaisant dans le cycle des échanges des sommes aujourd'hui thésaurisées ». Il faudrait donc que les épargnants préfèrent le maintien de leur train de vie à la conservation de leurs économies. Or il est peu probable qu'un très grand nombre se résolve à entamer ces dernières. La ferait-il, forcé par le besoin, qu'en tout cas, sa dépense irait à sa consommation courante. Il y aurait destruction de capital qui serait tôt ou tard épuisé et ne contribuerait que pour un temps à soutenir l'économie du pays. La diminution de la thésaurisation est surtout désirable si elle est la source de revenus permanents.

Ceux qui continueraient à vivre comme auparavant ne seraient pas toujours les personnes au bas de laine bien garni. Celles-ci s'imposeraient souvent de grands sacrifices pour conserver intactes des sommes péniblement gagnées. En contre-partie, nombre d'individus jouissant même d'un mé-

(1) *Op. cit.*, p. 1523 et 1526,

diocre crédit emprunteraient jusqu'à l'extrême limite de leurs possibilités, useraient même d'expédients pour satisfaire un peu plus longtemps des besoins dont ils ne veulent pas se passer. Un endettement encore plus considérable d'une fraction de la nation est fort dangereux pour la préservation de la stabilité sociale et économique.

Considérons un industriel. Ses ressources, jusqu'alors, le rendaient capable d'acheter une certaine quantité de matières premières, d'effectuer certaines payes, de supporter certains frais. Si le débit de son usine tombe du sixième, sa trésorerie peut encore se trouver suffisamment alimentée. Il acquerra plus cher moins de marchandises, il versera à peu près les mêmes salaires à son personnel, fera face à des dépenses sensiblement inchangées.

Mais si la production doit revenir au niveau ancien, ses moyens financiers deviennent insuffisants. Ses achats de toutes sortes, matériaux, personnel, services divers, vont exiger plus de capital. S'il ne possède pas des réserves, il sera obligé de recourir au crédit. Il sollicitera des avances près des banques, augmentera ses escomptes, contractera des emprunts dans son entourage. L'Etat interviendra en sa faveur pour pousser les banques d'émission à accroître artificiellement leurs crédits.

On n'échappe donc pas à ce dilemme : Ou bien le volume d'affaires se rétrécit, le pouvoir d'achat des consommateurs se restreint ; ou bien la production est redressée grâce à l'expansion du crédit. Celle-ci ne fait que maintenir l'activité économique. La mise en circulation de nouveaux moyens de paiement empêche la demande de décroître et soutient les prix, mais n'augmente pas les revenus réels et ne constitue qu'un secours temporaire apporté au producteur pour lui faire supporter un prix de revient trop élevé.

Pour déterminer une reprise économique à un tel moment, une multiplication extrêmement abondante d'instruments de crédit serait nécessaire. Une spéculation à la hausse favorisée par une ambiance psychologique peut mettre en branle ce mouvement. Mais dans ces conditions un krach est à craindre dans un proche avenir. C'est ce qui s'est passé aux Etats-Unis où la forte spéculation à la baisse du dollar et à la hausse des matières premières et des titres a abouti au mois de juillet à des déceptions.

Sans amplification de crédits, les patrons ne pourraient tirer le même revenu d'une production équivalente à l'ancienne qu'en maintenant le prix de revient ancien et en abaissant le salaire. Si l'activité économique, malgré tout, se ralentissait, ils ne pourraient conserver la valeur de leurs revenus qu'au détriment des autres catégories de consommateurs et en particulier de la classe ouvrière. Il y aurait une mutation qui leur serait favorable.

Cette dernière hypothèse supposerait une déflation énergétique de tous les éléments du coût de production, un affaiblissement très notable de la concurrence et des forces syndicales ouvrières. Le salaire horaire ne devrait pas se relever mais au contraire être encore comprimé ainsi que le prix de bien des services.

Or il est pratiquement impossible de tenter pareille déflation et c'est uniquement faire acte d'imagination que de concevoir la mise en œuvre d'un tel programme.

Le maintien du salaire, obstacle à l'abaissement du prix de revient, empêcherait l'établissement de produits bon marché. Les ouvriers, en violant systématiquement la loi du libre jeu des prix, perdent leur chance de favoriser la demande et manœuvrent de façon à la faire reculer.

Si le volume de crédit reste au même niveau, la généra-

lité des industriels sera contrainte d'écouler une production moindre et sera acheteuse de moins de main-d'œuvre et d'outillage. Elle majorera ses fabrications comme elle le pourra, n'ayant devant elle qu'un consommateur appauvri.

Tout n'est donc qu'illusion dans la thèse ouvrière. Il convient aussi de noter une singulière naïveté : « La semaine de 40 heures... assurerait... une production suffisante et donnerait en même temps aux ouvriers des loisirs accrus pour profiter de cette production » (1).

Constatons que ce n'est pas, hélas, à l'heure actuelle le temps qui manque à la population pour consommer, mais bien davantage les moyens !

En pleine période de prospérité, alors que la confiance semble inébranlable, que l'argent est largement offert, les entrepreneurs trouveraient des aides plus faciles pour répondre à un surcroît de dépenses, quitte à s'aventurer fort loin dans la voie du crédit et à déclencher plus tôt une réaction violente. Mais en un moment de marasme aigu, où les capitaux se cachent, où les banquiers sont hésitants, le développement du crédit ne s'opérera pas spontanément, presque aucun épargnant n'ayant l'espoir de voir fructifier son avoir en le versant aux mains de producteurs en proie à des embarras formidables.

L'Etat est alors appelé à intervenir pour sauver l'économie nationale en péril.

Des mesures bancaires spéciales sont prises. Lors de l'expérience Roosevelt en septembre 1933, le Congrès de l'American Bankers Association, réuni à Chicago, a aperçu le danger en face des tentatives faites par le Gouvernement

(1) *Rapport gris bleu*, p. 15.

pour amener les banques à se montrer plus libérales dans l'octroi des crédits afin d'assurer le succès de la N. R. A.

Si on ne recule devant aucun procédé pour empêcher le fléchissement de la consommation et de la production, un régime de 40 heures avec hausse du salaire horaire est incompatible avec une politique bancaire saine. Les banques refusant leurs avances, le Gouvernement fera en sorte de se substituer à elles. Il se fera au besoin céder par des banques des actions dans un but de recapitalisation et prendra la haute main sur les banques du pays. Il deviendra le grand dispensateur du crédit. Des mesures inflationnistes extrêmes sont même à craindre s'il rencontre trop de difficultés près du public dans le placement de ses obligations.

Le grossissement de la Dette publique, l'inflation de crédit par certaines opérations du Federal Reserve System (open market politic entre autres) sont des anesthésiques qui endorment le patient sans guérir son mal. Cette inflation, agissant mécaniquement sur l'ensemble des prix, ne met pas fin aux inégalités entre les niveaux des différents prix et laisse subsister un décalage uniforme entre les prix de gros et de détail.

Le stimulant momentané à l'activité économique que comporte une telle politique s'est exercé surtout à sauvegarder certains pouvoirs de consommation, à mettre obstacle à une régression trop prononcée de la production, mais l'équilibre des valeurs ne s'est pas rétabli pour autant. L'offre des produits est encore trop forte relativement à une demande ranimée à grand peine. La valeur du produit a encore diminué par rapport à un coût de production très notablement renchéri. Si les crédits sont insuffisants et que la semaine de 40 heures entraîne une forte réduction de la

production, le déséquilibre des valeurs se creusera davantage (1).

Il est impossible de penser que la réforme envisagée doit redonner la prépondérance à l'industriel sur le marché des produits. Le contraire est beaucoup plus probable. Un contrôle industriel raisonné ou une application concertée du « short time » peut passagèrement être efficace pour une industrie particulière, mais il n'y a rien à attendre d'une réduction uniforme du travail.

Comme résultat d'ensemble, l'action sur les pouvoirs d'achat d'ouvertures de crédits est donc assez restreinte, n'est propre qu'à entretenir une activité factice et transitoire à laquelle succèdera une nouvelle phase de dépression et de baisse.

D'autre part, les titulaires de revenus fixes étant irrémédiablement atteints par tout relèvement des prix, une source nouvelle de rupture d'équilibre apparaît.

Infailliblement, la continuation de telles pratiques doit entraîner tôt ou tard une dévaluation monétaire. Un abondan de l'étalon or équivaut alors à une vaste et soudaine déflation : le prix or de toutes les matières et de tous les services baisse.

Cette chute de la monnaie peut elle-même provisoirement encourager une reprise des affaires par suite des prévisions à la hausse. Le maintien trop prolongé de l'incertitude monétaire est cependant peu propre à maintenir

(1) J. Lescure (*op. cit.*, p. 401) : « Si les phénomènes de surproduction et de baisse générale des valeurs pouvaient s'expliquer par une réduction de l'utilité finale, la réduction de la production en période de dépression devrait amener une hausse de la valeur des produits car l'utilité finale, l'intensité du dernier besoin satisfait s'accroîtraient. Or il n'en est rien : La baisse de valeur se poursuit parallèle à la réduction de la production ».

l'effervescence et contribue bientôt à paralyser l'amélioration survenue. Des bases fermes manquent pour les transactions ; l'ignorance concernant la valeur future des créances n'incite personne à faire crédit. Une grande circonspection s'impose dans la conclusion des contrats. L'opinion publique réclame vite le rattachement à l'or.

Et, lorsqu'on aura stabilisé, il faudra bien, coûte que coûte « traverser une période plus ou moins longue de languissement et de paralysie » (1).

Ce schéma n'a pas été tracé en suivant l'ordre historique des événements américains. Je le crois cependant basé sur l'observation des faits passés.

Aux Etats-Unis, l'abandon volontaire de l'étalon or a précédé l'élaboration des codes industriels. Auparavant cependant, les interventions multipliées de la part de l'Etat, la création de la Reconstruction Finance Corporation au début de 1932, l'application de méthodes toutes artificielles pour empêcher l'effondrement de la structure économique et sociale du pays ont certainement été à l'origine de ce décrochage du dollar de sa parité métallique. Depuis, la politique interventionniste s'est poursuivie de plus belle et nul ne peut prévoir quel en sera l'aboutissement.

On aperçoit ainsi combien — même sans recours à une inflation directe, inconsiderée et beaucoup plus incontrôlable — un régime de 40 heures avec hausse horaire des salaires est d'un succès douteux et peut être dangereux par suite des amplifications de crédits qu'elle nécessiterait.

Les patrons ont donc à juste titre attiré l'attention sur les entraînements dont une telle réforme est la source.

Or les ouvriers répliquent que l'inflation est encore bien

(1) Ch. Rist, *La déflation en pratique*, p. 115.

moins évitable si la politique actuelle se poursuit. Le versement toujours renouvelé des indemnités de chômage, en mettant les caisses de l'Etat en déficit chronique, amènera inéluctablement un jour une baisse du change. Le grossissement de la Dette publique ne peut continuer indéfiniment.

Cette assertion est exacte. On peut toutefois répliquer qu'avec le régime des 40 heures, les dépenses de l'Etat croîtront aussi très fortement par suite de l'élévation des prix de revient de tous les grands services publics et que tous les traitements seront attirés vers la hausse. Il est peu concevable que des ressources nouvelles puissent facilement couvrir ces charges supplémentaires, les facultés contributives des citoyens devant se tarir.

Vraiment, on peut être alors saisi d'angoisse à la sombre vision qui pointe de tous côtés de l'horizon. A notre époque troublée, quoi qu'on fasse, la faillite de la monnaie serait donc au terme du parcours ?

Un remède existe cependant, mais les hommes n'ont pas le courage de l'appliquer. Il consisterait à s'attaquer aux causes générales de la crise dont le chômage n'est qu'un signe et une conséquence.

L'Etat doit secourir les chômeurs sans reculer devant de grands sacrifices. Ce serait une honte de balancer un seul instant entre la préservation de milliers de vies humaines et le maintien d'un budget en équilibre et d'une monnaie au pair.

Mais, lorsqu'il n'est pas trop tard, certains moyens devraient être utilisés pour atténuer la crise, ranimer les affaires, réduire le chômage et revenir à une politique monétaire saine.

Les partisans des 40 heures veulent faire quelque chose d'urgent et se lancent vers l'inconnu. Dans leur impatience,

ils repoussent les remèdes classiques et en appellent à une réglementation nouvelle. Certains précédents devraient cependant les inciter à la prudence.

Depuis la guerre, des entraves ont constamment été posées au rétablissement d'une position d'équilibre. Le pendule ayant oscillé trop amplement, on a pris peur des effets de sa chute vers le point mort; on a fait de tels efforts pour atténuer les chocs que tous les rouages du mécanisme ont été détraqués.

Il est de toute justice que les ouvriers ne se contentent pas d'une existence misérable près d'une classe encombrée de richesses. Cependant on ne peut nier que la fixation rigide de hauts salaires a découragé continuellement la production. Les patrons peuvent donc légitimement faire des vœux pour l'abaissement du prix de revient, afin de faciliter des productions nouvelles et accroître la demande du travail.

Mais pour eux-mêmes ils réclament la protection légale et se tournent vers l'Etat pour obtenir des contingentements et des facilités de crédit.

Ils ont déjà souvent maintenu des prix artificiels par leurs ententes, par leurs cartels, favorisés par le libéralisme de la plupart des législations.

Toute la politique des gouvernements a tendu à immobiliser les prix en s'appliquant à préserver autant que possible le revenu de chacun. L'Etat le premier, trop faible pour résister au flot montant des coalitions d'intérêts, a un mal inouï à réaliser quelques économies. Il doit donner à tous des garanties d'existence, aux fonctionnaires des traitements intangibles, aux ouvriers des salaires convenables; il doit assurer aux industriels le maintien de l'activité normale de leurs usines. Il en arrive à manipuler la monnaie au gré

des événements et selon la conception qu'il se forme de l'intérêt général présent. Sans dénier toute action à l'Etat dans le domaine social et économique, il serait désirable qu'il possède des vues plus larges de l'avenir et préfère parfois l'abstention à l'accomplissement de pareilles pratiques.

Comment s'étonner que les adaptations nécessaires n'aient pu s'opérer, que la crise se soit amplifiée, que certains puissent en concevoir la perpétuité ?

Ne serait-ce pas absurdité de préconiser une immixtion de l'Etat dans les contrats de travail, de rendre obligatoire l'observation des 40 heures, source nouvelle de multiples interventions en toutes matières et principalement dans le domaine du crédit. Des catastrophes privées ne sont en effet retardées qu'au prix d'une faillite monétaire.

Malheureusement, on se prend à douter que les classes d'une nation soient maintenant capables de se rallier sans passion à un vaste plan de rénovation économique comportant un énergique abaissement du prix de revient. Le public serait-il même fortement éclairé que le courage lui ferait défaut.

Les ouvriers craignent d'être dupes. Ils se sont toujours plaints de ne pas profiter suffisamment des progrès sociaux et se déclareront toujours lésés quelle que soit la part qui leur sera dévolue.

Je regrette très sincèrement que les lois naturelles soient implacables et que les bonnes volontés soient rares et impuissantes à en adoucir les rigueurs.

Il ne convient cependant pas de leurrer les masses en agitant à leurs yeux de vains espoirs. M. Leduc se demande « si la part de bénéfices réclamée par les ouvriers au cours de la période de prospérité qui a précédé la crise actuelle

n'aurait pas dû être plus considérable qu'elle ne l'a été » (1).

Sur ce terrain, la discussion serait longue. Etait-il possible de découvrir une méthode permettant d'attribuer à la classe ouvrière une fraction supérieure du produit social ? M. Rist l'a fortement souligné (2) : « Beaucoup de personnes paraissent s'imaginer qu'il existe un mécanisme social particulier par le moyen duquel le produit se partage entre les deux facteurs économiques « capital » et « travail ». Rien si l'on peut dire n'est plus indifférent au système économique où nous vivons que ce prétendu partage ».

En tout cas, la semaine de 40 heures ne pourra jamais atteindre ce but, car, en aboutissant à la faillite de la monnaie nationale, elle risquerait d'appauvrir la plus grande partie de la communauté. Elle allégerait peut-être le poids de certaines dettes, mais n'empêcherait pas tôt ou tard de nombreuses défaillances, aussi bien de débiteurs malheureux que de spéculateurs malhonnêtes.

(1) *Op. cit.*, p. 1513, en note.

(2) *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, 1933, 2^e partie. II. *Economie optimiste et économie scientifique*. 2. *La distribution des richesses*.

CHAPITRE IX

Point de vue International

Dans l'esprit de ses promoteurs, il est d'importance primordiale que l'application de la semaine de 40 heures tende le plus possible à l'universalité. Il serait en effet révoltant que quelques états industriels dissidents puissent, à la faveur de bas prix de revient, détourner la clientèle des nations qui auraient fait preuve de générosité dans le domaine social interne et de loyauté sur le plan international.

On peut concevoir un Etat isolé arrivant à ajuster son économie à une législation restrictive de travail. Il en résulterait cependant un recul marqué de sa situation mondiale.

Cet aperçu relève d'ailleurs un peu de l'abstraction pure car un peuple qui fait fausse route réagit souvent avant de se détruire lui-même. Il n'est pas néanmoins sans intérêt de se représenter ce mécanisme d'adaptation.

L'argument de « l'inondation », de « l'invasion » des produits étrangers, bien qu'ayant été invoqué plus que jamais depuis quelques années, n'a pourtant aucune base scientifique absolue et rigoureuse. Il est invraisemblable que des nations vouées à une activité intense consentent éternellement à exporter des marchandises vers des régions dont les habitants, dans le très noble but de consacrer plus de loisirs au perfectionnement de leurs facultés intellectuelles et morales, auraient laissé perdre une partie de leur puissance productive et seraient devenus impuissants à payer leurs achats. Il est probable que le pays vendeur se laisserait vite d'être le pourvoyeur d'un Etat s'adonnant aux délices

du progrès social, riche moralement mais pauvre matériellement. Voyant en outre périlcliter son industrie d'exportation par suite de la fermeture d'un débouché, il est à craindre qu'il n'use de sa supériorité matérielle pour réduire en servitude et coloniser un client un peu trop indolent. Le rayonnement d'une législation sociale avancée ne constituera jamais une monnaie d'échange.

Des innovations trop hardies présentent donc des dangers pour les nations qui s'y livrent. Il se trouvera des prédicateurs pour nous persuader que le Social doit primer l'Economique. Les nations ont cependant le devoir, sans chercher à asservir leurs voisines, de garder une place digne d'elles grâce au labeur de leurs citoyens. Vanter la bienfaisance morale d'une moindre opulence ne serait qu'un prétexte condamnable pour justifier une paresse et une médiocrité manifestes.

L'incidence d'une réduction de la durée du travail sur l'activité des échanges revêtirait des degrés de gravité différents selon la structure économique de chaque pays.

Ceux qui ont de longue date consolidé leurs richesses et sont fortement créanciers de l'étranger pourraient pendant un temps trouver des moyens de paiement pour combler un nouveau déficit de leur balance commerciale. Ils auraient le bénéfice d'un équipement moderne propre à produire abondamment pour soutenir la concurrence. Ayant souvent de larges exportations invisibles, fournissant de nombreux services d'assurances, de courtages divers, jouissant d'un marché financier fortement organisé, ils possèderaient plus de facilité pour obtenir des crédits et régler provisoirement leurs dettes par des ventes de titres, des remises de lettres de change, enfin supporter des sorties d'or. A la longue un équilibre se rétablirait, mais au prix d'un appauvrissement.

La stagnation industrielle pousserait certains citoyens à s'expatrier (1). Les remises ultérieures d'émigrants figureraient bien alors à l'actif de la balance des comptes, mais resteraient faibles en contre-partie de certains éléments du passif. Le commerce d'exportation serait irrémédiablement atteint. Le train de vie de toute une nation en supporterait la répercussion.

Les hauts prix décourageraient le tourisme. Certains services intellectuels renchériraient tôt ou tard. Les frêts tendraient vers la hausse, même si la loi de 40 heures laissait en dehors d'elle les entreprises d'armement. La consommation devrait se restreindre et les importations décroître. Si celles-ci continuaient à être entretenues à l'aide de crédits, la charge des intérêts pèserait lourdement dans l'avenir. Un jour le retrait des crédits à court terme mettrait la monnaie en péril. Ou bien, une crise violente éclatant, une baisse de tous les éléments du prix de revient s'effectuerait coûte que coûte. Dans ce cas, durant une longue pénitence, les conflits d'intérêts se donneraient carrière. De grands désordres seraient la rançon du rétablissement d'un nouvel état de choses. Des branches entières de l'industrie nationale risqueraient de périr en une telle tourmente.

Supposons maintenant une nation jeune, qui s'est jusqu'alors équipée par suite d'un afflux de capitaux étrangers. Elle a développé sa force de production, mais n'a pas encore porté au même degré sa capacité de fournir des ser-

(1) On pourrait croire qu'une législation sociale généreuse constituerait un pôle irrésistible d'attraction pour les étrangers désireux de jouir de ses bienfaits. Cette assertion peut, dans la réalité, très fréquemment se révéler infondée. Un rythme ralenti de l'activité humaine semble en effet peu propre à faire vivre une population très dense et à tirer le maximum des ressources naturelles et du capital national. Au contraire, les difficultés de la vie éloigneraient de leur patrie les individus dédaigneux du progrès social et désireux de mettre en pleine valeur leur énergie et leurs talents.

vices. Dans le passé elle a considérablement importé du matériel de toute nature, des machines, des objets fabriqués et sa situation est fortement débitrice. Il lui est indispensable d'accroître ses exportations pour se procurer un solde net de devises étrangères afin de couvrir toute une partie invisible de sa balance des comptes. Les conséquences de la mise en pratique d'une semaine de 40 heures vont alors être encore plus funestes. L'élévation de ses prix va la mener immédiatement à la faillite.

Plus un pays apparaîtrait solidaire des autres nations, plus, semblerait-il, l'effet d'une semaine de 40 heures serait nocif. Les Etats-Unis sont dotés d'un énorme marché intérieur ; ils ont toujours pratiqué un splendide isolement dans le domaine politique et économique. Sous les remparts d'une protection douanière énergique, ils ont constitué une certaine autarchie. L'Amérique aurait donc moins à souffrir d'un nouveau repliement sur soi-même, ses prix étant moins subordonnés qu'ailleurs à ceux des marchés internationaux.

Cette considération doit être mise en relief, sans être exagérée. Aucune économie complètement fermée n'a encore vu le jour.

On ne pourrait d'ailleurs induire de la situation toute spéciale des Etats-Unis la possibilité d'une application généralisée à tout l'univers de la réforme des 40 heures. La réduction du travail en ce territoire n'est qu'un seul élément d'une expérience gigantesque et complexe comportant notamment la baisse du dollar. Celle-ci exerce de son côté un stimulant sur l'activité des échanges extérieurs. Rien n'autorise encore à se former prématurément l'opinion que ce plan ait eu un succès éclatant et définitif.

La France est rattachée à l'étalon or, porte encore le far-

deau des désastres de la guerre, est débitrice pour de grosses sommes à l'égard de ses anciens alliés, a une lourde dette publique. La prudence lui commande de ne pas se mettre à la tête d'un mouvement social qui pourrait lui porter un préjudice énorme. Le respect de ses obligations est essentiellement dépendant du maintien qu'un courant d'échanges actif. Il serait regrettable que ses délégués gouvernementaux lui fissent jouer un rôle de pionnier qui n'est pas du tout de circonstance.

M. Leduc (1) est d'avis « qu'à défaut d'une ratification d'ensemble par les principaux pays industriels du monde, une nation solidaire de l'économie mondiale — comme la France — pourrait sans doute s'offrir le luxe d'un relâchement de son effort productif, mais certainement au prix d'un nouvel affaiblissement de sa situation économique dans le monde, d'un renforcement de son protectionnisme douanier déjà excessif et d'une rupture de son équilibre intérieur provoqué par un nouveau et brusque repliement sur soi-même ».

Pour ma part, je considère que si la France pouvait se payer ce luxe, il n'augmenterait pas son prestige et ne développerait pas son commerce. Le terme affaiblissement n'est qu'un euphémisme. Celui de décadence répondrait mieux à la réalité.

Une nation voit facilement rétrograder sa situation mondiale par négligence ou maladresse. Pour regagner le terrain perdu, il lui faut ensuite gravir une pente très dure. Le génie de notre race n'arriverait pas toujours à racheter les fautes commises grâce à un rendement humain supérieur, à des perfectionnements techniques extraordinaires, à des

(1) *Op. cit.*, p. 1501.

découvertes remarquables non susceptibles de faire école rapidement.

Un pays n'ayant plus à offrir à l'étranger qu'une maigre quantité de produits coûteux ne saurait guère prétendre qu'on le serve d'abondance. S'il donnait travail égal pour travail égal, il lui faudrait six semaines — en supposant des conditions de production à peu près équivalentes — pour recevoir de la nation vendeuse cinq semaines de ses fabrications ; ou bien six travailleurs créeraient une marchandise qu'à l'étranger cinq ouvriers suffiraient à produire.

Le mécanisme de l'échange n'est du reste pas si simple. Entre nations, encore bien moins qu'entre particuliers, le travail ne mesure les valeurs. L'échange dépend avant tout de l'offre et de la demande. L'intensité de celle-ci pourrait peut-être croître s'il y avait monopole de la partie adverse, mais le relèvement du prix de monopole pourrait souvent lui être nuisible. Certaines cultures que seul un sol ou un climat autorisent, des gisements particulièrement riches d'un métal très rare permettraient parfois à un Etat de ne pas subir un désavantage excessif. Il pourrait aussi profiter d'une extension de l'offre, conséquence d'une surproduction du pays étranger. Malgré tout, son industrie d'exportation devrait généralement pâtir ; le déséquilibre tendrait à s'accroître.

Un renforcement du protectionnisme découlerait fatalement de la mise en pratique de la semaine de 40 heures. Depuis la guerre, la répartition entre les différentes branches de la production et du travail, des capitaux et de la main-d'œuvre n'a pu s'opérer normalement. Toutes les frontières se sont hérissées des barrières douanières les plus infranchissables à l'abri desquelles des industries ont été en-

tretenues artificiellement. Celles-ci crouleraient si la production s'abaissait.

La réforme des 40 heures empirerait le mal. L'Etat serait porté à répondre aux appels de détresse de ses industriels. Il relèverait ses tarifs de douane, augmenterait le nombre et la rigueur des contingentements ; il continuerait à soutenir de tout son pouvoir l'activité d'établissements, qui, sans l'inflation des années passées, n'aurait jamais existé et qui n'ont pas leur raison d'être ; enfin il encouragerait par des primes un commerce d'exportation qui, abandonné à lui-même, sombrerait définitivement. Le budget poursuivrait son gonflement jusqu'à la débâcle finale.

Au point de vue politique, la formation d'une collectivité resserrée sur elle-même, relâchant les liens de solidarité économique qui l'unissaient aux autres nations, serait peu propre à favoriser de bons rapports internationaux. La recrudescence d'un nationalisme ombrageux en serait la conséquence. Tout système national d'économie s'accompagne de représailles, de guerres de tarifs. Les jalousies, les conflits d'intérêts, en prenant un caractère aigu, pourraient une fois compromettre la paix internationale. Les pacifistes de Genève n'ont sûrement pas pareil résultat comme objectif.

En période de prospérité universelle, toute nouvelle étape dans la voie du progrès social aurait chance de s'opérer avec moins de peine, même accomplie par un peuple isolé. La demande est alors très abondante, les débouchés sont nombreux. En tous lieux, les capacités industrielles sont occupées à plein rendement, et avec profit. Les institutions sociales les plus sujettes à caution rencontrent moins de prévention de la part des producteurs. Leur mise en œuvre est « digérée » plus facilement par toutes les économies.

Des échanges commerciaux intenses adoucissent les con-

tacts entre puissances. Un vif désir d'entente existe en tous domaines. Les gouvernements sont plus prêts à collaborer loyalement, plus enclins à apporter des tempéraments à leur régime protecteur.

Même en un tel moment, serait-il préférable de se montrer circonspect. Il convient d'examiner attentivement chaque cas particulier. Des mesures intempestives peuvent soudainement tuer un commerce jusqu'alors florissant. Sous prétexte qu'un superbe édifice économique a été élevé, il serait absurde d'en profiter pour en saper les bases.

Il est donc fort compréhensible, à l'heure actuelle surtout, que chaque Etat membre de l'O. I. T. refuse de faire cavalier seul et de mettre en application une réforme susceptible d'entraîner sa déchéance.

Cette argumentation ne fait que mettre en lumière la nécessité d'une entente internationale.

Supposons maintenant réalisée l'hypothèse d'une large communauté d'Etats industriels parvenant à conclure un accord et à appliquer simultanément la convention intervenue. La rivalité entre contractants ne s'exercerait pas pour autant selon les bons principes du « fair play ».

De grandes disparités existent entre des nations parvenues à une certaine égalité de technicité et de civilisation. Les unes, possédant des richesses naturelles d'exploitation facile, — telles des mines d'affleurement — n'ont pas eu besoin de recourir à une aussi forte dose de capital et de main-d'œuvre. Une industrialisation complète ne s'est pas étendue sur toutes les branches de la production. L'*optimum* de progrès scientifique n'est pas réalisé en tous les points d'un territoire, même lorsque ses habitants ont achevé une évolution industrielle complète. Une race a pu racheter par des qualités propres, par un travail plus opi-

niâtre l'ingratitude de son sol et de sa situation géographique. Ici, le travailleur est chichement rétribué et peu protégé législativement ; là il est largement rémunéré et bénéficie d'assurances sociales généreuses. Certaines nations sont à la limite de leurs facultés d'exportation et conservent leurs débouchés à grand peine. Le nivellement des conditions de la concurrence est loin d'être atteint. « Les différences de climat, de mœurs, d'usages, d'opportunité économique et de traditions industrielles », pour reprendre la formule du traité de Versailles (1), ne seront jamais supprimées. Des raisons d'ordre physique, atmosphérique, culturel, familial s'y opposent.

La supériorité de certains pays industriels a été parfois malaisément maintenue et est gravement menacée. Des nations plus jeunes se sont équipées selon les méthodes les plus modernes et ont surpassé le vieux continent. La puissance économique anglaise peut être citée à titre d'exemple, ayant été depuis quelques années sérieusement mise en échec par des pays plus progressifs.

Or ces inégalités, loin de s'atténuer, auraient tendance à augmenter, même si la semaine de 40 heures était appliquée consciencieusement et si les salaires étaient partout relevés dans une même proportion. Certaines armatures sociales et économiques pourraient en être violemment ébranlées.

Les pays à salaires élevés seraient encore plus handicapés sur les marchés internationaux. Ceux où la main-d'œuvre est à vil prix verraient leur prépondérance s'accroître, et ce d'autant plus qu'ils posséderaient une population surabondante et pourraient maintenir moins rigide le prix du

(1) Partie XIII, art. 427.

travail. Le besoin obligerait chacun à se contenter plus vite d'un niveau de vie très médiocre, quelque effort que le législateur fasse.

La France se trouverait en état d'infériorité indiscutable. Ayant des prix or exorbitants, elle ne peut bénéficier d'aucun dumping de change. Son équilibre a été péniblement rétabli et reste encore précaire. Les coûts élevés de sa production contribueraient à amplifier le déficit de sa balance commerciale. Celle-ci justifie cependant toutes les inquiétudes.

Enfin, une régression de l'activité nationale peut précipiter l'exportation des capitaux. Ayant moins de possibilités de les employer fructueusement et avec sécurité les capitalistes les feraient fuir à l'étranger (1). Ils n'éprouveraient aucune envie de consentir des prêts aux industriels du pays. La peur d'une nouvelle chute de la monnaie précipiterait ce mouvement.

La France, sous ce rapport, aurait tout à craindre. Des demandes énormes de francs ont surgi en 1926 lorsqu'une vague de confiance s'est déchaînée sur notre monnaie. Les fonds provenant de l'étranger n'ont pas toujours été rapatriés et ont trouvé provisoirement un abri sûr dans les banques françaises.

Il est peu probable que les déposants consentent à investir ces capitaux dans une industrie en détresse. Perdant tout

(1) Marshall, *op. cit.*, 1, VI, ch. XIII, par. 5: « Mais des méthodes pour faire hausser les salaires, lorsque ces méthodes créent un niveau plus élevé de confort par des moyens qui diminuent plutôt qu'ils n'augmentent l'activité productrice sont des méthodes si antisociales et si imprévoyantes qu'elles méritent un prompt châtement. Si plusieurs pays adoptaient de semblables méthodes, les autres pays s'attachant à élever le niveau de la vie et de l'activité productrice verraient promptement aller vers eux une grande partie du capital et des meilleures forces vitales des pays qui suivraient une indigne politique restrictive ».

espoir d'en retirer un revenu durable, ils se hâteraient de les exporter à vive allure, au grand dam de notre unité monétaire.

Le patronat prétend donc que « l'uniformité de la durée du travail, si elle n'est pas accompagnée de l'uniformité des salaires et des autres conditions ne peut assurer l'égalité entre les nations » (1).

Peut-on raisonnablement songer qu'il sera un jour possible d'égaliser les conditions de la production dans l'univers ? Si par extraordinaire un projet de convention tendant à cette fin était signé et ratifié, il n'en découlerait pas l'égalité des prix de vente. Leurs fluctuations resteraient déterminées par les millions d'échangistes qui opèrent sur tous les marchés. Les peuples, désireux d'assouvir par tous moyens leurs passions de domination, d'expansion politique et économique, les dérégleraient souvent sciemment.

On doit donc présumer, pour l'instant, que tout projet de convention comportant une semaine de 40 heures ne serait ratifié que par un petit nombre de membres de l'O. I. T. Les vicissitudes de la convention relative aux 8 heures sont à cet égard particulièrement instructives.

La loi française du 23 avril 1919 avait largement anticipé les clauses du Traité de Versailles et la Convention de Washington. Elle renchérisait même à l'avance sur cette dernière en étendant son champ d'application à tous les établissements commerciaux. Malgré le mouvement social intense qui sévissait après guerre, la convention des 8 heures a été suivie de ratifications peu nombreuses et peu empressées. Notre pays jusqu'à ce jour n'y a apporté qu'une signature conditionnelle. La semaine de 48 heures, appli-

(1) *Rapport gris bleu*, p. 18.

quée en France avec une promptitude dont certains ont pu prendre à juste titre frayeur, n'a néanmoins pas encore terminé son extension. Quelques catégories d'entreprises — il est vrai en petit nombre — n'ont pas été l'objet de règlements d'administration publique.

Il a fallu attendre la Conférence de 1930 réunie à Genève pour assister à l'adoption d'une convention réglementant la durée d'emploi dans le commerce et les bureaux. C'est en 1931 seulement que le travail dans les mines de charbon a fait l'objet d'un projet de convention (1).

Ainsi, plusieurs textes viennent seulement d'être élaborés. Il est de plus en plus évident que les ratifications les concernant se succéderont à intervalles éloignés. Une œuvre de très longue haleine reste à accomplir rien que pour consolider les accords anciens. Les nations rencontrent de vives résistances à la prise de mesures d'ordre interne conformes aux décisions internationales intervenues. En admettant que, par suite d'un entraînement collectif, les trois avant-projets rédigés par le B. I. T. soient adoptés lors de la prochaine session de la Conférence du travail, il apparaît fort présomptueux de croire que les Etats membres se hâteraient d'y adhérer aussitôt. La première nation qui agirait ainsi ferait preuve d'une naïveté coupable ; seule une faiblesse insigne la ferait céder à la pression des foules.

Vraiment, peut-on faire grief à un peuple d'opposer un refus à des dispositions nuisibles ? La confusion actuelle incite plus que jamais à la prudence. Il est naturel que chaque nation se place au point de vue de son intérêt propre et se méfie du voisin.

Un chef d'Etat cherche à assurer la prospérité des ci-

(1) V. *supra*, p. 37.

toyens avant d'embrasser avec ardeur l'idéal internationaliste. Son devoir est d'être réaliste et de ne pas se fier aveuglément à des accords très vastes, partant très fragiles.

Avant même la réunion de la 17^e session de la Conférence internationale du travail, M. R. Courtin écrivait (1) : « Vraie ou fausse, la conception à peu près universellement admise d'après laquelle une réforme de cet ordre ne peut être appliquée sans danger qu'à la condition d'être internationalement adoptée paraît constituer présentement un obstacle insurmontable puisque l'Angleterre manifeste sa ferme intention de conserver les mains libres. »

Les événements ultérieurs ont donné raison à cette opinion. Même si un projet de convention était voté en 1934, le succès éclatant de la semaine de 40 heures resterait fort incertain. Quelques pays seraient peut-être amenés à ratifier. Ils ne le feraient en général que conditionnellement, comme par le passé. Certains Parlements, dans l'ambiance d'un brouillard de mystique sociale, sous l'aiguillon des appétits électoraux, se laisseraient peut-être entraîner à consacrer législativement le principe nouveau.

Viendrait ensuite une mise en œuvre semée d'inconvénients multiples. Afin d'y pallier, des échelons successifs d'application seraient prévus.

Or, une procédure prudente n'empêcherait pas la semaine de 40 heures d'avoir de tels effets que les pouvoirs publics seraient les premiers contraints à ne pas tenir la main à une observation stricte.

Les inspecteurs du travail n'aperçoivent pas toutes les fautes commises et hésitent aussi quelquefois à mettre en branle l'appareil répressif. Les syndicats les plus acharnés

(1) *Op. cit.*, p. 528.

à la lutte des classes ne sont pas constamment sur la brèche contre le patronat ; fréquemment, de graves infractions restent impunies. Une réglementation très sévère n'empêcherait pas un *modus vivendi* de s'établir entre administrateurs, groupements et individus afin de s'accommoder du régime. Lorsqu'une nation s'est aventurée très loin et constate qu'elle a fait fausse route, elle fait volontiers tomber en désuétude des prescriptions promulguées en un élan de générosité irréfléchi et n'en fait qu'un simulacre d'application.

Il faut avouer que les peuples, comme les individus, sont plus ou moins scrupuleux. Parfois, pénétrés de nobles sentiments, ils ont le souci de respecter leurs engagements. En d'autres circonstances, ils cherchent par tous les moyens à éluder des obligations coûteuses, tout en se réjouissant que leurs concurrents remplissent les leurs et n'en retirent que misère.

La fraude des particuliers s'épanouirait donc à l'aise. Les Etats la couvriraient de leur indulgence et dissimuleraient à la face du monde qu'ils la stimulent illicitement.

Des incorrections fleurissant en tous points du globe, masquées hypocritement par des formules législatives inopérantes semblent peu susceptibles de répandre plus de moralité sur les relations internationales.

Les réclamations adressées au Conseil d'administration du B. I. T. seraient la source de conflits qui ne feraient qu'exacerber un peu plus certains nationalismes agressifs. L'impuissance des organisations internationales à appliquer des sanctions ne relèverait guère leur autorité.

Les ouvriers ont proposé que des inspecteurs internationaux soient créés et mandatés pour relever les infractions. Cette idée est fort éloignée des réalités pratiques. Je ne puis

croire que les Etats acceptent avant longtemps pareils agents de police et que ceux-ci, oublieux de leur nationalité d'origine, puissent aisément faire taire leurs préférences et leurs sentiments personnels et exercer un contrôle délicat avec impartialité et indépendance. L'intrusion de ces nouveaux fonctionnaires augmenterait encore les méfiances.

Selon toute probabilité, une union élargie de pays industriels, membres de l'O. I. T., acceptant la semaine de 40 heures, excluerait entre autres la Grande-Bretagne, le Canada, l'Inde et le Japon.

La concurrence japonaise peut s'atténuer dans l'avenir, les ouvriers japonais commençant à s'organiser contre les bas salaires et les journées de travail trop longues. Pour l'instant, elle sévit dans toute sa rigueur. La politique d'inflation qui a fait en un an tomber le yen de 9 fr. à 5 fr. a déterminé une activité d'exportation très préjudiciable à certaines puissances. Allons-nous offrir au Japon, pour reprendre l'expression de M. le doyen Allix, « une prime pour nous écraser ? » (1).

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que nombre d'Etats, et non des moindres, ne font pas partie de l'O. I. T.

L'U. R. S. S. a certainement accru sa capacité productive en d'énormes proportions. Le fameux plan quinquennal, s'il n'a pas répondu à tous les espoirs de ses promoteurs est incontestablement parvenu à équiper un immense territoire dans des conditions qui peuvent légitimer toutes les appréhensions.

Les Etats-Unis, bien qu'ayant figuré dans l'annexe du Pacte de la Société des Nations, n'a jamais fait acte officiel d'adhésion. Ce grand pays entretient des relations offi-

(1) *Op. cit.*, p. 460.

cieuses ou de caractère privé avec le B. I. T., mais celui-ci n'a aucun titre pour y exercer son autorité. Lors de la Conférence préparatoire tripartite, le consul américain à Genève a simplement été chargé de se tenir avec elle en contact étroit.

Cependant, c'est ce pays qui vient de montrer l'exemple en mettant en vigueur une semaine de 35 et 40 heures. Il semblerait donc que les membres de l'O. I. T. resteraient en retard sur cette nation dissidente. La politique américaine du travail est cependant éloignée de la conception cosmopolite développée à Genève.

Aux Etats-Unis, l'introduction d'un régime de travail réduit ne s'est pas opérée par voie législative directe. Le président Roosevelt s'est fait remettre des pouvoirs dictatoriaux par le Congrès. Il n'a en aucune façon édicté de semaine de 40 heures obligatoire pour tous.

Ce sont les représentants qualifiés de chaque industrie qui rédigent les codes et les font accepter par la N. R. A. Ces chartres ne prévoient pas une durée uniforme de travail. Lors de leur élaboration, il est tenu compte des situations particulières. La fixation de salaires minima n'implique pas un relèvement général de leur taux horaire. Beaucoup d'ouvriers ont à perdre de l'exécution du programme du « new deal », même si les sommes globales distribuées à la foule des travailleurs augmentent en volume (1).

Sans doute, le code type ou « blanket code » offert à l'agrément des employeurs, contient des clauses qui forcément tendront à devenir la règle : engagement de ne pas faire travailler les employés plus de 40 heures par semaine, tout en maintenant l'entreprise ouverte au moins 52 heures

(1) Pour plus de détails, cons. l'étude précitée de M. P. Martignan.

par semaine (si ce minimum était atteint avant le 1^{er} juillet 1933) ; de ne pas faire travailler les ouvriers plus de 35 heures par semaine et plus de 8 heures par jour.

Mais les patrons — sous réserve de l'approbation de la N. R. A. — ne sont pas tenus d'adopter ces chiffres. En outre, ils peuvent prévoir des augmentations saisonnières. L'Etat exerce son action en dirigeant, en réglementant l'économie par l'intermédiaire des groupements d'entreprises. Les codes, enfin, ne sont établis que pour une période assez brève (un an ou deux en général).

Ce vaste plan de rénovation économique, malgré l'autoritarisme qui y préside, laisse tout de même place à une certaine dose de liberté du côté des intéressés. Il exprime une formidable ambition des dirigeants de façonner la matière économique toute entière. Il est cependant en bien des aspects plus modéré que le programme simpliste que nous soumet l'O. I. T., passe-partout applicable à l'univers.

Naturellement, les partisans de la semaine de 40 heures se défendent de proposer une réforme rigide. Dès le début du mouvement, A. Thomas (1) ne l'envisageait que pour les industries les plus mécanisées.

Mais il est indéniable que la réforme a pris par la suite un caractère beaucoup plus sévère et général.

Les délégués gouvernementaux, ayant pour principal souci de ne pas trop se compromettre, ont fréquemment présenté diverses réserves touchant la durée de la réglementation et le champ d'application de la réforme.

Par contre, les délégués ouvriers ont fait tous leurs efforts pour faire déborder la semaine de 40 heures sur tous les terrains de la production, agriculture comprise (2), et pour

(1) V. *supra*, p. 23.

(2) V. *supra*, p. 95.

limiter au minimum les exceptions et les dérogations. Nul doute que leur arrière-pensée ne soit de prévoir des modalités d'application des plus étroites.

Quant au B. I. T., il n'ose faire preuve de trop d'audace. Il proclame (1) que les conventions en perspective sont destinées avant tout à remédier à la crise actuelle. Il en prévoit la dénonciation à l'expiration d'une période de 5 ans et la révision au bout de 3 ans.

Qui peut vraiment se bercer d'illusions sur la possibilité de remettre en chantier de tels accords ?

Le monde ouvrier n'abandonnera jamais une semaine de 40 heures conquise même à titre très provisoire. Les conséquences en seraient-elles les plus pernicieuses qu'il opposerait quand même une fin de non-recevoir catégorique à toute velléité d'abrogation. « Ce n'est pas la loi qui n'est pas bonne ! C'est l'application, qui en est mauvaise ! C'est la ruse des patrons qui l'a fait échouer ! Si le désordre s'est accru c'est que les 40 heures doivent encore être réduites ! »

Quelques années après la promulgation de la loi de 1919, M. Philippart déclarait cependant (2) :

« Si, contrairement à mes prévisions, il était démontré par l'expérience que 8 heures de travail ne suffisent pas à la vie du monde, les ouvriers accepteraient de bonne grâce d'allonger leur effort, dans la mesure qui serait reconnue nécessaire ; car vivre c'est le besoin essentiel, c'est l'intérêt impérieux, c'est la loi suprême. »

Malgré tout, je demeure sceptique et j'ai peur que les

(1) *Rapport gris bleu*, p. 158.

(2) *Op. cit.*, p. 28.

masses ne reconnaissent pas si volontiers leurs erreurs. Le feraient-elles par extraordinaire que la France aurait été auparavant grièvement blessée. Sa situation internationale se serait effondrée ; son niveau d'existence aurait rétrogradé misérablement.

CHAPITRE X

La Semaine de Quarante Heures et le Chômage

D'aucuns jugeront peut-être étrange que mes préoccupations aient à peine effleuré la question du chômage. La solution de ce problème a été cependant le principal, sinon l'unique objectif du B. I. T. et des conférences, lors des débats sur la semaine de 40 heures. Avec une persévérance obstinée, les protagonistes de la réforme se sont évertués à convaincre leurs adversaires qu'ils avaient découvert un des meilleurs procédés pour réintégrer les chômeurs dans le processus de production.

Pourtant, je n'ai pas pris un simple plaisir intellectuel à scruter les réactions des phénomènes et je me suis en maintes occasions soucié de la personne même du travailleur. Je désire ardemment que celui-ci gagne son pain, mais je suis d'avis de le mettre en garde, grâce à une étude réfléchie, contre l'expérimentation d'une thérapeutique ignorée.

Je me méfie des objurgations ardentes de tribuns qui se figurent faire revenir l'aisance au foyer de l'ouvrier par des trouvailles ingénieuses. Sans vouloir contester leur chaleur de sentiment, je refuse de les suivre sur la fausse piste où ils s'égarent. Ni un élan populaire, ni quelques arguments trop faciles ne peuvent suppléer au raisonnement scientifique pour démêler l'écheveau dans lequel le monde est embarrassé.

Persuadé que la résorption du chômage découlerait natu-

rellement de l'atténuation de la crise, j'ai eu pour ligne de conduite au cours de ces réflexions, de me tenir au cœur des phénomènes. De cette façon, un examen purement économique devait en fin de compte me dicter la conclusion.

Une étincelle opérerait-elle le démarrage de notre économie que le chômage rétrograderait de lui-même. Mais, hélas, la semaine de 40 heures ne la fait pas jaillir ! Elle n'augmente pas les pouvoirs d'achat de la masse, elle ne déclenche pas une reprise d'affaires durable, elle écrase le producteur. Je ne vois vraiment pas comment le consommateur, placé devant des prix en hausse va pouvoir multiplier ses achats ; comment l'employeur, en face d'une main-d'œuvre renchérie, va embaucher du personnel.

L'O. I. T. est hypnotisée par la question du chômage et, dans l'espoir d'en trouver le remède, prête une oreille attentive à toutes les suggestions. Certains hommes, cependant, non suspects de partialité à l'encontre de la classe ouvrière, ont eu conscience de la complexité de l'œuvre à poursuivre et de l'impuissance de l'Institution de Genève à résoudre toutes les difficultés. A. Thomas, entre autres, n'a pas ménagé ses appels à la Société des Nations afin qu'elle examine le côté politique et économique des problèmes. Il s'est montré profondément perplexe en certaines circonstances et n'a pas cru prendre une position intransigeante sur la question des hauts salaires.

La compétence de l'O. I. T. est avant tout sociale (1). Sous

(1) Pour la délimitation de la compétence de l'O. I. T. en matière économique, cf. l'avis très nuancé de la Cour Permanente de Justice internationale du 12 août 1922, cité au ch. VII, et provoqué par le gouvernement français. Celui-ci avait demandé si l'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole et l'étude de toutes autres questions de même nature rentraient dans la compétence de l'O. I. T. La réponse de la Cour concerne toute forme d'industrie et met en lumière la connexité entre le Social et l'Economique.

prétexte que le chômage est du point de vue objectif l'aspect social du déséquilibre économique, elle ne peut légitimement prétendre réformer l'organisation économique tout entière et réglementer toute la production. Mais il est indispensable qu'elle ne se désintéresse pas des conséquences économiques d'une réduction du travail et essaie attentivement de discerner si, en dispensant plus de loisirs aux travailleurs, elle ne risque pas de plonger l'humanité dans la misère. Seul l'économiste peut répondre à pareille interrogation.

Les partisans de la réforme ne s'inquiètent pas seulement du chômage de crise qui sévit actuellement. Ils ont des visées beaucoup plus audacieuses de rénovation sociale et déclarent apporter aux générations futures la guérison définitive du chômage dit « technologique » : les machines auraient maintenant une productivité telle que l'ouvrier serait chassé de son emploi sans espoir de retour si la loi ne venait pas raccourcir les tâches pour assurer du travail à tous.

Toute une partie de la population, réduite aux secours d'assistance, serait-elle donc désormais condamnée à contempler le travail d'autrui ? (1).

Il devient encore superflu de démontrer que pour l'instant, la semaine de 40 heures est néfaste et aggrave la crise sans redistribuer équitablement les emplois et les produits. Malgré ces conséquences immédiates malfaisantes, cette réforme est attirée fatalement, irrésistiblement par toute l'évolution des faits économiques et sociaux. L'opposition ac-

(1) Marshall, *op. cit.*, 1, VI, ch. II, par. 2 : « Peu de gens savent à quel point ils se plaisent à un travail modéré jusqu'à ce qu'un événement les mettent dans l'impossibilité de travailler ».

tuelle est inutile et vaine. Quant à l'équilibre, il se rétablira plus tard.

A ce déterminisme social, on peut répliquer qu'il serait peut-être préférable de ne pas devancer la marche des événements et d'attendre du cours naturel des choses et de l'initiative des individus et des groupes le régime de travail de l'avenir. A quoi bon volontairement s'infliger une période de transition pénible ? Le législateur n'a pas en tout cas à favoriser une politique dont les effets semblent se révéler cruels.

Mais la preuve de « l'existence indéniable » (1), selon l'expression de la classe ouvrière, du chômage technologique, n'a pas été apportée.

Le B. I. T. s'est penché longuement sur ce phénomène. Dans le rapport à la Conférence préparatoire tripartite (2), des statistiques tirées de revues étrangères, nous énumèrent les pourcentages d'augmentation de production par employé dans certains pays industriels, pendant les années d'après guerre. Ces chiffres peuvent du reste n'être acceptés qu'avec réserve. L'augmentation de la production, après la tourmente de 1914-1918 n'a peut-être pas été seulement due au progrès technique. La nécessité de réparer les désastres et de répondre aux besoins a naturellement poussé au maximum le rendement des forces humaines et des forces mécaniques (3).

(1) *Rapport gris bleu*, p. 15.

(2) *Rapport blanc*, p. 20 et s.

(3) M. M. Lacroix estime très exagérées les statistiques de rendement par homme de 1924 à 1929. D'après lui, la production augmenterait assez régulièrement depuis cent ans de 2,8 % par an dont 1,20 dû à l'augmentation de population et 1,60 à l'augmentation par tête résultant du progrès industriel (V. *op. cit.*, p. 232, la comparaison de l'augmentation de production pour la période d'après guerre dans les principaux pays industriels).

La Conférence préparatoire tripartite a reconnu elle-même qu'en cette matière des informations précises manquaient. Par 41 voix (21 gouvernementales, 19 ouvrières, 1 patronale) contre une voix gouvernementale elle a adopté une résolution envisageant la communication périodique au B. I. T. par les gouvernements de renseignements à ce sujet établis sur une base aussi uniforme que possible.

Ce sera sans aucun doute une mission très délicate que de mener ces enquêtes, de les effectuer partout selon la même méthode et d'en synthétiser les résultats pour en tirer une conclusion sûre.

Ce problème du renvoi de l'ouvrier par la machine mériterait une étude très longue. Le cadre de cet ouvrage ne me permet pas de reprendre et de discuter toutes les opinions des économistes depuis la première moitié du XIX^e siècle. La célèbre controverse entre J.-B. Say et Sismondi est présente à toutes les mémoires. En second lieu, je me soucie peu de vaticiner sur la structure économique future : tout le monde l'ignore totalement.

Je ne vais pas cependant jusqu'à dire avec Stuart Mill (1) « qu'il est douteux que toutes les inventions mécaniques aient diminué la fatigue quotidienne d'un seul être humain ». En 1934, une telle opinion serait vraiment trop en contradiction avec les faits. Mais j'avoue mon scepticisme concernant ce règne de richesses et de loisirs que certains pseudo-économistes nous font entrevoir.

Les découvertes scientifiques, les inventions de machines épargnent l'effort humain et sont en elles-mêmes un bien. Lorsque l'ouvrier est renvoyé, il pourra d'autant plus trouver à s'employer ailleurs que le bon marché aura libéré une

(1) *Op. cit.*, I, IV, ch. VI, par. 2.

traction de pouvoir d'achat susceptible de faire naître une demande de produit, partant de travail. Un salaire est perdu momentanément, mais le profit accru du metteur en œuvre de la machine, l'intérêt servi à son propriétaire suscitent de nouveaux besoins. Pour la création et l'entretien d'un outillage le travailleur est sollicité.

Sans doute la question du réembauchage de l'ouvrier se pose, car un travail nouveau ne naît pas au même instant qu'un travail est détruit. Quelques troubles sont inévitables, mais devraient être vite effacés si l'économie progressait harmonieusement. Si le développement de la mécanisation avait marché de concert avec l'augmentation de la demande, si les entrepreneurs avaient eu une vision plus nette de la puissance de consommation provoquée par eux, le dynamisme économique aurait présenté moins d'excès.

L'immobilisation des capitaux s'est effectuée sans préoccupation des besoins préalables, et des besoins à créer. Les financiers et les hommes d'affaires n'ont pas été capables de contenir le flot de leur exubérance et ont changé la machine bienfaisante en une arme dangereuse. Les investissements les plus gigantesques ont été poursuivis sans aucune conscience de l'étendue des débouchés et des possibilités. Couche après couche, des foules de travailleurs ont été dépossédées de leur emploi dès que la surproduction a tout fait crouler. Au lieu d'accuser le machinisme, il serait plus exact d'intenter un procès aux hommes qui, à la faveur d'une épargne trop facile, ont créé des engrenages monstrueux qui les ont broyés.

Lorsque le travailleur est en chômage, l'outillage est, lui aussi, au repos. Combien d'usines sont fermées ou tournent au ralenti ? L'utilisation des installations mécaniques dépend de la demande. Lors d'une reprise d'affaires tous deux

seraient réabsorbés. L'ouvrier ferait peut-être à nouveau des heures supplémentaires et les entreprises reprendraient leur plein rendement.

Naguère, l'abondance était grande, le luxe régnait en maints endroits. Cependant nombre de ménages étaient dans la gêne ; la misère n'avait pas disparu. Beaucoup auraient été heureux de participer un peu plus largement au dividende national. On ne peut donc prétendre que la production ait jamais surpassé l'intensité absolue des besoins.

Parce qu'il y a sur notre globe — et en certains lieux seulement — un potentiel productif considérable, il ne convient pas de faire obstacle au jaillissement éventuel de cette énergie. Si, par suite d'une distribution défectueuse, toute une nation était appauvrie à l'extrême et si le progrès permettait théoriquement de maintenir une telle stagnation avec un travail de deux heures par jour, il serait absurde d'adopter la semaine de 12 heures sous prétexte qu'il y a des chômeurs. Une société ne doit pas s'enliser définitivement dans un état où seuls ses besoins élémentaires seraient satisfaits.

Les gouvernants, en encourageant un mouvement en faveur des 40 heures, endossent une terrible responsabilité car cette réforme entrave pour l'avenir la progression continue des richesses. En cas d'échec, la dépression économique persisterait. Les citoyens s'indigneraient de mener une vie médiocre dans un pays à capacité productive immense ; ils regretteraient de voir l'essor compromis. Ils seraient fondés à exiger de l'Etat plus de bien-être matériel en contre-partie du travail fourni ; un engagement tacite aurait été pris envers eux à cet égard.

Le législateur ferait-il alors amende honorable ? C'est peu probable. Quelques années après le vote de la loi de 8 heures,

M. A. Lévy, directeur des Chantiers de Penhoët, affirmait (1) : « il est impossible à moins d'un cataclysme de revenir en arrière ».

Il en serait de même. La voie serait ouverte à de nouvelles interventions. L'administration s'immiscerait un peu plus avant dans le domaine économique, réglerait la production et la consommation, prendrait des mesures somptuaires à l'encontre des riches, tenterait sans succès d'établir une répartition plus équitable, anéantirait ce qui subsistait de liberté individuelle. Nous nous acheminerions vers le collectivisme autoritaire, vers la fonctionnarisation de toutes les activités. Il est vrai que les socialistes ne peuvent que se réjouir de pareille perspective.

Les besoins varient avec chaque époque (2). Aucun prophète ne peut nous dévoiler ceux de l'avenir. Si les pouvoirs d'achat se redressaient violemment, une masse de produits et de services serait aussitôt demandée. Certains agencements deviendraient nécessaires ; malgré une industrialisation à outrance, la main-d'œuvre pourrait à peine être suffisante.

Si les excès de la rationalisation et de la capitalisation sont à l'origine de la crise actuelle, il est possible cependant qu'ils ne soient pas cause de chômage indéfini. La fausse notion de chômage technologique ne peut qu'égarer notre société vers une impasse semée d'embûches.

Je souscris pleinement à l'opinion suivante de M. le doyen Allix : (3) « C'est une étrange méthode que de vouloir s'appuyer sur des considérations propres à la période anor-

(1) Eug. Morel, rédacteur du *Peuple*, *La production et les 8 heures*.

(2) F. Bastiat, *Les harmonies économiques*, VIII. *Propriété, communauté* : « A mesure que certains obstacles sont vaincus, les désirs se dilatent, rencontrent de nouveaux obstacles qui s'offrent à de nouveaux efforts ».

(3) *Op. cit.*, p. 457.

male que nous traversons pour statuer à titre définitif en vue d'une reprise des affaires dont nous ne pouvons soupçonner les répercussions sur les entreprises et le marché de la main-d'œuvre ».

Et qu'on ne vienne pas pronostiquer que l'ouvrier sera plus à même de profiter du progrès technique en ralentissant son activité. Admettons que jusqu'à présent les perfectionnements mécaniques et l'organisation rationnelle des entreprises aient donné le principal avantage à la classe possédante. La suppression du chômage dit technologique — à supposer qu'elle devienne une réalité — n'atténuera pas les inégalités. Si le produit social reste invariable, la division des tâches entre plus de travailleurs n'augmentera pas le pouvoir d'achat total. S'il s'amoindrit, il peut fort bien arriver que le capitaliste subisse une lésion, mais que le prolétaire, vu sa faiblesse, soit victime d'une spoliation plus forte.

Les chômeurs n'ont à attendre de travail que de sa demande accrue, rendue possible par l'augmentation du revenu national. Or il a été exposé dans les chapitres antérieurs que celui-ci doit d'autant plus tendre à diminuer que les salaires seraient maintenus à un haut niveau.

A ce propos, je tiens à justifier les raisons pour lesquelles je n'ai pas cru devoir distinguer toujours très nettement deux hypothèses, comme l'ont fait les auteurs qui se sont intéressés au problème des 40 heures : celle du salaire horaire inchangé d'une part ; celle relevant ce salaire du cinquième d'autre part. La plupart de mes spéculations ont pris pour point de départ une hausse plus ou moins sensible de la main-d'œuvre.

La prétention de maintenir le salaire hebdomadaire s'est affirmée avec une grande netteté à la Conférence prépara-

toire tripartite, lors du dépôt par le groupe ouvrier d'un projet de résolution stipulant formellement que « les traitements mensuels et les gains hebdomadaires ne pourraient être réduits (1) ».

Ce projet de résolution ayant été rejeté par 32 voix (12 gouvernementales, 20 patronales) contre 21 (2 gouvernementales, 19 ouvrières) et 17 abstentions, un projet de résolution présenté simultanément par 7 délégués gouvernementaux (France, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Chili, Allemagne, Italie) fut adopté par 41 voix (21 gouvernementales, 19 ouvrières, 1 patronale) contre 22 (3 gouvernementales et 19 patronales) et 7 abstentions. Ce dernier ne prévoyait que la possibilité de « maintenir le niveau de vie des salariés ».

Peut-être, comme M. Leduc l'affirme (2), cette seconde résolution renchérirait-elle sur la première en envisageant de laisser immuable le salaire réel, même si les prix de détail se relevaient considérablement. J'ai mis en relief l'impossibilité pour les salaires, dans leur course après les prix de vente, de les rattraper jamais. Je m'étonne que les représentants des gouvernements aient eu une telle hardiesse, et je me demande si, dans la rédaction de ce texte, ils ont eu présentes à l'esprit toutes les ultimes conséquences qu'on pouvait en tirer.

Qui sait si leur déclaration ne serait pas simplement la répétition d'un principe maintes fois énoncé à l'époque de la création de l'O. I. T. ? Dans le préambule de la partie XIII du Traité de Versailles se trouve prévue « la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables ». A l'article 427 du même document, le programme a réaliser

(1) Pour toutes ces discussions, cons. *Rapport gris bleu*, p. 18 et s.

(2) *Op. cit.*, p. 1496.

comprend « le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et dans leur pays ».

Pour ma part, j'hésite à donner à la formule gouvernementale une interprétation strictement littérale. Je la considère simplement comme la proclamation du non-abandon d'un principe d'équité dont toute l'œuvre de l'O. I. T. est inspirée.

En cas de vote d'une loi de 40 heures, les ouvriers feraient facilement triompher leur thèse en s'appuyant sur les précédents créés par les lois du 23 avril 1919 (art. 2) et du 24 juin 1919 (art. 3). La proposition Antonelli en faveur du nouveau régime de travail, déposée en février 1932 par le parti socialiste devant la Chambre des Députés contient d'ailleurs une disposition imposant le maintien des salaires.

J'ai déjà exprimé l'opinion que l'application éventuelle de cette prescription serait plus ou moins rigoureuse. A mon avis, une simple formule législative est parfois impuissante à bouleverser de fond en comble les contrats antérieurs et le système de production. Les patrons, sans organiser de résistance concertée, font souvent bon marché de leurs obligations légales ; les ouvriers eux-mêmes en période de crise, s'accrochent à leur emploi et sont les premiers à violer les conventions collectives et les règlements qui les protègent. Les chefs syndicalistes, les secrétaires de Bourses, sont contraints de composer selon les circonstances avec les dogmes les plus sacrés.

Bref, de larges accommodements parviennent à transgresser la règle, ajoutant un peu plus au discrédit de l'Etat dont la loi est méprisée.

Un mouvement très prononcé vers la hausse s'opérerait cependant et j'en ai montré les effets. J'ai donc négligé le

problème d'une semaine de 40 heures avec stabilité du salaire horaire, estimant qu'il avait peu de chances de se poser un jour. Il exigerait du reste à lui seul toute une étude fort longue.

A priori, je crois que l'examen de cette hypothèse me mènerait à prévoir les mêmes tendances, mais à oscillations beaucoup plus amorties.

Dans une économie à état statique parfait, un ouvrier supplémentaire prendrait pendant 8 heures la place du travailleur ancien. Le montant des bordereaux de salaires, le chiffre de la production ne varieraient pas.

Or dans la réalité des faits, cette substitution de personne ne s'opérerait pas sans des heurts et des réajustements assez pénibles.

L'aménagement adéquat des travaux dans les établissements où ils s'effectuaient jusqu'alors en une seule équipe offre en pratique des difficultés dont les théoriciens du B. I. T. n'ont pas l'air d'avoir suffisamment tenu compte. Malgré son désir d'obtenir le maximum de rendement, la majorité des industriels reculerait devant la complication d'organiser le roulement. Celui-ci comporte en effet un recrutement d'équipes supplémentaires, des pertes de temps lors de leurs relèves successives, un contrôle rigoureux en vue d'éviter la fraude — et sous ce rapport la « collaboration éventuelle » du personnel n'exercerait aucun attrait propre à stimuler l'initiative de l'employeur ! — La plupart des entreprises seraient réduites à fonctionner 40 heures par semaine. Le prix de revient monterait par suite de la diminution de production de chaque établissement, sinon du chef des gains horaires, du moins en conséquence de la hausse des frais généraux. Et encore est-il possible quelquefois que des syndicats fortement organisés profitent des circonstances

pour arracher quelque augmentation de salaire au patronat.

Certaines usines, malgré la crise, ont conservé une cadence de 48 heures par semaine. La moindre surcharge peut leur être fatale. Le public apprécie trop souvent la prospérité d'un établissement d'après l'activité qu'il manifeste, mais ce critérium n'est pas infallible. Nombre d'industriels ne se maintiennent debout que par la vitesse acquise. Un nouveau fardeau peut amener leur ruine.

En somme, une semaine de 40 heures sans salaire majoré aurait, elle aussi, comme résultat une progression des coûts de production et des prix de vente et une certaine rupture d'équilibre.

Dans ce cas la crise ne trouverait pas son remède et s'aggraverait plutôt. La demande totale d'heures de travail pourrait même diminuer. Des réembauchages seraient cependant effectués et une redistribution des emplois entre un plus grand nombre d'individus s'opérerait selon les besoins de la production. L'ouvrier précédemment occupé semaine entière restant inactif pendant 8 heures, un camarade recevrait le surcroît de travail requis. Ce serait là tout bénéfice pour les fonds de chômage et pour les budgets. Des travailleurs subiraient une diminution de leur travail et de leurs salaires au profit d'autrui. La loi prendrait donc le caractère d'un « short time » généralisé et obligatoire. Comme le dit M. Allix (1) « les ouvriers embauchés se sont privés d'une heure ou deux de travail rétribuées pour les donner à ceux qui n'en ont pas. C'est exactement comme si on les frappait d'un impôt ou d'un prélèvement sur leurs salaires pour constituer une caisse de chômage ».

(1) *Op. cit.*, p. 459.

Bref, quelles que soient les modalités qui l'accompagnent, l'application d'une semaine de 40 heures ne devrait pas être attendue avec tant d'impatience par la classe ouvrière. C'est en s'attaquant aux causes générales financières, monétaires, économiques de la crise qu'on résorbera le chômage, et non en fourvoyant notre société vers des sentiers bourbeux qui n'offrent aucune issue.

CONCLUSION

La conclusion semble découler d'elle-même. Je suis cependant ému à l'idée de la formuler. Bien que la plupart de mes développements aient constitué un réquisitoire contre la semaine de 40 heures, j'hésite à prononcer contre elle une condamnation sans appel. J'ai conscience de la complexité du problème et de ma modeste compétence à en saisir l'étendue.

Je n'ai pas la prétention d'avoir pénétré dans tous les recoins d'un domaine trop vaste. Je sais notamment combien le ressort individuel reste puissant et résiste à des chocs qui devraient le briser irrémédiablement. Comme le disait M. Gide (1) quelques années après la mise en vigueur de la journée de huit heures « en proclamant que la réduction de la journée de travail ne portera aucun dommage à la production, les ouvriers et les syndicats font simplement un acte de foi dans la capacité des patrons et des capitalistes. — “ Ils sauront bien se débrouiller ” ». — Il faut d'ailleurs ajouter que l'initiative des particuliers pare quelquefois les maladresses du législateur en tournant la règle ou en n'en tenant aucun compte.

Les réformes sociales feront toujours l'objet de critiques et d'éloges. On en prédit à l'avance l'échec retentissant, le succès triomphant. Par la suite, chacun s'y adapte et continue à vivre. Les uns persistent à en chanter les louanges, le pays n'en étant pas mort. Les autres les accusent de toutes les misères régnantes.

(1) Eug. Morel, *op. cit.*, *Opinion de M. Ch. Gide.*

Après les lois de 1919, il en fut ainsi. Les partis se sont querellés à plaisir sur les conséquences du nouveau régime. Il est incontestable cependant qu'il avait contribué à la hausse du prix de revient, à la consolidation de la vie chère, qu'il avait limité la production de la houille et creusé le déficit d'exploitation des chemins de fer. En revanche, un avantage d'ordre social avait été obtenu, rendu possible par les progrès de la technique industrielle.

La journée de 8 heures a été introduite à une époque de progression économique, aussi malgré la nécessité de relever les ruines de la guerre a-t-elle été plus aisément absorbée. L'adaptation était en grande partie effectuée vers la fin de 1920, lorsque le ralentissement des affaires s'est fait sentir.

A plusieurs reprises, j'ai émis l'opinion qu'une nation florissante supportait plus allègrement une réduction du travail. Les profits sont élevés; une production abondante facilite l'amortissement des frais généraux; la cherté de la main-d'œuvre est vite incorporée dans la hausse générale des prix de vente. En outre, le monde des employeurs considère la réforme avec moins de répugnance et n'ose manifester contre elle une hostilité trop marquée.

A l'heure actuelle, les conditions sont autres. La détresse est partout profonde. Courir l'aventure serait une folie.

Les partisans des 40 heures peuvent clamer à tous les échos leur intention de ménager les transitions. Certes, il serait moins hasardeux d'envisager la réduction par étapes successives — comme l'a fait la loi du 30 mars 1900 (1) —, ou d'adopter une procédure d'application similaire à celle de la loi du 23 avril 1919.

(1) V. *supra*, p. 18.

J'avoue ne pas avoir une foi très solide en ces méthodes qui substituent à un coup brutal un enlèvement graduel. Une fois la loi votée, les mises en demeure des intéressés font leur œuvre ; la consultation des organisations professionnelles est hâtée ; les règlements d'administration publique se succèdent à brefs intervalles. En quelques mois presque toutes les catégories industrielles et commerciales sont frappées.

Je ne m'attarde pas à ces conventions collectives qui précèdent en général l'élaboration des règlements et ne contiennent aucune adhésion entière et spontanée des partis en présence. Le véritable accord est celui qui est voulu, et non signé sous la pression légale, l'autorité devant statuer d'office s'il n'intervenait pas.

Je suis prêt à défendre le droit d'association de tous les citoyens pour la sauvegarde de leurs intérêts légitimes, à admettre l'intervention de l'Etat dans tous les domaines lorsqu'il agit comme arbitre afin de supprimer des oppressions. Mais aujourd'hui la question n'est pas là. Ce ne sont pas des conditions humaines de travail que revendiquent les ouvriers. La semaine de 40 heures, dans l'esprit même de ses promoteurs n'a pas pour but de protéger les faibles ou de détruire des monopoles révoltants. Le problème est d'ordre économique au premier chef. L'Etat n'a pas à obéir aux injonctions aveugles de la masse, à légiférer étourdiment et à tracer des bornes étroites à la formation des richesses. Mon opinion serait la même si un projet de loi devait servir de soi-disant intérêts corporatifs et organiser officiellement un malthusianisme de la production.

L'abus des réglementations achemine les sociétés vers un immobilisme dont elles se dégageront péniblement. Si les hommes étaient capables de peser leur ignorance et leurs

vices, ils s'humilieraient devant leur œuvre d'après guerre et confessaient que le marasme où ils sont plongés provient de leur faute et non des lois économiques elles-mêmes. Ils seraient alors moins enclins à réclamer des remèdes artificiels et feraient un appel plus modéré au pouvoir central.

Je n'irai pas jusqu'à prédire qu'un jour le seul mécanisme de la liberté naturelle et la loi du moindre effort conduiront les individus à jouir de longs relais après une courte tâche, que *l'homo œconomicus*, mû par le seul principe hédonistique, renoncera à un supplément de biens pour goûter de larges loisirs. Une loi de 40 heures ne ferait alors qu'entériner un état de faits spontanément établi ; elle aurait pour mobile d'éviter que les dérèglements de quelques-uns ne nuisent à la satisfaction des besoins du plus grand nombre. Cette société imaginaire ne serait peut-être ni plus juste, ni plus heureuse que la nôtre. L'homme pourrait fort bien s'y livrer à la débauche au lieu de perfectionner son être moral et chercher tout autant à exploiter son voisin.

Les réformateurs sociaux et les inventeurs de systèmes ont toujours eu la faveur des foules. Leur parole traduit les aspirations populaires et contient des promesses qui leur attirent des fidèles. Par contre, on n'écoute pas volontiers celui qui, sans idée préconçue, a un peu réfléchi sur l'ensemble des phénomènes et sans orgueil, essaie d'énoncer quelques règles conformes à la logique et au bon sens. Rien d'étonnant ensuite que les passions et les courants d'opinions guident la politique économique et sociale des gouvernements (1).

(1) F. Bastiat, *Sophismes économiques. Conclusion* : « Mais dans les sciences sociales on ne reconnaît guère d'autorités. Comme chacun fait journellement

Des lois très généreuses naissent à foison. Après coup, on s'aperçoit qu'elles ne répondent pas aux vœux du législateur. Or celui-ci s'est bien gardé de consulter l'intelligence éclairée d'hommes de bien. S'il l'avait fait, ces derniers lui auraient quelquefois conseillé l'abstention. Le public alors aurait été déçu, se serait indigné. Pourtant le progrès social en aurait eu profit.

Lorsque certaines innovations comme celle des 40 heures auront déroulé leur expérience, peut-être regrettera-t-on d'avoir trop écarté un « laissez-faire » qui possédait en lui-même des correctifs puissants, des sanctions sévères pour modérer et châtier les excès. Si chacun très souvent dans ses appétits de jouissances a eu peu de scrupules à brimer son semblable, croit-on que l'Etat en s'immisçant partout gagnera en vertu et pourra dispenser le bien-être et répartir équitablement les richesses sans favoritisme et sans erreur ?

Le libéralisme a eu des détracteurs car il n'a pu révéler sa remarquable efficacité, ayant été vicié par l'égoïsme et la turbulence des individus et des collectivités. L'atmosphère enfiévrée des syndicats ouvriers, l'air étrié des associations de producteurs ne nous portent pas à présager un avenir meilleur. Dans les rapports sociaux, les lois positives les plus bienfaisantes, les contrats les mieux conçus ne sont que mensonges s'ils ne sont fécondés par l'effort de tous pour le bien commun.

Si chacun avait un peu plus conscience de son devoir et s'appliquait à rendre plus douces à autrui les fatalités des lois naturelles, les réformes ne seraient plus envisagées avec

de la morale bonne ou mauvaise, de l'hygiène, de l'économie, de la politique raisonnable ou absurde, chacun se croit apte à gloser, disserter, décider et trancher en ces matières ».

tant d'idolâtrie. L'humanité refuserait de se laisser mener par des mythes, par des formules mirifiques et reconnaîtrait que les théories classiques, fondées sur la raison, sur la connaissance des hommes et des choses, sont les meilleures pour conduire une politique propre à amener la fin de la crise et le retour à la prospérité.

Ma voix est faible et ne porte qu'à l'intérieur d'un cercle restreint d'amis. J'ai moins de mérite à ne flatter personne et n'ai d'ailleurs aucun goût pour la polémique et la publicité. J'ai pris plaisir à exposer quelques réflexions. Je désirerais pouvoir toujours les exprimer ainsi en toute indépendance de cœur et de pensée.

Vu :

Le Président de la thèse,
JEAN LESCURE

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDGARD ALLIX,

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION	9
CHAPITRE I. — Historique	21
CHAPITRE II. — Point de vue humanitaire	31
CHAPITRE III. — Point de vue social	41
CHAPITRE IV. — La semaine de quarante heures et la concentration	47
CHAPITRE V. — La semaine de quarante heures et le salaire.	65
CHAPITRE VI. — La semaine de quarante heures et le profit.	82
CHAPITRE VII. — La semaine de quarante heures et la rente.	94
CHAPITRE VIII. — Point de vue monétaire	110
CHAPITRE IX. — Point de vue international	128
CHAPITRE X. — La semaine de quarante heures et le chômage	147
CONCLUSION	161
